

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE L'INVIOIABIIITÉ

DU

SECRET DES LETTRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le mardi 11 juin 1895, à 1 heure de l'après-midi

Par **RAOUL PÉRET**

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE POITIERS
AVOCAT A LA COUR D'APPEL
ATTACHÉ AU CABINET DU GARDE DES SCEAUX

PRÉSIDENT : M. LE POITTEVIN, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS	{	MM. DUCROCQ. LAINÉ.	{	PROFESSEURS.
-------------	---	------------------------	---	--------------

LIBRAIRIE

DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

L. LAROSE, EDITEUR
22, RUE SOUFFLOT, PARIS.

1895

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

TOURS. — IMPRIMERIE ROGER DUBOIS

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE L'INVIOIABIIITÉ

DU

SECRET DES LETTRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le mardi 11 juin 1895, à 1 heure de l'après-midi

Par **RAOUL PÉRET**

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE POITIERS
AVOCAT A LA COUR D'APPEL
ATTACHÉ AU CABINET DU GARDE DES SCEAUX



PRÉSIDENT : M. LE POITTEVIN, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS	{	MM. DUCROCQ. LAINÉ.	{	PROFESSEURS.
-------------	---	------------------------	---	--------------

LIBRAIRIE

DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

L. LAROSE, ÉDITEUR
22, RUE SOUFFLOT, PARIS

1895

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DROIT FRANÇAIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552012_0012

DE L'INVOLABILITÉ DU SECRET DES LETTRES

INTRODUCTION

1. — L'importance et le développement pris par la correspondance épistolaire chez les peuples civilisés, les services multiples que rend à tous cet organe si puissant des relations sociales ne sont plus à dépeindre. Rouage indispensable de l'existence publique et privée des hommes, elle crée, chaque jour, entre eux des rapports de toute nature et devient la source d'une foule de liens juridiques. Un principe d'une haute moralité, l'inviolabilité du secret des lettres, qu'on peut considérer, depuis 1789, comme une règle de notre droit public, vient protéger cet échange constant des pensées humaines et assurer leur libre communication. C'est ce principe que nous nous proposons d'étudier, avec ses différentes sanctions, sa portée, ses conséquences et les exceptions qu'il comporte.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DU SECRET DES LETTRES ET NATURE DU PRINCIPE

Le principe en droit public. — 2. — Bien qu'il ne figure ni dans la Déclaration de 1789, ni dans celles de nos constitutions qui contiennent l'énumération des garanties et des droits individuels qu'on est convenu d'appeler les droits publics des citoyens, le secret des lettres est, à juste titre, considéré comme un principe constitutionnel. Réclamé par la majorité des cahiers des États, consacré législativement dans plusieurs décrets, il a pris place dans un grand nombre de constitutions étrangères, et son omission sur la liste des règles fondamentales de notre droit public ne saurait être prise pour un oubli. Si les auteurs de la Déclaration des droits de l'homme ne l'ont pas formellement édictée, n'est-ce pas aussi qu'ils ont considéré l'inviolabilité du secret des lettres comme comprise dans les autres libertés publiques ? Il est, en effet, des

droits qui ne sont que le développement et la conséquence naturelle de règles plus générales qui les embrassent, et l'on comprend que le législateur constituant ait pu les passer sous silence, se bornant à poser les principes primordiaux dont ces droits ne sont que les garanties essentielles. Or, il est facile de voir que le secret des lettres se lie intimement aux grands principes qui nous ont été légués par la Révolution française. On a pu raisonnablement le faire découler de l'inviolabilité de la propriété ou de celle du domicile (1), dire qu'il constituait un droit mixte tenant de la propriété et de la liberté individuelle (2), et enfin, avec plus de raison encore, nous allons le démontrer, le rattacher à la liberté de la pensée dont il est le corollaire indiscutable (3).

3. — Sans doute, l'inviolabilité des lettres se rattache à celle de la propriété, la lettre constituant, indépendamment des idées qui y sont exprimées, un objet corporel susceptible d'appropriation. Sans doute aussi, on peut comparer la violation des correspondances à la violation de domicile, puisqu'elle est une atteinte portée au droit que nous avons de ne pas laisser pénétrer les tiers dans notre vie privée. Mais le secret des lettres nous apparaît surtout comme une garantie et une confirmation de la liberté de la pensée, que proclamait l'article 11 de la Déclaration. Il la confirme, ainsi que l'invio-

(1) Massabiau, *Man. du min. publ.* t. II, p. 543. — Marie, *Éléments de droit administ.* p. 11.

(2) Batbie, *Traité de dr. pub. et administ.* t. II, p. 396 — Glasson, *Éléments de dr. français*, t. II, p. 339. — Legris, *du secret des lettres missives, de leur propriété, de leur production en justice*, p. 17.

(3) V. Hanssens, *Du secret des lettres*, p. 6.

labilité du domicile confirme la liberté individuelle. De même que la faculté d'aller et de venir, de partir et de rester, ne serait qu'apparente si chacun pouvait à son gré s'introduire dans nos demeures et y perquisitionner, de même la liberté de la pensée n'existerait pas entière s'il était permis au premier venu de pénétrer les secrets de nos correspondances et de divulguer, quand ils se sont manifestés par l'écriture, les sentiments intimes et les confidences que nous échangeons avec nos semblables. Ce respect de la correspondance s'impose à tous comme la sauvegarde des transactions sociales, et, s'il n'existait pas, qui sait si, la franchise et la confiance disparaissant, les rapports d'amitié ou de commerce ne s'en ressentiraient pas bientôt. « C'est rompre tous les liens de la société, disait déjà Cicéron, que d'enlever aux amis absents le moyen de s'entretenir confidentiellement » (1).

On a appelé la lettre missive une conversation écrite, c'est-à-dire un échange de pensées, de confidences que nous avons le droit de tenir caché et qu'on ne saurait soumettre « à une inquisition que ne supporte pas la conversation parlée » (2). Cette communication n'emprunte le secours de l'écriture qu'en raison de la distance qui sépare deux personnes et de l'impossibilité où elles se trouvent de s'entretenir verbalement. Écrite ou orale, la confidence a droit à la même protection, et personne ne doit chercher à la surprendre.

(1) *Quis enim unquam qui paululum modo bonorum consuetudinem nosset, litteras ad se ab amico missas offensione aliqua interposita, in medium protulit, palamque recitavit* (Philipp. 2^e, IV).

(2) *Sic Hanssens*, p. 7.

4. — Envisagée comme règle de droit public, l'inviolabilité du secret des lettres est donc la garantie donnée aux citoyens que leurs correspondances circuleront à l'abri de toute violation, le contenu d'une lettre missive n'étant que l'expression des pensées que les hommes ont le droit d'échanger librement.

Sa violation en France à différentes époques. — 5. — Jusqu'à la Révolution, cette garantie avait été absorbée, avec toutes les autres libertés, par l'absolutisme royal. Les scandaleux abus révélés par l'histoire nous montrent combien les rois respectaient peu la correspondance des citoyens, considérée, aujourd'hui, comme aussi sacrée que leur domicile.

6. — Sans remonter jusqu'à Hadrien qui prenait, paraît-il, un plaisir extrême à surprendre, dans leurs lettres, les moindres détails de la vie de ses courtisans, nous voyons Louis XI, qui cependant contribua beaucoup, on doit le reconnaître, au développement des postes (1), édicter comme

(1) Aux dires de Suétone, l'usage de faire porter les dépêches par des courriers spéciaux remonterait à Auguste. Plusieurs siècles après, Charlemagne institua trois postes publiques, pour entretenir des communications entre les royaumes qu'il avait réunis sous sa domination. Mais il n'y avait pas là une institution organisée ni réglementée. On ne peut non plus attribuer ce caractère à l'usage qui s'était établi, au moyen âge, au sein de l'Université de Paris, pour permettre aux étudiants de correspondre avec leur famille, de charger des voyageurs et des moines du transport des lettres ; ces moines partaient à des époques indéterminées et assez éloignées ; ils furent remplacés par des *messagers* spécialement affectés à ce transport.

Il faut arriver à Louis XI, pour avoir des documents sur les postes,

un devoir la violation des correspondances ; dans son ordonnance de 1464, il prescrivait à ses agents d'ouvrir les lettres transportées par les courriers, « pour connoistre s'il n'y a rien qui porte préjudice au service du roy et qui contrevienne à ses ordonnances ». On voulut tromper cette surveillance en envoyant des lettres chiffrées : un édit de François 1^{er} vint alors défendre de correspondre « par chiffres, caractères et surnoms supposez ».

Sous Louis XIII, la violation du secret des lettres devint une arme redoutable entre les mains du cardinal de Richelieu, qui s'en servit plus d'une fois contre ses ennemis politiques ; il ouvrait même les lettres du roi, et, comme il avait donné à

par une ordonnance du 19 juin 1464, il créa plus de deux cents courriers chargés de transporter les lettres du roi, les simples sujets ne devant pas les utiliser, à moins d'obtenir l'autorisation du *grand maître des coureurs de France*. Henri III, par un édit de 1576, permit aux particuliers de faire transporter leurs lettres par les messagers royaux moyennant le paiement d'une taxe.

On sait que Richelieu réalisa de vastes projets qui firent de la poste ce qu'elle est aujourd'hui, un service à l'usage de tous les particuliers. Sous Louis XIV, Louvois, pendant qu'il était surintendant général des postes, y apporta également de notables améliorations.

A cette époque, les postes étaient affermées. Un arrêt du Conseil du 16 juin 1681 consacra, au profit du fermier, le monopole du transport des lettres. Ce monopole passa à l'État, quand la poste devint une administration publique, et, depuis, l'interdiction de porter atteinte au privilège de cette administration a été rappelée par de nombreux arrêtés du Directoire et du Gouvernement consulaire.

Consulter sur l'histoire de la poste aux lettres : Belloc, les Postes françaises. — Delamont, Notice historique sur la poste aux lettres. — M. du Camp, L'administration des postes (Revue des deux mondes de janvier 1867). — Legris, op. cit., p. 13 (la note). — Rousseau, Traité théorique et pratique de la correspondance, nos 160 à 176.

Le nombre des lois et des décrets ou autres décisions qui régissent

ses courriers des instructions pour que toutes les correspondances fussent interceptées, il recommandait à ses amis qui avaient à lui écrire quelque chose de confidentiel de se servir d'un chiffre ou d'envoyer des hommes de confiance (1).

Les ministres de Louis XIV, au lieu de décacheter eux-mêmes les lettres qu'ils faisaient arrêter, trouvèrent plus commode de charger de ce soin un certain nombre d'employés spéciaux qui lisaient le contenu et en formaient des extraits qu'on mettait sous les yeux du roi : ils créèrent le *cabinet noir*.

Alors, ce n'est plus la raison d'état et la nécessité d'empê-

cette administration est considérable. Nous n'en aurons que très peu à mentionner, au point de vue qui nous occupe. On trouve, dans l'Instruction générale sur le service des postes les principales règles qui gouvernent l'organisation postale, les devoirs professionnels des agents des postes et leurs rapports avec les particuliers. L'Instruction actuellement en vigueur a été approuvée par décision du Ministre des Finances du 20 mars 1868 et elle porte cette date ; un arrêté du Directeur général des Postes l'a mise en vigueur à dater du 1^{er} juillet 1868. Quelques articles en ont été modifiés. C'est une décision du conseil d'administration qui détermine les modifications ou additions à faire ; la décision n'est exécutoire qu'après approbation du ministre. Toute modification et toute disposition nouvelle est insérée dans le bulletin mensuel que publie l'administration.

C'est à l'Instruction générale de 1868 que nous aurons recours pour la solution pratique de différentes questions que soulève la présente étude, telles que les devoirs de discrétion des employés, la saisie des correspondances, la remise des lettres des incapables soumises au contrôle de certaines personnes. Au reste, il ne faut pas oublier que ses dispositions n'ont qu'une autorité juridique tout à fait restreinte. Elles constituent, en quelque sorte, la règle de conduite qui est tracée à l'Administration dans ses rapports avec le public, mais si elles peuvent servir de base à des décisions judiciaires, elles ne s'imposent aux tribunaux en aucune façon, et ne sauraient prévaloir sur les principes généraux du droit.

(1) V. Lettres, instructions diplomatiques et papiers d'État du cardinal de Richelieu.

cher les complots qui poussaient les rois à ouvrir les correspondances de leurs sujets, c'est surtout le désir de se tenir au courant des aventures intimes, de découvrir les basses intrigues de la cour, de pénétrer les secrets de la vie privée et de lire dans les consciences (1). Ce fut là le passe-temps favori de Louis XV ; ses contemporains (2) nous ont laissé de curieux et peu édifiants renseignements sur le fonctionnement du *cabinet noir* pendant son règne. D'Argenson, qui était alors surintendant des postes, nous apprend, dans ses Mémoires, que, dans le cabinet de la poste, on ouvrait les lettres, on déchiffrait, on copiait, et on portait ensuite au roi, pour lui montrer, tout ce que les particuliers s'écrivent avec confiance par la poste. « Le sieur Jeanelle, dit-il, est le chef de cette caverne. Ce Jeanelle a trahi ses maîtres..... c'est un homme noir et double, ami de la faveur, ennemi de la vertu. » On employait des procédés perfectionnés pour décacheter et recacheter les lettres, et le destinataire les recevait presque toujours sans se douter que d'autres en avaient surpris le contenu avant lui.

Il faisait bon, d'ailleurs, ignorer l'existence du *cabinet noir* et il fallait se garder de protester : un commis de la poste, nommé Christian, avait été assez mal inspiré pour parler des

(1) V. Mémoires de Saint-Simon et la correspondance de Madame, duchesse d'Orléans, princesse palatine, qui dit à chaque instant, dans ses lettres, qu'elle ne peut exprimer tout ce qu'elle pense, parce qu'on ouvre toutes les correspondances.

(2) V. les Mémoires de Besenval, du président Hénault, et surtout ceux de M^{me} du Hausset, la femme de chambre de M^{me} de Pompadour.

manœuvres qui s'y pratiquaient : il fut arrêté, puis, un jour, il disparut, et jamais on ne le revit plus.

7. — Si les rois violaient le secret des correspondances, il convient d'ajouter que les parlements n'hésitaient pas à flétrir indirectement ces honteuses pratiques. Dans leurs arrêts (1), ils prononcent des amendes contre les individus qui les imitent, repoussent les accusations fondées sur le contenu de lettres interceptées, et se montrent d'une sévérité excessive contre les agents de la poste qui ouvrent les correspondances. On cite toujours, à ce sujet, l'arrêt du Parlement de Dijon du mois d'août 1721, qui condamna la directrice de la poste de Beaune à être pendue, pour avoir décacheté des lettres et volé les billets de banque qu'elles contenaient. « C'est un larcin qualifié, dit Serpillon, qui rapporte l'arrêt dans son *Code criminel*, et un crime public que d'intercepter une lettre à la poste ou ailleurs, surtout si le crime est commis par une personne publique et préposée pour l'envoi et la distribution des lettres. »

On devine que les parlements étaient impuissants à faire cesser les abus du despotisme, d'autant que les souverains, pour les mieux masquer, étaient les premiers à défendre à leurs sujets de porter atteinte au secret des correspondances : ils rendirent des ordonnances, afin de réprimer l'interception, l'ouverture ou la soustraction des paquets et lettres envoyés par la poste. Telle fut l'ordonnance de 1742, qui pu-

(1) V. Brillon, Dictionnaire des arrêts de jurisprudence universelle des parlements de France, t. IV, v^o Lettres missives. — Serpillon, Code criminel, t. I, p. 141. — Jousse, Journal des Audiences, t. I, l. 4, l. 21.

nissait de la peine de mort ou des galères les employés de postes coupables de semblables délits. Mais peut-on s'empêcher de remarquer que cette ordonnance était signée du monarque qui les commettait lui-même journellement ?

8. — Le *cabinet noir* ne disparut pas encore sous le règne de Louis XVI. Les correspondances continuèrent à être décachetées, dans le but de découvrir les complots contre la sûreté de l'État, et des crédits assez considérables furent affectés à l'intendant des postes pour ce service.

Louis XVI, cependant, ne manquait pas l'occasion de s'élever contre ces procédés : en 1775, deux lettres ayant été interceptées sur le navire chargé de leur transport, et annexées au registre des délibérations secrètes, il fit rendre par le Conseil du roi cet arrêt du 18 août 1775, qui est le digne précurseur des décrets de l'Assemblée constituante : « Considérant que les lettres interceptées ne peuvent jamais devenir l'objet d'une délibération, que tous les principes mettent la correspondance secrète des citoyens au nombre des choses sacrées dont les tribunaux, comme les particuliers, doivent détourner les regards,..... Sa Majesté a jugé nécessaire d'ordonner que les auteurs et les complices de l'interception seraient poursuivis selon la rigueur des ordonnances. »

Malheureusement, les conseillers de Louis XVI lui avaient persuadé que l'ouverture des correspondances particulières était indispensable à la sûreté de l'État, et le roi n'osa faire disparaître le *cabinet noir*, dont il avait, pourtant, résolu l'abolition.

Le secret des lettres et la Révolution. — 9. — Dès les premiers jours de son existence, l'Assemblée nationale se prononça nettement contre la violation des correspondances, et, chaque fois que la question se posa au cours de ses séances, de nobles voix se firent entendre pour condamner cette odieuse coutume du régime qui venait de s'écrouler.

Au mois de juillet 1789, des lettres avaient été saisies sur M. de Castelnau, passant sur le Pont-Royal : ces lettres, adressées au comte d'Artois, furent remises au président de l'Assemblée, et, à la séance du 24 juillet, ce dernier consulta l'Assemblée sur les mesures qu'il convenait de prendre en pareille circonstance, déclarant qu'il avait cru de son devoir de renvoyer le paquet au comité permanent sans en prendre connaissance. M. de Chastennai demandait que toutes les lettres interceptées depuis les troubles soient remises dans un dépôt sûr pour être présentées à l'Assemblée. M. Camus répondit qu'il s'opposait à la proposition, en se fondant sur le vœu formel des cahiers pour l'inviolabilité du secret des lettres. M. l'évêque de Langres voulait que, suivant l'exemple de Pompée, on précipitât dans les flammes les papiers interceptés. M. de Gouy d'Arcy au contraire avait demandé qu'on les ouvrit : « Dans un état de siège, dit-il, il est permis de décacheter les lettres : et, dans ces temps de fermentation et d'orage, de calomnies et de menées, nous pouvons nous regarder et nous sommes réellement dans un état de guerre. » Mais Mirabeau s'éleva, avec une admirable indignation, contre ces procédés de l'ancienne tyrannie, indignes d'un peuple qui veut devenir libre, et, après avoir montré que l'utilité publique

n'avait rien à gagner à de semblables mesures, il s'écria : « Un procédé si coupable n'aurait pas même une excuse, et l'on dirait de nous, dans l'Europe : en France, sous prétexte de la sûreté publique, on prive les citoyens de tout droit de propriété sur les lettres qui sont les productions du cœur et le trésor de la confiance. Ce dernier asile de la liberté a été impunément violé par ceux-là mêmes que la nation avait délégués pour assurer tous ses droits. Ils ont décidé, par le fait, que les plus secrètes communications de l'âme, les conjectures les plus hasardées de l'esprit, les émotions d'une colère souvent mal fondée, les erreurs souvent redressées le moment d'après, pouvaient être transformées en déposition contre des tiers ; que le citoyen, l'ami, le fils, le père deviendraient ainsi les juges les uns des autres sans le savoir, qu'ils pourront périr un jour l'un par l'autre, car l'Assemblée nationale a déclaré qu'elle ferait servir de base à ses jugements des communications équivoques et surprises, qu'elle n'a pu se procurer que par un crime. » L'Assemblée ne prit aucune détermination et passa à l'ordre du jour (1).

Le 28 juillet, le chevalier de Boufflers, combattant une motion de Duport et répondant à Rewbell qui invoquait, pour la violation du secret des lettres, le principe du salut public, exprimait les mêmes sentiments : « De telles mesures sont faites pour les tyrans, et nous appartient-il d'avoir leur frayeur, leur crainte et leur lâcheté ? » et plus loin : « On nous cite des traits d'histoire. En voici un qui est celui de la généro-

(1) Moniteur universel du 24 au 25 juillet 1789.

sité et qui doit être le nôtre. Philippe est en guerre avec Athènes : le courrier qui portait les dépêches au roi de Macédoine est arrêté, mais, bientôt après, relâché : les dépêches ne sont pas décachetées, et Philippe les reçoit telles qu'on les lui avait envoyées » (1). L'assemblée ne se déjugea pas et repoussa la motion proposée.

Le 5 décembre 1789, comme on avait arrêté, sur la route d'Angoulême, l'abbé de Blinières et saisi sur lui un certain nombre de lettres adressées par le marquis de Barandin au marquis de Saint-Simon et une correspondance entre le vicomte de Saint-Simon et sa femme, l'Assemblée décréta : « Que les sieurs de Blinières et de Barandin étaient, comme tous les citoyens, sous la sauvegarde de la loi ; que n'étant accusés d'aucun délit, ils n'auraient pas dû être arrêtés, ni le secret de leur correspondance violé ; que le paquet de lettres portant pour suscription *Correspondance du vicomte de Saint-Simon avec sa femme*, déposé au greffe de l'Hôtel-de-Ville d'Angoulême, n'a pas dû y être retenu, et qu'il doit être rendu sous le sceau qui y a été apposé ; déclare, au surplus, que, conformément aux principes adoptés par l'Assemblée, le secret des lettres doit être constamment respecté. »

Les 9 juillet et 8 août 1790, un autre décret confirmait la suppression du *cabinet noir*, en décidant « que le traitement de cent mille livres attaché à l'intendance générale des postes, à cause de la distribution des dépenses secrètes des postes précédemment existantes, serait supprimé ainsi que les trois

(1) Moniteur universel du 28 au 29 juillet 1789.

cent mille livres de dépenses formant le salaire des personnes attachées au *secret des postes*. »

Les 10-14 août 1790, nouveau décret qui est la consécration définitive de l'inviolabilité du secret des lettres. L'Assemblée nationale, en condamnant la conduite d'un corps municipal qui avait illégalement intercepté un paquet de lettres, proclame que « le secret des lettres est inviolable, et que, sous aucun prétexte, il ne peut y être porté atteinte, ni par les corps ni par les individus ».

On voit combien sont nombreuses les décisions par lesquelles l'Assemblée manifestait sa ferme volonté de faire respecter les correspondances privées. Rappelons encore que, le 21 juin, elle refuse de prendre connaissance d'une lettre de la famille royale en fuite, que, le 10 décembre, plusieurs membres interrompent la lecture d'une lettre dont le cachet est reconnu avoir été brisé et font décréter qu'elle sera brûlée. Par le décret des 10-20 juillet 1791, « il est enjoint aux corps administratifs de surveiller l'exécution du décret du 10 août 1790, concernant le secret et l'inviolabilité des lettres, et de se conformer aux dispositions de l'article 1^{er} du titre *des attributions*, faisant partie du décret du 26 du même mois d'août, qui défend aux corps administratifs et aux tribunaux d'ordonner aucun changement dans le service des postes. » C'est dans ce dernier décret du 26 août que se trouve une disposition qui oblige les agents des postes à prêter le serment d'observer la foi due au secret des lettres. Enfin, l'Assemblée nationale compléta son œuvre en édictant, dans le Code pénal de

1791, des peines sévères contre les coupables de violation des correspondances.

10. — Certes, après ces différents actes, le principe du secret des lettres était solidement établi, et il a fallu les troubles et les désordres qui ont suivi pour qu'on vît de nouveau pratiquer l'inquisition des communications épistolaires. Pendant la Convention, une loi du 9 mai 1793 prescrivait l'ouverture des lettres et paquets à l'adresse des émigrés, et, malgré le décret du 19 brumaire an III, qui disposait que « le secret des lettres ne serait plus violé dans l'intérieur de la République », l'article 638 du code du 3 brumaire an IV, qui punissait la violation des lettres, confirmait, dans sa seconde partie, cette loi relative à la correspondance des émigrés, en disant « qu'il n'est porté aucune atteinte à la surveillance que le gouvernement peut exercer sur les lettres venant des pays étrangers ou destinées pour ces mêmes pays ». Les arrêtés du Directoire des 11 floréal an IV et du 3 frimaire an V contiennent les détails d'application de cette disposition.

Mais l'article 187, qui remplaça l'article 638 du Code des délits et des peines, n'en reproduisit pas la dernière partie, et, à partir de ce moment, la violation des correspondances cessa d'être une mesure protégée par la loi. Il est vrai que Bonaparte, tout en blâmant « ce genre de délit qui n'a pu appartenir qu'à des temps dont la situation de la République ne permet plus de craindre le retour » (1), rouvrit les portes du

(1) Instruction adressée le 20 vendémiaire an X par le ministre des finances au commissaire du gouvernement près les postes.

cabinet noir (1). Sous la Restauration et le Second Empire, il y eut encore de nombreux abus, et le *cabinet noir* continua de fonctionner, lorsqu'en 1867, à propos de la saisie d'un manifeste du comte de Chambord, envoyé par la poste au général de Saint-Priest, un grand débat se produisit au Corps législatif, le 22 février (2), qui lui porta le dernier coup : M. Eug. Pelletan vint à la tribune rappeler tous les actes qui avaient consacré le secret des lettres, « ce principe gravé en caractères ineffaçables au fond de la conscience, dans la morale publique, et qu'aucun code ne pourrait s'empêcher de respecter. » Il montra que, sans lui, il n'y avait plus de rapports sociaux possibles, et demandait qu'on inscrivît en lettres d'or, sur le nouvel Hôtel des Postes, les termes de la circulaire dans laquelle Carnot, le 5 mai 1815, rappelait que « la pensée de tout citoyen français doit être libre comme sa personne. »

Ce rapide historique montre que, si le despotisme ou la passion révolutionnaires ont pu, par des motifs divers, porter atteinte à cette liberté, sa violation a toujours soulevé la réprobation des honnêtes gens et la conscience publique n'a jamais accepté qu'on pût priver les citoyens d'une garantie aussi respectable et aussi nécessaire à la sécurité des relations sociales que le droit de correspondre librement.

44. — Indépendamment des décrets de la Révolution que nous avons rapportés et dont les principaux sont ceux du 5

(1) Lire : Général Montholon, récits de la captivité de l'empereur Napoléon à Sainte-Hélène. — Las Cases, Mémorial de Sainte-Hélène. — Mémoire du duc de Rovigo. — Mémoires de Bourienne.

(2) Moniteur universel du 22 fév. 1867, p. 195.

décembre 1789, des 10-14 août 1790, et celui des 10-20 juillet 1791, l'instruction générale sur le service des postes du 20 mars 1868 rappelle aux agents de l'administration, dans son article 7, que « le secret des lettres confiées à la poste est inviolable » et ajoute que, pour eux, il y a violation du secret des lettres, non seulement lorsqu'ils prennent connaissance, par quelque moyen que ce soit, de ce qu'elles contiennent, mais encore lorsqu'ils cherchent à connaître, ou qu'ils divulguent, le nom des personnes qui les expédient ou qui les reçoivent.

Législation étrangère. — 42. — La plupart des pays étrangers qui, depuis un demi-siècle, se sont donné une constitution ou ont procédé à la revision de leurs chartes constitutionnelles, ont fait figurer le secret des lettres dans l'énumération des droits individuels des citoyens.

Tels sont : la Belgique, dont la constitution garantit, dans son article 22, l'inviolabilité des correspondances ; les Pays-Bas, qui la garantissent aussi par l'article 154 de la loi fondamentale ; l'Autriche (article 10 de la loi constitutionnelle du 21 décembre 1867 ; l'Espagne (article 7 de la constitution de la monarchie espagnole du 30 juin 1876).

Citons encore l'article 26 de la Constitution politique du Japon du 11 février 1889, qui dispose que : « sauf dans les cas prévus par la loi, le secret des correspondances des sujets japonais demeurera inviolable » ; l'article 77 de la constitution bulgare du 16 avril 1879, ainsi conçu : « Les correspondances et dépêches télégraphiques privées sont secrètes et inviolables. Une loi spéciale déterminera la responsabilité

des fonctionnaires qui violent le secret ; » l'article 23 de la constitution du royaume de Serbie du 22 décembre 1888 : « le secret des lettres et des dépêches télégraphiques est inviolable, sauf en temps de guerre et dans le cas d'enquête criminelle. » Nous pouvons ajouter, sans avoir la prétention d'être complet, l'article 28 de la constitution politique de la République du Salvador, du 4 décembre 1883, qui dispose que : « la correspondance épistolaire et télégraphique est inviolable ; on ne pourra l'intercepter, l'ouvrir ni révéler son contenu ; celle qui aura été interceptée ne fera aucunement foi en justice ou extrajudiciairement » ; et enfin l'article 11, § 2, de la constitution de l'État de Bolivie, promulguée le 15 février 1878, aux termes duquel : « sont inviolables la correspondance épistolaire et les papiers privés ; lesquels ne pourront être saisis que dans les cas déterminés par les lois, et en vertu d'un ordre écrit et motivé de l'autorité compétente. Les lettres et les papiers privés, violés ou soustraits, ne produisent pas d'effet légal » (1).

En Allemagne, le principe n'est pas consacré dans les constitutions, il est seulement mentionné dans les ordonnances postales. En Angleterre, paraît-il, il est faiblement respecté (2).

Mais, en présence de cette quasi unanimité des nations à proclamer, dans leurs chartes politiques, l'inviolabilité du

(1) On trouvera toutes les constitutions mentionnées au présent chapitre traduites dans l'Annuaire de législation étrangère.

(2) — V. Bathie, t. II, p. 401.

secret des lettres, il serait puéril de soutenir que, dans le pays qui a donné au monde la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, ce grand principe n'a pas la valeur d'une règle constitutionnelle.

CHAPITRE II

SANCTIONS DU PRINCIPE

Dispositions des règlements postaux. — 13. — D'après l'article 60 de l'Instruction générale de 1868 sur le service des postes, tout agent doit, avant d'entrer en fonctions, ou, en cas d'impossibilité absolue, dans la huitaine de son installation et sous les peines portées par l'article 196 du Code pénal, prêter le serment de garder et observer exactement la foi due au secret des lettres, conformément au règlement des 26-29 août 1790.

Ce serment est prêté soit devant le tribunal civil, soit devant le juge de paix, suivant que l'agent exerce ses fonctions au chef-lieu d'arrondissement ou au chef-lieu de canton.

L'employé des postes qui manque à son serment, et viole le secret des correspondances, est puni de la révocation (article 84 de l'Instruction générale), sans préjudice des mesures

disciplinaires qui peuvent être prises provisoirement par les directeurs et chefs hiérarchiques contre les agents présumés coupables (articles 77 et 78).

C'est là une première sanction du principe de l'inviolabilité. Elle est purement administrative, mais n'en contribue pas moins à assurer son observation par ceux dont les indiscretions sont le plus à craindre.

14. — Ajoutons que les agents du service télégraphique sont aussi tenus de prêter le serment de garder le secret des dépêches qui leur sont confiées et de ne donner connaissance des documents télégraphiques à qui que ce soit, sans un ordre écrit du ministère de l'Intérieur (Ordonnance du 24 août 1833, article 23). De plus, l'article 5 de la loi du 9 novembre 1850 décide que tout fonctionnaire qui viole le secret des correspondances télégraphiques est puni des peines portées en l'article 187 du Code pénal, à l'explication duquel nous arrivons.

Pénalités de l'article 187 du Code pénal. — 15. — L'article 187 du Code pénal, tel qu'il a été révisé par la loi du 28 avril 1832, punit d'une amende de seize francs à cinq cents francs, et d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans, ainsi que de l'interdiction de toute fonction ou emploi public, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, le fonctionnaire ou l'agent du gouvernement ou de l'administration des postes coupable d'avoir commis ou facilité l'ouverture ou la suppression de lettres confiées à la poste.

16. — L'Ordonnance de 1742 punissait de mort les employés des postes qui se rendaient coupables du crime d'ouverture de lettres accompagnée du vol des valeurs, et du bannissement ou du blâme les coupables d'interception ou d'ouverture simple.

L'article 23 (section III, 2^e partie) du Code pénal des 25 septembre-6 octobre 1791 était ainsi conçu : « Quiconque » sera convaincu d'avoir volontairement et sciemment sup- » primé une lettre confiée à la poste, ou d'en avoir brisé le » cachet et violé le secret, sera puni de la peine de la dégra- » dation civique. — Si le crime est commis, soit en vertu » d'un ordre émané du pouvoir exécutif, soit par un agent du » service des postes, le ministre qui aura donné ou contresi- » gné l'ordre, quiconque l'aura exécuté ou l'agent du service » des postes qui, sans ordre, aura commis ledit crime, sera » puni de la peine de deux ans de gêne. »

L'article 638 du Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV reproduisit les mêmes dispositions ; mais nous savons qu'il consacra, en même temps, le droit pour le gouvernement d'intercepter et d'ouvrir les lettres venant des pays étrangers ou celles qu'on y envoyait.

17. — Le Code pénal de 1810 ne punit plus le délit que d'une amende de trois cents francs et de l'interdiction temporaire des fonctions publiques.

Lors de la discussion de la loi qui fut promulguée le 28 avril 1832, on trouva que le législateur de 1810 s'était montré trop indulgent, et on éleva le maximum de l'amende à

cinq cents francs, en y ajoutant l'emprisonnement pour une durée de trois mois à cinq ans. Ce sont les pénalités de l'article 187 aujourd'hui en vigueur, dont nous devons étudier en détail les dispositions.

18. — L'article 187 frappe les fonctionnaires et les agents de l'administration des postes qui se rendent coupables d'ouverture ou de suppression de lettres confiées à la poste. Mais il est inapplicable au simple particulier, et, s'il est permis de se demander comment cette exclusion a pu être voulue par les législateurs de 1810 et de 1832, il n'est pas possible de discuter en présence des termes précis de l'article, bien qu'un jugement du tribunal de Fontenay, dont les motifs sont, d'ailleurs, d'une rare faiblesse, réformé sur l'appel par celui de Bourbon-Vendée le 31 janvier 1835 (1), ait condamné un particulier qui avait supprimé des paquets de lettres à lui confiés par un facteur rural.

Il y a évidemment là une lacune regrettable qu'il serait nécessaire de combler, en ajoutant à l'article 187 un paragraphe qui punirait la violation des correspondances commise par un particulier, de même qu'on a ajouté à l'article 184, relatif à la violation du domicile, une disposition qui le rend applicable, avec une diminution de pénalité, aux simples particuliers. Bien souvent, il faut le reconnaître, l'individu qui se rend coupable d'ouverture ou de suppression de lettres pourra être poursuivi comme complice (2), s'il a, par un des

(1) Rousseau, n° 239 (en note).

(2) Cass. 9 janvier 1863, bull. cr. n° 13.

moyens énoncés dans l'article 60 du Code pénal, aidé ou assisté le fonctionnaire ou agent des postes poursuivi comme auteur principal : il se verra, parfois, aussi appliquer les peines des articles 177 à 179, s'il les a corrompus ou s'il a tenté de les corrompre.

Mais il faut, dans tous ces cas, que le particulier ait eu recours à l'assistance d'un employé, et il est des circonstances où il aura agi seul, cette assistance n'ayant pas été sollicitée ou obtenue. C'est alors qu'une disposition spéciale aurait son utilité (1).

(1) Une proposition de loi, due à l'initiative de M. Pétrot, fut déposée au mois de juillet 1894 à la Chambre des députés, ayant pour but d'ajouter à l'article 378 un paragraphe qui punirait des peines portées en cet article « quiconque aura, de mauvaise foi, pris connaissance de lettres missives qui ne lui étaient transmises qu'à titre de dépôt et en aura révélé le contenu ou aura menacé de leur divulgation les personnes à qui elles étaient destinées ».

Dans sa séance du 8 avril 1895, la commission de la Chambre des Députés chargée d'examiner la proposition de M. Pétrot, en a, d'accord avec M. Trarieux, garde des Sceaux, complètement modifié le texte et l'esprit. Elle demande qu'on ajoute, non plus à l'article 378, mais à l'article 187, un paragraphe ainsi conçu : « En dehors des cas prévus au paragraphe premier du présent article, toute suppression, toute ouverture de correspondances adressées à des tiers, faite de mauvaise foi, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de seize francs à cinq cents francs ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Si ce dernier texte est voté, la violation par un particulier de correspondances, confiées ou non à la poste, constituera désormais un délit, au même titre que celle commise par un fonctionnaire ou un agent des postes, et sans qu'il soit besoin, comme dans la proposition primitive, d'une divulgation ou d'une menace de divulgation : la simple ouverture ou la suppression seront punissables.

Mais, en ne parlant plus de la divulgation ou de la menace de divulgation, la disposition nouvelle permettra-t-elle d'atteindre ces faits, s'ils se produisent sans avoir été précédés de l'ouverture ou de la suppression de la correspondance ? Pourra-t-elle s'appliquer à celui qui révèle le

19. — Quelles sont donc les personnes qui sont atteintes par notre article ?

Ce sont, d'abord, tous les agents des postes, et par là il faut entendre, d'après la jurisprudence, même les agents auxiliaires, qui sont tenus aux mêmes devoirs que les agents assermentés et sur la discrétion et l'honnêteté desquels le public

contenu d'une lettre, dont il a pu prendre furtivement connaissance sans l'ouvrir, sans même y toucher, parce que son destinataire n'a pas songé à la dérober aux regards indiscrets ?

L'étendra-t-on, par exemple, à l'individu qui, se trouvant chez une personne, profite de son absence momentanée pour jeter les yeux sur des correspondances laissées à portée de sa vue et va ensuite en faire connaître les termes au dehors ? Sera-t-il permis de l'invoquer contre le domestique qui surprendra, dans une correspondance oubliée par mégarde sur un meuble, des secrets de famille ou des confidences intimes et les livrera méchamment à des étrangers ? Une telle interprétation serait inadmissible, et cependant, de semblables agissements devraient être réprimés, ne fût-ce que par une simple amende. Il est, au reste, certain que la pénalité à leur appliquer ne trouve pas sa place dans l'article 187, mais elle pourrait faire l'objet, dans une autre partie du Code pénal, d'une disposition particulière, qu'il serait facile d'édicter ; en élaborant la proposition actuellement soumise à la Chambre des Députés.

L'examen rapide de cette proposition, telle qu'elle a été modifiée par la Commission, suggère une autre observation.

Le texte, qui ajoute un second paragraphe à l'article 187, vise l'ouverture ou la suppression faite de mauvaise foi. On ne pouvait, assurément, punir des faits n'ayant aucun caractère frauduleux. Aussi l'addition des mots *de mauvaise foi* peut-elle paraître superflue, d'autant qu'elle aura une conséquence à laquelle on n'a sans doute pas pensé.

Elle paraît superflue, car le paragraphe 1^{er} de l'article 187, qui punit la violation des correspondances par les fonctionnaires ou les agents des postes ne contient pas les mots *de mauvaise foi*. Or, malgré le silence de la loi sur ce point, on admet presque sans conteste que l'intention frauduleuse est nécessaire pour que la peine soit encourue, parce que, sauf les cas assez rares où le législateur a voulu atteindre le seul fait de la contravention à la loi pénale, en raison du trouble qu'il peut apporter dans l'ordre social, cette intention est indispensable à l'existence de tout délit correctionnel. Dès lors, la mentionner au cas d'ouverture ou de suppression de lettres par des particuliers était inutile ; il ne viendra jamais

est en droit de compter (1), les facteurs intérimaires qui remplissent les mêmes obligations que les titulaires et revêtent, aux yeux de tous, le même caractère public (2) ; les courriers chargés du transport des lettres d'un bureau à un autre ou à une gare (3). Enfin, l'agent des postes légalement commissionné, et qui a prêté serment en cette qualité, est passible de l'article 187, alors même que la commission lui aurait été délivrée avant qu'il eût l'âge acquis par les règlements (4).

L'article 187 ne s'applique pas seulement aux employés de l'administration des postes, il atteint aussi tout fonctionnaire, à quelque ordre qu'il appartienne, reconnu coupable du délit d'ouverture ou de suppression de lettres, et constitue ainsi la garantie la plus efficace du principe de l'inviolabilité dans l'ordre politique.

à la pensée de personne de considérer comme infraction le fait d'ouvrir, par erreur, une lettre qui ne vous est pas adressée. Cela, en outre, est de nature à faire naître des controverses, car, en exigeant explicitement la mauvaise foi pour l'existence du second délit de l'article 187, on semble ne plus vouloir l'exiger en ce qui concerne le premier, et, alors, on en arrive à conclure que l'agent ou le fonctionnaire qui ouvre par distraction ou décachète involontairement une correspondance adressée à des tiers est punissable, ce qui est contraire à toute justice. C'est cependant à cette conclusion qu'on sera amené par la comparaison des deux paragraphes du nouvel article 187, si le texte de la commission devient définitif. Un tel résultat ne peut être conforme aux intentions de ses auteurs, car on ne voit pas ce qui justifie cette distinction entre les deux catégories de délinquants, au point de vue des conditions de la culpabilité. Nous pensons qu'on doit se borner à les traiter différemment quant à la quotité de la peine qui frappera chacune d'elles et punir, comme le fait d'ailleurs la proposition modifiée, le fonctionnaire ou l'agent des postes plus sévèrement que le simple particulier.

(1) Orléans, 24 avril 1876, S. 176. 2. 169.

(2) Cass. 25 avril 1856, S. 1856. 1. 549.

(3) Poitiers, 1^{er} décembre 1877, S. 1877. 2. 325.

(4) Cass. 12 octobre 1849, Bull. cr. n^o 273.

La loi ne distinguant pas, il n'est pas nécessaire que le fonctionnaire ait agi dans l'exercice de ses fonctions. C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation, dans un arrêt du 6 août 1841 (1).

20. — Quels sont, maintenant, les faits qui sont prévus et réprimés par l'article 187 ?

Il vise, en premier lieu, l'ouverture de lettres, dans quelque but qu'elle se produise. L'agent est punissable, sans qu'on ait à se préoccuper du mobile auquel il a obéi, et soit qu'il ait commis lui-même le délit, soit qu'il en ait facilité l'exécution à un tiers, par exemple en lui donnant accès dans le bureau où se trouvent les dépêches.

L'ouverture est l'action par laquelle on fait que ce qui était clos, fermé, ne l'est plus. Il n'y aurait pas délit, si on retirait simplement une lettre d'une enveloppe qui, à dessein ou par mégarde, n'a pas été cachetée.

La suppression consiste dans une destruction matérielle, et aussi dans le fait de remettre une lettre à un autre qu'au véritable destinataire (2) : dans cette dernière hypothèse, la lettre est bien en réalité supprimée pour la personne à qui elle était adressée. Il en serait de même si elle avait été cachée ou abandonnée, de façon à ce que le destinataire ne puisse plus la recevoir.

L'article 187 s'appliquerait également à une suppression momentanée ayant pour effet de faire subir un retard à la

(1) Bull. cr. n° 235.—Hepp, De la correspondance privée postale ou télégraphique, Thèse, 1864, Strasbourg, n° 39, p. 29.

(2) Cass. 9 août 1889, S. 1889. 1. 493.

lettre (1). Ce n'est pas forcer le sens des mots que d'admettre cette solution ; la suppression a existé, et la remise tardive de la correspondance ne fait pas plus disparaître le délit que la restitution d'un objet volé n'empêche qu'il y ait eu soustraction frauduleuse.

La suppression, comme l'ouverture, est punie, bien qu'elle ait été seulement facilitée par l'agent ou le fonctionnaire.

L'une et l'autre doivent, pour tomber sous le coup de notre disposition, se produire pendant que les lettres sont confiées à la poste, c'est-à-dire depuis le moment où la correspondance est jetée à la boîte ou déposée au guichet, jusqu'à ce qu'elle ait été distribuée au véritable destinataire.

21. — L'application de l'article 187 soulève quelques difficultés relative ment à la portée du mot *lettres*. On s'est demandé, tout d'abord, s'il fallait comprendre dans ce terme les cartes postales ?

Quela carte postale soit une lettre, c'est indubitable. Elle est bien un écrit confié à l'administration des postes pour être envoyé à une personne déterminée. Elle présente cette particularité qu'au lieu d'être enfermée dans une enveloppe cachetée, elle circule et doit circuler à découvert, d'après l'article 22 de la loi du 20 décembre 1872 : autrement, elle a tous les caractères d'une missive ordinaire et doit être protégée au même titre. C'est ce que reconnaît une décision du ministre des Finances du 15 février 1873 (2), aux termes de laquelle

(1) Poitiers, 1^{er} décembre 1877, S. 1877. 2. 325, déjà cité. — Limoges, 6 juin 1884, S. 1884. 2. 184. — *Contrà* Hanssens, p. 43 (note 1).

(2) S. 1874. 2. 92.

le secret des inscriptions figurant au verso des cartes postales est inviolable et placé sous la sauvegarde du serment prêté par les agents, qui peuvent, d'autre part, être frappés de révocation pour faits d'indiscrétion commis à l'égard des cartes postales (1).

Nous ne devons donc pas hésiter à dire qu'elles rentrent dans les dispositions de l'article 187 2. Il importe peu qu'à l'époque où le texte en fut rédigé, on ne connût pas ce mode de correspondance. Les législateurs ne peuvent prévoir les progrès futurs et être obligés de remanier les lois à chaque innovation, lorsque l'expression du texte est assez vaste pour comprendre toute sorte d'extension, et que, d'ailleurs, les prévisions de la loi sont certaines. — Mais, il faut le remarquer, l'article 187 prévoit deux délits distincts, l'ouverture et la suppression. Or, si le dernier se comprend parfaitement à l'égard des cartes postales, on ne conçoit pas l'ouverture de semblables correspondances, puisqu'elles ne sont ni placées sous enveloppe ni cachetées, et que, pour en avoir l'écriture devant les yeux, il n'y a pas à briser le plus léger obstacle. Cette infraction sera impossible par la force même des choses. La lecture par un agent des postes et la divulgation d'une carte postale, qui constituent, cependant, une violation du secret des lettres, ne pourront donc être réprimées en vertu de l'article 187, car ce texte ne punit la violation que si elle se réalise par l'ouverture matérielle de la missive confiée à la poste. Une semblable action réunira les éléments du délit de l'article

(1) Bull. mens. de l'Administration, n° 47, inst. n° 80.

(2) Poitiers, 1^{er} déc. 1877, S. 1877. 225, déjà cité.

378, si l'on admet, opinion que nous examinerons plus loin, que les employés des postes sont tenus au secret professionnel; elle expose, d'ailleurs, son auteur à la révocation, en vertu de la circulaire du 25 février 1873. Mais qualifier ce fait : ouverture de lettres, c'est dénaturer absolument le sens des mots et ne pas se préoccuper du texte de la loi (1).

22. — Si l'article 187 s'applique aux cartes postales, sauf la restriction indiquée, que dire des imprimés, prospectus, lettres d'avis, circulaires commerciales, de tous ces types de correspondance, aujourd'hui si nombreux, qui circulent par la poste en bénéficiant d'un affranchissement réduit, à condition d'être placés sous bandes mobiles ou dans des enveloppes ouvertes, de façon à pouvoir être facilement vérifiés ? (Loi du 6 avril 1878.) Il est, en effet, interdit d'y insérer aucun caractère d'écriture manuscrite, aucune note ou lettre présentant les caractères d'une correspondance individuelle. (Article 9 de la loi du 25 juin 1856.) Les imprimés sont-ils compris dans le texte de l'article 187 ?

Il est certain que l'ouverture ne peut donner lieu à poursuites. Les imprimés doivent circuler sous bandes mobiles ou enveloppes non fermées, de façon à ce que les employés de l'administration puissent s'assurer qu'il n'a pas été fait fraude aux règlements, par exemple en y introduisant des notes manuscrites. On ne peut donc incriminer ces employés, à raison

(1) Sic Rousseau, n° 248. — Cass. 21 novembre 1874, S. 75. 1. 89 et le rapport de M. le conseiller Baudouin.

d'un fait qu'ils ont le droit, qu'il leur est même prescrit d'accomplir (1).

L'ouverture, si tant est qu'on doive appeler ainsi le simple enlèvement d'une bande mobile ou d'une enveloppe ouverte (2), ne sera donc jamais punissable, puisqu'elle sera toujours présumée faite dans le but de s'assurer de l'observation d'une prescription légale.

Il en est autrement de la suppression, et on aurait peine à comprendre qu'elle ne constituât pas un délit. Les imprimés de toute nature ont pris, depuis quelque temps, un développement et une importance remarquables. Billets d'avis, lettres de faire part, circulaires commerciales, circulaires électorales, affiches, bulletins, prospectus, cartes de visites, circulent en nombre considérable, et bénéficient du tarif réduit, aux conditions indiquées par la loi du 6 avril 1878. Serait-il juste qu'ils pussent être impunément supprimés et que, les considérant comme sans valeur, les agents des postes se croient autorisés à n'en pas opérer régulièrement la distribution? Pour soutenir qu'il sont en dehors des prévisions de notre article, il faudrait prouver que ce ne sont pas des lettres. Or, ne sont-ils pas adressés par une personne déterminée à une autre également déterminée, et confiés à la poste, un billet d'avis, une circulaire électorale, un bulletin de vote, n'est-il pas envoyé à tel individu spécialement, et le but de l'expéditeur serait-il toujours rempli si on le remettait à un autre? D'autre part, le texte fait-il une dis-

(1) Caen, 20 décembre 1875, S. 1876. 2. 144.

(2) V. *suprà*, n° 20.

inction entre les lettres manuscrites et les lettres imprimées, entre celles qui sont placées sous enveloppes cachetées et celles qui circulent sous enveloppes simples ou bandes mobiles ? Non, la forme de l'écrit est sans importance pour l'application de l'article 187. Par conséquent, il doit s'appliquer dans notre hypothèse.

On a objecté qu'il avait pour unique objet de protéger le secret des lettres, et que les imprimés et circulaires n'avaient rien de confidentiel, puisque la plupart étaient destinés à la publicité. Mais on a très bien répondu à cet argument que le législateur a voulu aussi protéger la correspondance contre les abus d'autorité des fonctionnaires et en prévenir la suppression, ce second délit pouvant porter un sérieux préjudice aux expéditeurs, en particulier aux commerçants, qu'on a voulu, au contraire, favoriser, en abaissant le prix de l'affranchissement.

Faut-il s'arrêter à cette autre considération que la loi du 28 avril 1832 n'aurait pas aggravé d'une manière aussi forte les pénalités de l'article 187, s'il devait, dans la pensée des législateurs, s'appliquer à la simple suppression d'imprimés. Il suffit d'observer que le système des circonstances atténuantes, développé justement par cette même loi de 1832, permet aux juges de tenir compte des mille degrés qui existent dans la criminalité, et de ne prononcer qu'une simple amende, si le délit est peu important.

Depuis un arrêt de la Cour de cassation du 13 mai 1870 (1),

(1) S. 1870. 1. 374, et, dans le même sens : Rousseau, n° 247 ; Tissier, p. 12 ; Breton, De la propriété et de l'inviolabilité du secret des lettres, thèse. Bordeaux, 1889. *Contrà* Grenoble, 28 août 1873, D. 1874. 2. 114.

la jurisprudence admet que la suppression des imprimés tombe sous l'application de l'article 187. Elle l'a notamment décidé pour les prospectus commerciaux et les circulaires électorales (1) et les bulletins de vote (2).

23. — Pour que les pénalités de l'article 187 soient encourues, il faut que l'intention frauduleuse existe chez l'auteur de l'ouverture ou de la suppression. Cette solution admise sous l'empire de l'article 638 du Code de brumaire an IV, qui exigeait expressément que l'infraction ait été commise sciemment et volontairement (3), doit l'être encore aujourd'hui, bien que l'article 187 soit muet sur ce point : pour tout délit correctionnel, en effet, même dans le silence de la loi, l'intention criminelle est une condition distincte, qui s'ajoute aux éléments généraux de la culpabilité, à moins que la loi ne déclare formellement l'exclure, ou que soit la nature du fait, soit le but que s'est proposé le législateur en le punissant, ne démontrent que la faute, même non intentionnelle, entraîne le châtimement (4). Rien, ni dans notre texte, ni dans les travaux préparatoires, n'indique que la fraude ne doive pas être exigée. D'autre part, le but de la loi étant de faire respecter le secret des communications postales et de les protéger contre les abus d'autorité des fonctionnaires, il est manifeste que le législateur n'a voulu atteindre que des faits

(1) Orléans, 24 avril 1876, S. 1876. I. 169. — Trib. corr. Saint-Étienne, 6 décembre 1889, monit. judic. de Lyon du 17 janvier 1890.

(2) Cass. 20 novembre 1880, Journ. Palais, 1881, p. 58.

(3) Cass. 4 juin 1807, Bull. cr. n° 122.

(4) Garraud, Précis de droit criminel, p. 182.

coupables : l'ouverture et la suppression commises ou facilitées dans le dessein de nuire. Il faut conclure que la perte involontaire d'une lettre par le facteur chargé de la distribution, la remise, par erreur, à une personne qui n'est pas le destinataire, l'ouverture accidentelle, par un préposé des postes ou un fonctionnaire, d'une lettre qu'il croit lui être adressée, sont autant de faits qui échappent légitimement à la répression (1).

24. — Quelques indications relatives au nombre des infractions commises et des condamnations encourues pour ouverture ou suppression de lettres confiées à la poste termineront utilement nos explications sur l'article 187.

Les statistiques nous fournissent à cet égard des chiffres qui témoignent en faveur de la moralité des agents des postes.

De 1826 à 1830, on ne trouve pas une seule condamnation prononcée, ni même une seule affaire jugée par les tribunaux correctionnels.

De	1831	à	1835,	1 affaire	et	1 prévenu.
	1836	—	1840	3 affaires		5 prévenus.
	1841	—	1845	3 —		4 —
	1846	—	1850	7 —		9 —
	1851	—	1855	7 —		8 —
	1856	—	1860	10 —		11 —
	1861	—	1865	9 —		9 —
	1866	—	1870	10 —		11 —
	1871	—	1875	23 —		24 —
	1876	—	1880	21 —		22 —

(1) Faustin Hélie, Théorie du Code pénal, t. III, p. 36. — Rousseau, n° 244. — Hanssens, p. 54. — Legris, p. 38.

Si l'on considère que ce sont là les chiffres moyens par année pour toute la France, on voit qu'il n'y a pas lieu de redouter outre mesure l'ouverture ou la suppression de ses lettres par les employés des postes ou les agents du gouvernement. Il est vrai que les tribunaux se montrent assez sévères pour la répression de ce genre de délits. Voici, en effet, les condamnations encourues de ce chef par les prévenus, pendant la période qui va de l'année 1880 à l'année 1890.

Années	Affaires	Prévenus	Acquittés	Condamn. à l'empris.	Condamn. à l'amende seulement
1880	7	7	0	5	2
1881	17	17	0	15	2
1882	11	11	0	11	0
1883	17	20	1	15	4
1884	13	13	0	12	1
1885	11	12	1	10	1
1886	8	10	2	6	2
1887	7	8	0	7	1
1888	7	7	1	5	1
1889	7	8	1	5	2
1890	4	4	0	3	1

Ce second tableau nous prouve aussi que, si la moyenne annuelle avait augmenté de 1826 à 1883, elle tend, au contraire, à baisser depuis cette époque, et le dernier relevé que nous possédons est tout à fait rassurant.

Autres pénalités. — 25. — La violation des correspondances peut être indirectement réalisée par l'accomplissement

d'une autre infraction que celle de l'article 187. Elle se trouve, alors, absorbée dans cette infraction, dont elle devient une circonstance accessoire. Il est certain, en effet, que l'article précédent n'exclut pas l'application de peines plus sévères à ceux qui, fonctionnaires ou particuliers, se rendent coupables de crimes ou de délits portant sur des lettres, mais dont les caractères essentiels sont autres que l'ouverture ou la simple suppression de correspondances confiées à la poste.

26. — En premier lieu, la soustraction frauduleuse d'une lettre missive doit être punie des peines de l'article 401 (1). On l'a contesté, en prétendant que l'article 379 exige, pour l'existence du vol, que la chose soustraite ait une valeur appréciable. L'affirmation est erronée, mais, fût-elle exacte, qu'il est impossible de refuser cette qualité à la lettre missive, qui a souvent, au contraire, un prix inestimable, soit qu'on la conserve comme un souvenir d'affection, soit qu'elle constitue un titre entre les mains de son possesseur, ou que la gloire et la grandeur du nom de son auteur en fassent un de ces autographes qui s'achètent au poids de l'or. La lettre est une chose mobilière, susceptible de propriété, et la loi lui doit sa protection (2).

(1) Le droit romain donnait l'*actio furti* au destinataire et à l'expéditeur, ainsi qu'à tous ceux qui avaient intérêt à ce que la lettre ne fût pas soustraite. (L. 14, § 17, D. *de furtis*.)

(2) Cass. 2 avril 1864, S. 1864. 4. 428. — Dijon, 16 février 1876, S. 1876. 2. 40. — Trib. corr. Beauvais, 20 octobre 1893, Gaz. Pal. 1893. 2. 544, qui décide qu'un journaliste qui fait usage des lettres soustraites et les publie dans son journal se rend complice par recel du délit de vol commis par celui qui, ayant trouvé les lettres perdues par le destinataire, se les était appropriées. — Hanssens, p. 48. — *Contrà* Bastia, 12 avril 1849, D. 49. 2. 90.

Grâce aux dispositions de l'article 401, on ne sera pas toujours désarmé contre le particulier qui se rend coupable d'un fait de violation, puisque cette action sera punissable, lorsqu'elle réunira les conditions d'une soustraction frauduleuse. Il importe peu que le particulier se trouve, dans cette hypothèse, ainsi qu'on l'a objecté (1), plus sévèrement puni que l'agent des postes reconnu coupable du délit de l'article 187, et cette seule raison ne suffit pas à écarter l'article 401, d'autant qu'il est difficile de déterminer *a priori* de quel côté la culpabilité est plus grande : il y a là deux délits distincts, entre lesquels on ne peut établir aucune gradation, et dont la gravité respective pourra varier suivant les circonstances particulières à chaque infraction commise.

Au reste, les agents des postes et fonctionnaires ne sont pas, plus que les particuliers, à l'abri des pénalités de l'article 401, s'ils se rendent coupables de soustraction frauduleuse de lettres. L'article 187 ne les exempte pas des peines du vol, lequel diffère de la simple suppression en ce qu'il suppose le dessein de s'approprier la chose d'autrui. Dans un cas, il y a abus d'autorité, dans l'autre, c'est un délit de droit commun qu'on reproche au fonctionnaire infidèle, délit qui doit conserver sa qualification propre. Le législateur, dans l'article 187, a eu pour but de réprimer un fait nettement défini, lorsqu'il est l'œuvre d'agents des postes ou de fonctionnaires quelconques, mais il n'a pas entendu que tous les actes délictueux reprochés aux agents des postes et aux

(1) Arrêt précité de Bastia, 12 avril 1849.

fonctionnaires se confondraient avec ce fait spécial, et exonérer ainsi ces personnes des peines qu'elles peuvent encourir pour d'autres infractions (1).

L'intérêt de pouvoir atteindre les fonctionnaires et agents des postes en vertu de l'article 401 se manifeste surtout quand les lettres ont été soustraites, alors qu'elles étaient sorties des mains de l'administration : dans ce cas, en effet, l'article 187 est, incontestablement, inapplicable, et, si l'article 401 l'était également, la soustraction échapperait souvent à toute répression.

27. — Par application de cette idée que la lettre missive est une chose corporelle susceptible de propriété, pouvant être l'objet du délit de vol, on doit décider que, même ne renfermant aucune valeur et n'opérant ni obligation ni décharge, elle est au nombre des objets mobiliers que comprend le mot *meubles* de l'article 405 du Code pénal. La Cour de Metz l'a ainsi jugé dans une espèce assez curieuse, où elle a condamné pour escroquerie un individu qui, dans le but d'obtenir des témoignages de reconnaissance de la part d'une jeune fille, était parvenu, à l'aide d'un des moyens spécifiés dans l'article 405, et avec l'intention d'en dépouiller le destinataire, à se faire remettre une correspondance écrite par un tiers au père de cette jeune fille pour l'informer de la légèreté de la conduite de celle-ci (2).

28. — Lorsqu'une lettre contient obligation ou décharge, ou constitue soit un billet soit une quittance, le détournement

(1) Cpr. Cass 2 avril 1864 déjà cité, S. 1864. 4. 428.

(2) Metz, 22 mai 1867, D. 1867. 2. 90.

en est puni par l'article 408, si l'auteur du détournement la détenait à l'un des titres énumérés dans cet article (1). Il faut que toutes ces conditions se trouvent réunies, sinon les éléments de l'abus de confiance ne se rencontrent plus (2).

29. — L'agent des postes qui aura détruit, supprimé, soustrait, détourné des lettres confiées à la poste sera passible des peines de l'article 173, quand les lettres auront le caractère de titres, car elles lui ont été remises, suivant les expressions du texte, à raison de ses fonctions. Cette disposition s'applique non seulement au détournement des billets de banque, mandats-poste et autres titres joints à la lettre proprement dite (3), car, alors, c'est moins la lettre qui a été soustraite que la valeur qu'elle contient, mais aussi au détournement de la lettre elle-même, lorsque les énonciations qu'elle renferme forment titre au profit de quelqu'un. Il en serait différemment, si ces énonciations ne sont de nature à créer aucun lien de droit (4).

(1) Cass. 22 mai 1841, S. 1842. 1. 725.

(2) Cass. 21 août 1840, S. 1840. 1. 703. — Paris, 21 juillet 1894, inédit. — *Contrà* Paris, 29 juillet 1891 (Gaz. Trib. du 30 juillet), qui a jugé que le détournement de lettres, même ne contenant ni quittance, ni obligation, ni décharge, constitue un abus de confiance, parce que les lettres rentrent dans la rubrique générale du mot *effets* de l'art. 408. Cette théorie me paraît insoutenable, le texte parlant, plus loin, des *écrits* d'une manière spéciale, ce qui comprend les lettres, et exigeant qu'ils réunissent les conditions que l'on connaît pour que leur détournement tombe sous le coup de l'article.

(3) Cass. 23 avril 1813, Journ. Pal. 1813. 316. — Blanche, *Études pratiques sur le Code pénal*, t. III, n° 473. — Cass. 14 juin 1850, Bull. cr. n° 198.

(4) Paris, 8 nov. 1853, D. 1854. 2.17. — Paris, 13 décemb. 1887, S. 1889. 2. 81.

Les autres personnes, nommées par l'article 173, qui auraient soustrait des lettres dont elles étaient dépositaires ou qui leur auraient été remises ou communiquées à raison de leurs fonctions, sont aussi soumises aux dispositions de ce texte (1).

30. — Les articles 254 et 255 du Code pénal édictent des pénalités diverses en cas de soustractions, destructions, enlèvements de pièces, procédures criminelles, registres ou autres papiers contenus dans les archives, greffes ou dépôts publics, ou remis à un dépositaire public. La simple négligence de ce dernier est punie de la prison : la soustraction par lui commise l'est des travaux forcés, et la soustraction qui est l'œuvre d'un particulier de la réclusion. Ces peines atteindraient les auteurs de soustractions portant sur des lettres missives, placées dans un dépôt public ou remises à un dépositaire public en cette qualité, par exemple, des correspondances comprises dans un dossier déposé au greffe d'un tribunal, ou se trouvant entre les mains d'un juge d'instruction, à l'effet d'y rechercher la preuve d'un délit. Mais on ne saurait, croyons-nous, ajouter que la soustraction de lettres dans les bureaux de la poste est comprise dans le texte de l'article 254, ce qui revient à dire que la poste est un dépôt public.

Un bureau de poste n'est pas un dépôt public, parce qu'il n'est pas destiné à recevoir des lettres en dépôt ; ce n'est pas là sa raison d'être, et, si les employés doivent veiller à la

(1) Arrêt précité Paris, 13 déc. 1887.

conservation des lettres qui leur sont momentanément confiées, l'objet principal de leurs fonctions ne consiste pas à les garder, mais à les faire parvenir à destination.

En nous citant, à titre d'exemple, les archives et les greffes, la loi nous indique ce qu'il faut entendre par dépôt public : un lieu institué pour recevoir des choses en garde d'une façon permanente et continue, et non un endroit où elles restent passagèrement, pendant le seul temps nécessaire aux opérations indispensables au classement préalable à la transmission pour laquelle l'administration sert d'intermédiaire (1).

Application de l'article 378 du Code pénal aux agents des postes. — 34. — L'agent de l'administration des postes qui, contrairement à ses devoirs professionnels, fait connaître l'origine des correspondances transportées par la poste, ou leur destination, ou les noms des correspondants, se rend-il coupable du délit de révélation de secrets prévu et puni par l'article 378 du Code pénal ?

Aux termes de cette disposition, les personnes dépositaires, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, qui auront révélé ces secrets, sont passibles d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de cent à cinq cents francs.

Les préposés des postes prêtant le serment de garder et de respecter fidèlement le secret des correspondances, ce qui,

(1) Hanssens, p. 50. — Legris, p. 36. — Morin, Répert de droit criminel, V^e Postes aux lettres, n^o 19 *in fine* — *Contrà* Nîmes, 17 février 1853, S. 1853. 2. 265 ; Cass. 2 avril 1863, S. 1864. 1. 428 ; Amiens, 22 juillet 1882, S. 1883. 2. 21. — Blanche, t. III, n^o 473.

d'après les règlements postaux, comprendre le devoir de s'abstenir de chercher à savoir ou de divulguer, lorsqu'ils les connaissent, les noms des personnes qui les expédient ou les reçoivent, sont, sans contredit, dépositaires, par état ou profession, de secrets qu'on leur confie. Il leur est défendu, par la nature de leurs fonctions, de commettre aucune espèce d'indiscrétion concernant le dépôt des correspondances à la poste, et, par suite de la nécessité où se trouvent les particuliers de s'adresser à l'administration des postes pour le transport de leurs lettres, l'obligation du secret professionnel s'impose aux employés avec une force particulière. Il est certain que les inconvénients et les conséquences des révélations faites par ces fonctionnaires, relativement à la circulation des correspondances privées, peuvent être fort graves, porter le trouble dans les familles, et c'est une sage et prudente doctrine que d'imprimer à ces révélations les caractères d'un délit. Les conditions exigées par l'article 378 pour l'existence du délit qu'il prévoit se trouvent ici réunies. Il n'est pas indispensable qu'il y ait eu une recommandation expresse de garder le secret ; il suffit de la qualité de la personne à laquelle le dépôt en est fait pour que l'article 378 soit applicable (1). On se trouve exactement dans la lettre, et aussi dans l'esprit de ce texte, qui a voulu empêcher la violation des secrets nécessaires, et sanctionner le devoir de discrétion auquel sont astreintes certaines personnes, par la nature des professions qu'elles exercent.

(1) F. Hélie, Théor. Code pénal, t. V. n^{os} 1690 et 1691. — Muteau, Du secret professionnel, 1^{re} partie, § II, n^{os} 2, 3, 6, et 3^e partie, n^o 15. — Tissier, p. 15.

Par conséquent, l'agent des postes qui, dans une intention criminelle, donnerait des renseignements sur les circonstances qui ont accompagné le dépôt, à la poste, d'une lettre dont il est chargé d'opérer l'envoi, qui révélerait le nom de l'expéditeur ou celui du destinataire, ou même simplement l'existence d'une lettre adressée *bureau restant*, donnant ainsi matière à ces mille conjectures de la curiosité publique, dont les suites peuvent être des plus funestes, encourrait les peines de l'article 378 (1).

Les préposés des lignes télégraphiques s'exposeraient aux mêmes peines, s'ils dévoilaient le dépôt des dépêches, sans préjudice de celles de l'article 187, s'ils violaient le secret des télégrammes (2).

32. — Ce n'est pas seulement à raison des faits concernant la partie administrative de leurs fonctions que les préposés des postes sont tenus à la discrétion. Ils ne doivent pas, non plus, divulguer le contenu des correspondances qu'ils transmettent. Toutefois, une semblable divulgation ne sera pas, en général, punissable en vertu de l'article 378, car le fait d'avoir pris frauduleusement connaissance des termes d'une lettre après l'avoir ouverte, constitue un délit spécial entraînant les pénalités de l'article 187 : au point de vue de la répression, les deux faits se confondent alors en un seul. Mais, pour qu'il en soit ainsi, il faut qu'il y ait eu ouverture de lettres, et nous savons qu'il est un genre de correspondance circulant à découvert,

(1) Hallays, *Le secret professionnel*, p. 166.

(2) Muteau, *Du secret professionnel*, 3^e partie, n^o 16.

la carte postale, dont on peut lire le contenu sans avoir à procéder au décachèvement d'une enveloppe ou au bris d'un cachet. La lecture d'une carte postale ne tombe pas, ainsi qu'il a été démontré, sous le coup de l'article 187. Le moment est venu de se demander si elle ne constituerait pas le délit de l'article 378. La Cour de cassation l'a pensé, et elle a condamné, en vertu de cet article, une receveuse des postes qui avait lu à haute voix, dans le bureau, une carte postale, en présence des facteurs réunis (1). Il y a bien, là, révélation d'un secret par une personne qui en est dépositaire (2). En vain, on a prétendu qu'il faudrait, pour l'existence du délit, que la carte ait été remise de la main à la main et sous le sceau du secret à l'employé de la poste (3). C'est ajouter aux conditions indiquées par l'article 378, qui exige simplement qu'il existe un secret à garder et que la personne tenue de le garder par état ou profession en soit dépositaire.

Il n'est pas nécessaire que la lettre ait été remise de la main à la main. Il ne faut pas, non plus, une recommandation spéciale d'en respecter le secret : par le fait du dépôt dans la boîte, son contenu en devient sacré pour les agents de l'administration. Comme l'observe fort justement M. Cauwès, dans la note qui accompagne l'arrêt de la Cour de cassation du 21 novembre 1874 (4), on peut très bien être dépo-

(1) Cass. 21 nov. 1874, S. 75. I. 89.

(2) Rousseau, n° 249. — Tissier, p. 14. — V. aussi le rapport de M. le cons. Baudouin, qui a précédé l'arrêt précité de la C. de cass. 21 nov. 1874.

(3) Ce sont les arguments de la C. de Caen, dont l'arrêt du 6 mai 1874 a été cassé par la Cour suprême.

(4) S. 75. I. 89.

sitaire d'un secret, sans en être confident : tel est le cas d'un notaire auquel on remet une liasse de papiers en lui défendant de les ouvrir, à moins de nouvelles instructions ou avant l'arrivée d'un événement déterminé. Les employés de la poste se trouvent dans une situation analogue : on n'en veut pas faire des confidents, puisque nous leur confions nos lettres avec la croyance qu'ils ne chercheront pas à en découvrir les dispositions.

33. — L'obligation du secret professionnel entraîne-t-elle pour les agents de l'administration des postes la dispense de témoigner en justice ? Les deux choses semblent corrélatives, et n'est-il pas contradictoire d'obliger une personne à déposer comme témoin sur certains faits, et de la punir, quand elle en dévoile l'existence ? La vérité est qu'il y a là deux devoirs contraires à remplir, deux intérêts distincts à faire respecter, et il s'agit de savoir lequel doit être sacrifié. Ainsi posée, la question n'est pas de nature à recevoir une réponse unique.

Si l'on comprend que les agents des postes puissent garder le silence dans les procès où se règlent seulement des intérêts privés, dans les débats où la sécurité sociale est en jeu, il est impossible de leur accorder le droit de ne pas fournir à la Justice les renseignements dont elle a besoin pour la découverte de la vérité (1). Il est vrai que, même en matière répressive, on a reconnu à quelques-unes des personnes visées par l'article 378 la faculté de se retrancher derrière le

(1) Cass. 14 mars 1885, D. 1885. 1. 425. — *Contrà* Hanssens, p. 62.

secret professionnel, pour refuser de déposer. Mais, c'est que les faits dont elles avaient eu connaissance dans l'exercice de leur profession leur avaient été confiés sous le sceau du secret, et qu'il y aurait eu de leur part violation de la foi jurée, si on les avait contraintes à parler. Or, le dépôt d'une lettre à la poste, sa date, son origine, le nom de celui qui l'a jetée à la boîte, le nom de celui qui la recevra, bien qu'étant des détails au sujet desquels le préposé est forcé au silence, parce qu'il les a connus dans l'exercice d'une fonction qui l'impose, ne lui ont pas été communiqués sous le sceau du secret, et ce n'est pas à la fonction, dit avec raison Faustin Hélie, qu'est accordée la dispense de témoignage, mais à la confiance.

Nous ne reconnaissons donc pas aux agents des postes le droit de refuser de déposer devant les tribunaux répressifs⁽¹⁾, tandis qu'en sens inverse, il n'y a aucune raison pour qu'on puisse les délier de leur serment devant les tribunaux civils. Dans l'ordre privé, le devoir de taire les secrets professionnels doit l'emporter sur les obligations du témoin ⁽²⁾.

Sanction civile. — 34. — Dans tous les cas où les atteintes portées au secret des lettres ne peuvent donner lieu à une action pénale, il sera possible d'agir en réparation par la voie civile, à condition de justifier de l'existence d'un préjudice causé et d'une faute à la charge du défendeur. Ainsi l'ou-

(1) Cour d'assises d'Indre-et-Loire, 11 juin 1830, Journal du droit criminel, t. II, p. 187.

(2) Legris, p. 45 et s. — Tissier, p. 15 et 16. — Trib. civ. Seine, 24 octobre 1893, la Loi du 5 décembre 1893.

verture ou la suppression d'une lettre par un simple particulier, celle qui serait l'œuvre involontaire d'un agent des postes, la divulgation, par un tiers, du contenu d'une lettre sur laquelle il est sans droits (1), sous quelque forme qu'elle se produise, autorisent une demande en dommages-intérêts.

Il va sans dire que, dans l'hypothèse d'un délit, il sera permis d'agir incidemment devant le tribunal qui en connaît, suivant les règles du droit commun.

Si l'auteur du délit est un employé des postes, l'Administration pourra être déclarée civilement responsable du fait de son agent (article 1384 C. civ.). Elle est déchargée de toute responsabilité, au cas de perte d'une correspondance affranchie ou non chargée (Lois du 5 nivôse an V, article 14 ; du 24 juillet 1793, article 28 ; du 6 messidor an IV), parce que la preuve qu'elles ont été remises soit à l'administration par l'expéditeur, soit au destinataire par les agents de la poste, eût été trop difficile. La responsabilité est limitée à un certain chiffre, si la lettre était chargée (article 7 de la loi du 4 juin 1859). Mais ces exceptions prouvent bien que, dans les autres circonstances, l'administration est entièrement responsable des actes de ses agents, suivant les principes généraux (2). L'article 6 de la loi du 9 novembre 1850, qui déclare que l'État n'est soumis à aucune responsabilité, à raison du service de la correspondance privée par voie télégraphique

(1) Trib. civ. Quimper, 11 mai 1887, Gaz. Pal. 87. 1. 740.

(2) Cpr. Cass. 12 janv. 1849, Bull. cr. n° 8. — Cass. 12 mai 1851, D. 1851. 1. 139. — Rousseau, n° 268.

est, d'autre part, un argument *a contrario* très puissant en faveur de cette solution.

35. — A qui appartient le droit de réclamer des dommages-intérêts pour fait de violation ?

Il est impossible de répondre d'une façon absolue. Ce sera tantôt à l'expéditeur, tantôt au destinataire, tantôt aux deux conjointement, et, de toute manière, aux héritiers de l'un ou de l'autre. Nous éluciderons cette question d'une façon plus précise, lorsque nous aurons déterminé les droits respectifs de chacun sur la correspondance.

Législation comparée. — 36. — Dans un assez grand nombre de pays étrangers, le secret des lettres est protégé, comme chez nous, par la loi pénale, et parfois d'une façon beaucoup plus complète.

En Belgique, le Code pénal de 1867 punit, en premier lieu, l'ouverture ou la suppression de lettres et de dépêches télégraphiques commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du gouvernement (article 149). Cet article n'est que la reproduction de notre article 187. Mais une disposition spéciale atteint ceux qui, dépositaires des dépêches télégraphiques, en auront révélé l'existence ou le contenu, hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice, et celui où la loi les oblige à faire connaître l'existence ou le contenu de ces dépêches (article 160). De plus, l'article 160 édicte un emprisonnement de huit jours à un mois ou une amende de vingt-six à deux cents francs contre le particulier convaincu d'avoir

supprimé une lettre confiée à la poste ou de l'avoir ouverte pour en violer le secret.

Au Congo, un décret du 26 mai 1888 punit également les attentats à l'inviolabilité du secret des lettres (1).

L'article 201 du Code pénal des Pays-Bas, du 3 mars 1881, frappe d'emprisonnement celui qui se rend coupable de détournement ou d'ouverture de correspondances postales ou télégraphiques. Les fonctionnaires qui saisissent illégalement les lettres ou les dépêches, ceux qui, sans droits, en prennent connaissance ou en font connaître le contenu, les détruisent, se les approprient ou en changent la teneur, sont également punis (articles 371 à 375).

Le Code pénal de la Confédération du nord de l'Allemagne, promulgué le 31 mai 1870, qui a été étendu, sous le titre de Code pénal de l'Empire d'Allemagne, à tout le territoire du nouvel Empire par la loi du 15 mai 1871, décide que : « celui qui aura, volontairement et sans autorisation, ouvert une lettre ou tout autre document fermé qui ne lui était pas personnellement destiné, sera puni d'une amende de cent thalers au plus ou de l'emprisonnement pendant trois ans au plus : la poursuite n'aura lieu que sur plainte » (article 299) (2).

En Autriche, c'est une loi spéciale, celle du 6 avril 1870, qui punit la violation intentionnelle du secret des lettres et des écrits cachetés. La peine est plus élevée si l'infraction est commise par un fonctionnaire ou employé, ou toute autre per-

(1) Ann. législat. étrang., t. 18, p. 89.

(2) Une loi du 30 août 1871 a rendu le Code de l'empire d'Allemagne exécutoire en Alsace-Lorraine, à partir du 1^{er} octobre 1871 (Ann. législat. étrang., t. 4, p. 81).

sonne préposée à un service public, dans l'exercice de ses fonctions ou de son service. Elle est moins élevée si elle est commise par un particulier ; dans ce dernier cas, la poursuite n'a lieu que sur réquisition de la personne lésée.

La distinction précédente, relative à la poursuite, est faite par le Code pénal hongrois du 28 mai 1878, dans ses articles 200, 201 et 327.

C'est dans le Code pénal italien du 1^{er} janvier 1890 que nous trouvons le système de répression le plus complet en cette matière. Les art. 159 à 162 prévoient tous les genres d'infractions qui peuvent se commettre. La première de ces dispositions s'applique à quiconque ouvre indûment une lettre, un télégramme ou un pli cacheté qui ne lui était pas adressé, ou s'empare indûment, pour en connaître le contenu, alors même qu'elle ne serait pas close, d'une correspondance épistolaire ou télégraphique appartenant à autrui. La peine, qui est très légère pour ce délit, est augmentée si le coupable, en divulguant le contenu, a causé un préjudice. Il en est de même dans le cas de suppression d'une correspondance épistolaire ou télégraphique. L'article 161 va même jusqu'à prononcer une amende contre tout individu qui, étant en possession d'une correspondance épistolaire ou télégraphique non destinée à la publicité, la livre à la publicité, alors même que cette correspondance lui aurait été adressée. Enfin, l'article 162 contient des pénalités spéciales applicables aux personnes, attachées au service des postes et télégraphes, qui se rendent coupables des délits précédents, qui révèlent l'existence ou le contenu des correspondances, ou les remettent

à d'autres qu'aux destinataires. Les peines sont toujours plus fortes lorsque les faits causent un préjudice.

Il sera sage de s'inspirer de ces dispositions, le jour où l'on voudra combler les lacunes que présente notre législation pénale sur la répression des délits qui portent atteinte à l'inviolabilité du secret des lettres.

CHAPITRE III

CONSÉQUENCES DIVERSES DE L'INVIOLABILITÉ DU SECRET DES LETTRES

37. — Le principe qui a pour but d'empêcher l'ouverture matérielle des correspondances, et s'oppose à ce qu'une personne puisse prendre connaissance d'une lettre qui ne lui a pas été adressée ou régulièrement communiquée, au point qu'elle doit être censée en ignorer le contenu, si elle n'est parvenue à le connaître qu'en violant le secret d'autrui, entraîne des conséquences fort importantes.

Infractions pouvant être commises par lettre missive.— 38. — Il est tout d'abord certain qu'une lettre exclut, par sa nature intime, tout caractère de publicité ; et on décide avec raison que l'envoi d'une correspondance renfermant des imputations diffamatoires ou injurieuses ou des expressions outrageantes pour les mœurs ne peut constituer le délit de diffamation,

celui d'injure publique ou d'outrages aux bonnes mœurs, qui exigent la publicité comme élément constitutif (1).

Au contraire, des propos injurieux contenus dans une lettre donneront naissance à la contravention d'injure non publique prévue par l'article 33 § 3 de la loi du 29 juillet 1881 et punie par l'article 471 du Code pénal (2).

De même, le fait par un individu d'adresser à un magistrat, à l'occasion d'un acte de ses fonctions, une lettre missive contenant des expressions de nature à atteindre son honneur constitue le délit d'outrages de l'article 222, qui est non public (3).

De même encore, des menaces renfermées dans une lettre tombent sous l'application des articles 305 et 306 du Code pénal (4).

Mais les injures, les outrages, les menaces peuvent ne pas concerner le destinataire de la lettre et viser des tiers. Ceux-ci seront-ils irrecevables à en poursuivre l'auteur? Oui, en principe; et, toutefois, si ce dernier écrivait dans l'intention que la lettre fût communiquée aux personnes injuriées, outragées ou menacées, la victime serait sûrement autorisée

(1) Trib. corr. Seine 13 janvier 1887, la Loi du 8 avril. — Lyon, 14 décembre 1887, Gaz. Pal. 1888, 1, supp. 103. — Lyon, 20 mai 1889, la Loi du 16 octobre. — Legris, p. 48. — Hanssens, p. 80. — Cpr. un arrêt de la Tournelle criminelle du parlement de Paris du 3 août 1735. — Denisart, V^o Lettres missives, t. II, p. 22.

(2) Cass. 12 déc. 1890, S. 1891. 1. 89. — Cass. 21 juillet 1894, Gaz. Pal. 94. 2. 233.

(3) Paris, 20 févr. 1890, Gaz. Pal. 90. 1. 386.

(4) Toulouse, 5 avril 1873, D. 1874. 2. 85.

à agir contre lui, pourvu que la missive lui ait été volontairement remise par le destinataire (1).

39.— Nonobstant le secret des lettres, une poursuite pour outrages aux bonnes mœurs ou pour diffamation deviendrait possible, dans le cas où la lettre aurait été rendue publique conformément à l'article 4 de la loi du 17 mai 1819, reproduit par les art. 23 et 28 de la loi du 29 juillet 1881 ou à l'article 4 de la loi du 2 août 1882. Il est, d'ailleurs, à remarquer que ce sont des agissements soit antérieurs, soit postérieurs à l'envoi de la lettre, qui constituent alors le délit, pour l'existence duquel la publicité est nécessaire. Ainsi, une personne, avant d'envoyer une lettre contenant des propos diffamatoires, la montre à plusieurs autres ou leur en donne lecture dans des lieux ou réunions publics ; il la publie dans un journal, ou bien, voulant atteindre des tiers, il envoie un certain nombre d'exemplaires d'une correspondance injurieuse à différents destinataires, qui s'empressent de les colporter partout, sur sa recommandation. Dans ces circonstances, on rencontre l'élément de publicité exigé par le législateur, et il y a matière soit à une action en diffamation soit à une poursuite pour injure publique (2).

La remise d'une seule lettre constitue un fait de publicité lorsqu'elle a été communiquée à un certain nombre de per-

(1) Cass. 14 février 1874, D. 1874, 1. 179. — Toulouse, 3 avril 1873, D. 1874. 2. 85, déjà cité. — Trib. simp. police Paris, 17 mai 1889, la Loi du 22 mai 1889.

(2) Cass. 15 décembre 1859, Bull. crim. n° 276 — Rousseau, n° 140. — Barbier, Code de la Presse, t. I, n° 263.

sonnes, la poursuite devant être intentée contre le destinataire seul, s'il a fait spontanément la communication, et à la fois contre l'auteur et le destinataire, si ce dernier a agi d'après les conseils de l'auteur.

A l'inverse, il n'y aurait pas publicité suffisante dans le seul fait d'écrire des lettres semblables à quelques personnes, à moins que l'auteur n'ait agi dans le but évident de répandre le plus possible les imputations calomnieuses qu'elles contiennent à l'adresse d'un tiers (1).

40. — Les solutions précédentes devraient, semble-t-il, être admises, lorsqu'on s'est servi d'une carte postale au lieu d'une correspondance fermée.

Les cartes postales sont protégées, en vertu de la circulaire du 25 février 1873, contre les indiscretions des employés de la poste, et, en défendant de mettre au rebut celles qui portent au verso des suscriptions injurieuses, cette circulaire indique que la teneur en est chose secrète, absolument comme le contenu d'une lettre close. Jusqu'à la date du 11 juin 1887, les tribunaux décidaient, en effet, que la diffamation ou l'injure publique ne résultaient d'une carte postale qu'autant que les termes en avaient été divulgués par un des moyens énoncés dans l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881. Ainsi, ils se refusaient à voir cette condition remplie, lorsque la

(1) Cass. 29 juillet 1858, D. 58. 5. 284. — Liège, 24 mai 1823, D. Rép. v^o Presse-outrage, n^o 867. — Trib. Seine 6 mars 1886, la Loi du 11 avril. — Bordeaux, 2 janvier 1889, Gaz. Pal. 89. 1. 206. — Barbier, Code de la Presse, t. I, n^o 261.

carte postale était restée exposée dans un magasin, voire même dans une loge de concierge, de tels endroits n'étant pas de ceux où le public a le droit de pénétrer et de stationner (1). Ces décisions étaient, à coup sûr, fort juridiques, mais il y avait de graves inconvénients à permettre, sous la seule menace d'une peine de simple police, la circulation d'une correspondance injurieuse ou diffamatoire pouvant être lue par de nombreuses personnes. C'est pour remédier à cet état de choses que fut votée la loi du 11 juin 1887, qui punit de l'amende et de l'emprisonnement quiconque aura expédié, par l'administration des postes et des télégraphes, une correspondance à découvert, contenant une diffamation ou une injure.

La loi de 1887 ne punit pas seulement l'envoi d'une carte postale, mais aussi celui de toute correspondance à découvert. M. Mazeau, rapporteur de la loi au Sénat, l'a nettement indiqué. « Il nous a semblé, a-t-il dit, qu'une expression générique pouvait remplacer avantageusement une énumération, et qu'il suffisait, pour remplir le but de la loi, de parler de la diffamation et de l'injure commises par toute correspondance circulant à découvert, quelle qu'en soit, d'ailleurs, la forme, carte-postale, carte-télégramme ou tout autre. » C'est aux juges du fait qu'il appartient de décider si une correspondance doit être considérée comme circulant à dé-

(1) Rouen, 24 juillet 1873, D. 74. 2. 28. — Trib. corr. Seine, 2 juillet 1873, D. 74. 3. 79. — Trib. corr. Montpellier, 2 févr. 1876, D. 78. 3. 7. — Cass. 4 mai 1883, D. 83. 1. 482. — *Contra* Trib. corr. Seine, 26 janv. et 9 fév. 1887, la Loi du 10 fév. — Cpr. Trib. corr. Seine, 14 mars 1883, Gaz. Pal. 82-83. 1. 454.

couvert, et leur décision est souveraine à cet égard (1).

Bien que la loi du 11 juin 1887 punisse le simple dépôt, à la poste, de la correspondance diffamatoire, il est évident, ainsi que l'observent plusieurs auteurs (2), que la poursuite n'est possible qu'après le moment où elle est sortie des mains de l'administration. Jusque là, l'existence et le contenu en sont restés légalement inconnus, grâce au secret professionnel exigé des agents et à la règle de l'inviolabilité.

Impossibilité de pratiquer la saisie-arrêt, à la poste, des valeurs renfermées dans une lettre. — 44. — Des lettres confiées à la poste, et contenant des valeurs, ne peuvent être saisies par les créanciers de l'expéditeur ou ceux du destinataire. La saisie-arrêt, qui exige, pour sa validité, une déclaration du tiers saisi relativement aux sommes et effets se trouvant entre ses mains (articles 571 et s. du Code de procédure civile), entraînerait l'ouverture et la suppression de la lettre, c'est-à-dire la consommation d'un délit, et, d'autre part, comme il est interdit aux agents de révéler l'existence des correspondances, le créancier n'aurait pu pratiquer une saisie-arrêt qu'à la suite d'un manquement, par ces agents, à leurs devoirs professionnels. Aussi, une décision du garde des Sceaux du 3 juin 1858 a-t-elle déclaré que la saisie des lettres ne pouvait être autorisée, même temporairement, pour venir en aide à des intérêts privés. La jurisprudence est en ce sens (3).

(1) V. sur ce point un arrêt de la Cour de Pau du 1^{er} août 1891, S. 1891. 2. 203, qui nous paraît se montrer trop exigeante pour l'attribution de ce caractère.

(2) V. notamment Legris, p. 51. — Hanssens, p. 85.

(3) Ordonnance référé Trib. Seine du 26 juin 1838, le Droit du 27 juin.

Recherche des contraventions aux lois postales. — 42. —

Les règlements postaux, qui prescrivent aux employés de l'administration de ne pas porter atteinte au secret des lettres, leur refusent, en même temps, le droit de s'assurer eux-mêmes si des contraventions aux lois postales n'ont pas été commises (1).

Lorsqu'une lettre est présumée contenir des valeurs prohibées, en violation de la loi du 4 juin 1859, l'administration prévient toujours le destinataire d'avoir à l'ouvrir lui-même, pour, le cas échéant, en faire connaître l'auteur. En cas de refus, la lettre n'est pas ouverte et est gardée par le préposé qui dresse procès-verbal du refus : il ne doit pas vérifier lui-même le contenu de la lettre et ne serait même pas tenu de déférer aux demandes des destinataires qui réclameraient la vérification. Ceux-là doivent procéder eux-mêmes à l'ouverture, ou tout au moins être présents et consentir à l'opération (2).

Nous savons que les employés des postes doivent s'abstenir de prendre connaissance des inscriptions portées au verso des cartes postales. Ils sont donc incompétents pour la constatation des contraventions qui sont de nature à s'y rencontrer. La décision du ministre des Finances du 25 février 1873, déjà citée, rappelle qu'ils ne peuvent prêter leur concours aux préposés de l'enregistrement, en vue d'assurer la

— Ordonnance référé Seine du 13 septemb. 1872, D. 73. 3. 80. — Ordonnance référé Seine du 4 octobre 1882, Gaz. Pal. 1882. 83. 1. 35. — Conseil d'État, 13 mars 1874, D. 75. 3. 35. — Roger, Traité de la saisie-arrêt, n° 322.

(1) V. Instruct. génér. de 1868, art. 864 et suiv.

(2) *Sic* Cass. 15 juillet 1869, D. 70. 1. 137.

saisie des cartes postales non timbrées, qui auraient dû l'être, parce qu'elles emportent libération, reçu ou échange.

Des accusations fondées sur le contenu d'une lettre missive.

— 43. — Le principe de l'inviolabilité s'oppose-t-il à ce qu'on puisse fonder une accusation sur une lettre missive, qui contient la preuve d'une infraction ou constitue elle-même le corps d'un délit ?

La question, une des plus graves qui s'agitent dans cette délicate matière, demande à être bien précisée.

Que les correspondances puissent servir de moyen de preuve, lorsqu'elles ont été mises légalement sous la main de la justice, en vertu d'une saisie régulièrement faite par un fonctionnaire compétent, cela est difficilement contestable. Nous aurons seulement à examiner, plus loin, en traitant des exceptions au principe de l'inviolabilité, à quelles conditions cette saisie est possible, et si elle ne doit pas être restreinte dans son exercice. Mais, dans ce cas, on est parvenu à connaître le contenu de la correspondance, au moyen d'un acte légal, en se conformant aux prescriptions de la loi, non à la suite d'un fait illicite, et si le secret d'autrui a été dévoilé, on ne peut pas dire qu'il ait été violé.

En dehors de cette hypothèse, il y en a d'autres où le contenu de la lettre n'a pu être connu du ministère public qu'à la suite d'un fait de violation. Par exemple, un employé de la poste dénonce un délit dont la preuve se trouve dans une lettre qu'il a décachetée, commettant ainsi lui-même une infraction à la loi pénale, ou encore, une personne s'empare

frauduleusement d'une correspondance qui ne lui est pas adressée, et la porte au magistrat chargé d'exercer l'action publique. Sera-t-il possible de poursuivre un crime ou un délit dont l'existence n'aura été révélée que par cette lettre parvenue illégalement entre les mains de la justice, souvent au moyen d'une soustraction ou d'un abus de confiance, de toute façon en violation des lois qui ont proclamé que le secret des lettres doit être constamment respecté et que nul n'y peut porter atteinte ?

44. — Les parlements, les anciens auteurs (1) s'accordaient pour repousser une preuve ainsi acquise, et, en vérité, cette solution s'impose comme la conséquence la plus logique des lois des 10-14 août 1790 et du 5 décembre 1789 : car il ne serait plus vrai de dire que la correspondance privée est inviolable, s'il était possible de puiser dans une lettre dont on n'est pas légitime détenteur des éléments d'incrimination contre son auteur, contre le destinataire, ou même contre des tiers. C'était l'opinion du tribunal de cassation, lorsqu'il déclarait, dans un arrêt du 11 juillet 1792 (2), qu'un acte d'accusation basé sur une lettre close et privée dont le secret aurait été violé, en l'enlevant à force ouverte sur une route, est nul, ainsi que toute la procédure qui en a été la suite.

(1) Serpillon, Code criminel, t. I, p. 141. — Jousse, Justice criminelle, t. I, p. 714 et s. — Du Fresne, Journal des audiences, t. I, l. IV, ch. 21. — Brillion, Diction. des arrêts, t. IV, p. 91.

(2) Journal du Palais, p. 16. — V. aussi Cass. 6 décembre 1816, Bull. cr. n° 85. — Carnot, Code pénal, t. II, p. 178 et s. — Mangin, De l'instruction écrite, t. I, p. 312. — Dalloz, Rép. v° Lettres miss., nos 32 et 33. — Hanssens, p. 90.

Une théorie a été soutenue (1) qui, distinguant entre les infractions qui ne lèsent que des particuliers, lesquels peuvent user du droit de citation directe, et celles qui sont de nature à troubler l'ordre public, admet qu'on puisse se prévaloir des énonciations contenues dans une lettre interceptée pour poursuivre les secondes, mais le conteste absolument, lorsqu'il s'agit des premières. La distinction se fonde sur la règle généralement suivie, d'après laquelle le ministère public ne serait pas tenu de poursuivre, lorsque l'ordre public n'est pas en jeu, ce qui serait le cas pour les infractions de la première catégorie, tandis qu'il en aurait le devoir impérieux dans l'hypothèse opposée (2). Cette opinion assez ingénieuse, qui s'inspire évidemment du désir de ne laisser échapper aucun délit grave à la répression, est sans fondement juridique, car rien ne permet d'établir une accusation sur les énonciations d'une lettre interceptée, sous prétexte que l'infraction à poursuivre intéresse l'ordre public, et tous les principes défendent, au contraire, de donner semblables bases à l'inculpation, quelle que soit la nature du délit.

Certes, il sera parfois pénible pour le magistrat, à qui incombe le fardeau des poursuites criminelles, de songer qu'il a peut-être sous la main la preuve d'un crime, la démonstration de la culpabilité de son auteur, et d'être condamné à l'inaction.

Mais, plus l'infraction est grave, plus il importe de se

(1). Legris, p. 53.

(2) V. les autorités et les circulaires du garde des sceaux cités à l'appui par M. Legris, p. 53.

préoccuper des moyens à employer pour en établir l'existence ou en découvrir le coupable, et l'on doit repousser tous ceux qui s'écartent de la légalité. Et d'ailleurs, bien souvent le ministère public ne sera-t-il pas induit en erreur par ces prétendues révélations contenues dans les lettres qu'on lui apporte, après les avoir dérobées, non dans le but de se faire l'auxiliaire de la justice, mais, plutôt, avec le dessein de satisfaire une haine aveugle ou de réaliser une basse vengeance, et n'agira-t-il pas prudemment, en refusant de les recevoir ?

Il est, aussi, conforme aux lois de morale et d'honnêteté dont doit s'inspirer toute justice qu'à la règle de l'inviolabilité, de décider qu'une lettre, dont le secret a été illégalement violé, ne peut servir à établir une prévention, et c'est le cas de rappeler ici les belles paroles de l'arrêt du Conseil du 18 août 1775, qui déclarait que les lettres interceptées ne peuvent jamais devenir l'objet d'une délibération, et que tous les principes mettent la correspondance des citoyens au nombre des choses sacrées dont les tribunaux, comme les particuliers, doivent détourner leurs regards.

45. — Dans les explications qui précèdent, nous avons supposé que le secret de la lettre avait été, en quelque sorte, intentionnellement surpris, que la correspondance avait été interceptée, qu'en un mot, il y avait eu violation. Mais, parfois, le hasard, seul, aura mis entre les mains d'un tiers, et de la justice ensuite, ce papier qui porte en lui l'aveu ou la démonstration d'un délit. La situation est-elle différente, et la poursuite sera-t-elle davantage possible ? La nuance n'est

qu'apparente : le secret qu'un tiers a ainsi pénétré involontairement n'en est pas moins celui d'autrui, ce tiers est sans droits pour en disposer, de même qu'on est sans droits pour s'approprier un objet, aussi bien lorsqu'on l'a trouvé que lorsqu'on s'en est frauduleusement emparé. Théoriquement, en appuyant une accusation sur une correspondance dont le contenu a été dévoilé dans de semblables conditions, on se met en contradiction avec le principe de l'inviolabilité. Et, cependant, il sera bien difficile, en pratique, d'appliquer aussi strictement ces préceptes. Comment ne pas poursuivre, quand c'est la victime même de l'infraction qui se trouve involontairement mise en possession d'une lettre qui la place sur la trace certaine du coupable ? Comment rester inactif, lorsqu'on apprend, par une correspondance égarée, puis trouvée par hasard, la nouvelle d'un assassinat, et que l'assassin est nommé avec précision dans ce document révélateur ? Le magistrat qui s'y refuserait aurait peut-être respecté le secret des lettres, mais il aurait assurément trahi les intérêts de la victime et ceux de la Société.

46. — Aussi, croyons-nous qu'on a tout concilié, et qu'on s'est inspiré d'une saine morale, en décidant que, dans la poursuite des infractions, on peut tenir compte de toute correspondance, si elle n'a pas été obtenue elle-même au moyen d'un délit, quelque répréhensibles que soient les moyens employés pour s'en assurer la possession. Il serait étrange, en effet, qu'il fût possible de poursuivre quelqu'un en s'appuyant sur un document qui n'aurait été connu de la justice

qu'à la faveur d'une infraction dont elle devrait d'abord faire condamner l'auteur : on paraîtrait ainsi donner son approbation à un fait délictueux. L'intérêt social donne la juste mesure : il exige qu'on ne fasse pas état de la lettre, lorsque sa possession est le résultat d'un acte qui rentre dans les prohibitions de la loi pénale : dans le cas contraire, l'action publique doit se mettre en mouvement.

Lorsqu'il n'a été porté atteinte au secret d'une lettre que par des procédés indécents, le principe de l'inviolabilité doit être sacrifié, car s'il intéresse l'ordre public, la répression des crimes et des délits l'intéresse à un degré bien plus élevé, et l'emporte sur lui.

CHAPITRE IV

LE SECRET DES LETTRES ET SES CONSÉQUENCES EN DROIT PRIVÉ

47. — Jusqu'ici, nous avons étudié l'inviolabilité du secret des lettres en droit criminel, en droit administratif, au point de vue des rapports des particuliers avec l'État, l'administration des postes ou les fonctionnaires du gouvernement. Mais sa sphère d'application doit-elle se borner là et le principe ne s'impose-t-il pas aussi aux particuliers dans leurs rapports respectifs, ne produit-il pas des effets dans l'ordre privé ? Bien qu'aucun texte ne consacre cette extension, car les décrets de l'Assemblée constituante n'ont été rendus qu'en matière politique, on a considéré qu'elle se justifiait et par les principes généraux du droit et par des raisons morales dont on ne peut méconnaître l'importance. A vrai dire, la règle, dans le domaine des intérêts privés, est le complément nécessaire du principe de droit public.

Envisagée comme garantie constitutionnelle, l'inviolabilité

assure la libre circulation des correspondances ; elle empêche les abus d'autorité des agents du gouvernement. En droit civil, elle s'oppose à ce que nul ne puisse, par une sorte d'abus de confiance, pénétrer et divulguer le secret d'une lettre à l'encontre des droits de l'auteur et du destinataire (1).

Déterminer la nature et l'étendue de ces droits, c'est donc préciser la signification et les conditions d'application de l'inviolabilité du secret des lettres en droit privé.

Dans cet ordre d'idées, il importe de distinguer, avec soin, les deux éléments de nature différente dont se compose toute correspondance, la lettre, chose corporelle, le papier qui porte au loin la pensée de l'auteur, et l'expression même de cette pensée, la substance de la lettre, chose incorporelle, qui survit à la destruction du signe matériel qui la révèle (2).

Par l'envoi de sa lettre au destinataire, l'auteur qui se dessaisit de l'objet matériel a transmis en même temps le droit de disposer de l'élément moral (3), et, s'il n'a formulé aucune réserve, le destinataire est seul juge de l'usage à faire de la lettre, c'est à lui qu'il est donné de la divulguer ou de consentir à sa divulgation. La distinction précédente n'a, dans ce cas, qu'un intérêt théorique, l'inviolabilité qui protège l'élément immatériel se confond, en réalité, avec le droit de propriété qui porte sur l'élément corporel, puisque la possession légitime de l'écrit entraîne le droit d'en disposer d'une façon absolue. Il y a bien, si l'on veut, violation du secret

(1) Cpr. Tissier, p. 42. — Hanssens, p. 167.

(2) V. Hanssens, p. 172.

(3) V. Vanier, *Revue pratique de droit français*, t. XXI, année 1866, p. 88.

des lettres de la part de quiconque prend illégalement connaissance du contenu et cherche à le dévoiler ; en définitive, ce n'est qu'une violation du droit de propriété qui, nous le verrons, appartient au destinataire. Mais, on comprend aussi qu'en envoyant sa lettre, l'auteur ait pu défendre au destinataire d'en publier les termes, lui enjoindre de garder pour lui seul les idées qui lui sont communiquées ; il se peut même qu'à défaut d'une recommandation formelle, la nature de la missive commande une entière discrétion : on dit alors que la correspondance est confidentielle, et l'inviolabilité naît d'une convention à l'exécution de laquelle le destinataire se soumet par l'acceptation de la lettre au moment où il la reçoit, convention qui peut être tacite, conformément au droit commun (1). Dans cette hypothèse, le destinataire n'a plus la liberté de consentir seul à la divulgation de la lettre il manquerait à l'engagement qu'il a pris vis-à-vis de l'expéditeur ; et, s'il ne peut, sans le consentement de ce dernier, en révéler le contenu, les tiers ne le pourront pas davantage, alors même qu'ils auraient son autorisation, car il est incapable de leur céder un droit qu'il ne possède pas lui-même.

Lorsque la lettre est confidentielle, l'inviolabilité ne protège plus seulement le droit qui compète au destinataire d'empêcher qu'on en prenne connaissance, mais aussi celui qu'à l'expéditeur de s'opposer à ce que la divulgation en soit faite sans son assentiment ; elle a pour base la convention expresse ou tacite intervenue entre les correspondants.

(1) Tissier, p. 42. — Breton, p. 157. — Legris, p. 448.

Avant d'examiner d'une façon plus complète ce droit de livrer à la publicité le contenu d'une lettre confidentielle, il est nécessaire de donner quelques notions sur la propriété des lettres missives en général, les deux questions étant étroitement liées l'une à l'autre.

Cette double étude permettra d'indiquer ensuite les conséquences du principe de l'inviolabilité en droit privé, spécialement au point de vue de la production des correspondances en justice et de leur publication.

De la propriété des lettres missives. — 48. — L'envoi d'une lettre en transfère la propriété au destinataire *animo donandi* (1). Telle est la solution qui doit intervenir, lorsque l'expéditeur n'a pas manifesté une volonté contraire : il s'en est dessaisi par la remise à la poste ou au messenger chargé de la porter, et lorsque celui à qui elle est adressée l'a appréhendée, la donation est parfaite. L'expéditeur n'a plus sur cet objet aucun droit ; il ne pourrait se le faire restituer par une action en revendication, car il a perdu la propriété, et le destinataire ne saurait être considéré comme un simple

(1) Cass. 12 juin 1823. S. 1823. 1. 269. — Paris 16 juin 1888, Gaz. Pal. 88. 2. 195. — Trib. com. Seine 6 février 1888, Journ. des soc. 632. 1888. — Limoges, 19 avril 1844, D. 45. 4. 53, qui décide que les lettres adressées par un client à l'avoué qui a occupé pour lui dans une instance sont la propriété de ce dernier qui ne peut être obligé de les rendre lorsqu'il remet les pièces. Toulouse, 6 juillet 1880, S. 1881. 2. 115. — Trib. civ. Seine, 15 nov. 1887, Gaz. Trib. du 18 nov. — Legris, p. 89. — Rousseau, n° 5. — F. Hélie, Théorie du Code pénal, t. III, n° 765. — Breton, p. 138. — Hanssens, p. 174. — Delfis (An. propr. indust. art. et litt. année 1870, p. 97). — Aubry et Rau, Cours de droit civil français, t. 8, p. 289.

dépositaire tenu de rendre à première réquisition (1).

A dater de l'instant où elle lui est parvenue (2), il en dispose à son gré : il est libre de la conserver ou de la détruire, de la donner, de la léguer même comme un meuble corporel. Celui qui s'en emparerait se rendrait coupable de vol, et il pourrait intenter une poursuite criminelle contre le voleur, fût-ce l'auteur de la lettre lui-même.

49. — On ne devient, d'ailleurs, propriétaire d'une lettre qu'autant qu'on en est le véritable destinataire. S'il y a quelque contestation à cet égard, si, notamment, deux personnes portant le même nom ou un nom à peu près identique se prétendent respectivement destinataires d'une correspondance, le tribunal civil décidera souverainement à qui elle doit être remise, car il y a là une question de propriété à trancher, qui rentre indubitablement dans sa compétence (3). Le juge des référés serait compétent de son côté pour statuer pro-

(1) *Contrà* Limoges, 17 juin 1824, S. 1824. 2. 383.

(2) C'est, en effet, à ce moment que le destinataire devient propriétaire : car c'est alors seulement que se réalise le concours de consentements nécessaire à la formation de tout contrat, indispensable ici pour que la donation soit parfaite ; jusque là, en effet, le destinataire ignorait l'existence même de la lettre et son envoi. V. Legris, p. 93. — Breton, p. 150. — Haussens, p. 180, et un jugement du tribunal civil de Liège du 3 juin 1874, rapporté par cet auteur, aux termes duquel un exécuteur testamentaire avait été condamné à restituer aux héritiers légaux de celui qui l'avait institué une lettre qui lui était adressée par le *de cujus*, mais qui n'avait pas été envoyée et qu'on retrouva dans la succession — V. aussi Riom, 13 juillet 1891, Gaz. Trib. 13 octobre 1891.

La même solution était admise en droit romain (L. 65 D. *de adquir. rer dominio*, XLI, II).

(3) Sic Legris, p. 109 et s. — Tissier, p. 38.

visoirement sur les différends qui s'élèvent entre plusieurs personnes relativement à la remise d'une lettre dont l'adresse est incertaine, ces difficultés ayant un caractère d'urgence indiscutable, et le préposé des postes est tenu de déférer à l'ordonnance par lui rendue (1).

Dans le cas spécial où la suscription d'une lettre indique, sans autres renseignements, un nom porté par plusieurs personnes dans la même localité, le directeur des postes convoque les deux homonymes dans son bureau et, après l'avoir ouverte et parcourue, remet la lettre à celui qu'elle concerne. Cette façon de procéder est autorisée par l'article 521 du Règlement des postes du mois de mai 1832 (2), et la jurisprudence l'a considérée comme tout à fait licite dans une affaire où il s'agissait de deux commerçants du même nom, dont l'un émettait la prétention de se voir remettre de préférence les lettres adressées au nom commun, sous prétexte qu'il était le plus anciennement établi (3).

Les particuliers portant un nom identique ou similaire ont la faculté de conclure un arrangement pour que les lettres dont la suscription n'indique pas d'une façon certaine à qui elles doivent appartenir soient l'objet d'un examen préalable en commun, qui en déterminera le destinataire réel ; ils pourraient également charger de ce soin un seul d'entre eux ou un tiers, qui décidera. L'administration serait obligée de re-

(1) Amiens, 26 janvier 1869, S. 1869. 2. 333. — Art. 698 de l'Instruction générale sur les postes de 1868.

(2) Cet article n'a pas été reproduit dans l'Instruction de 1868.

(3) Cass. 24 novembre 1846, D. 47. 1. 69.

mettre la correspondance à la personne ainsi désignée (1).

Mais, dans tous les cas, si, malgré l'intervention du directeur, la question de propriété reste douteuse, si les particuliers n'admettent pas ce mode de procéder, ou s'ils ne parviennent pas à s'entendre, le dernier mot appartient aux tribunaux. Ainsi on a pu astreindre le vendeur d'un fonds de commerce à renvoyer à son acheteur, sans les décacheter, les lettres portant le nom de ce vendeur sans la mention *personnelle*, mais avec l'indication de la rue où est situé le fonds vendu (2). Ainsi, encore, il a été jugé qu'une société anonyme n'a pas le droit de se faire remettre les lettres adressées à son ancien directeur, lorsque ces lettres portent, sur l'adresse, le nom de ce directeur accompagné de cette mention : *Directeur de la société*. Elles sont la propriété de ce dernier, et il a le droit incontestable de les revendiquer (3). On a décidé aussi que le successeur d'un commerçant ne peut émettre la prétention de se faire délivrer, par la poste, les lettres adressées à son prédécesseur avec l'indication de son ancienne profession, et se faire seul juge de la question de savoir celles qu'il pourrait conserver et celles qu'il devrait renvoyer, alors, particulièrement, que, lors de la cession du fonds de commerce, il n'a été envoyé aucune circulaire à la clientèle (4).

(1) Paris, 3 juin 1892, Gaz. Pal. 92. 2. 38.

(2) Cass. 10 avril 1866, D. 66. 1. 342. — Cass. 8 novemb. 1892, D. 93. 1. 33. — V., dans une espèce analogue : Trib. com. de la Seine, 7 sept. 1882, Gaz. Pal. 82-83. 1. 3.

(3) Trib. com. Nantes, 28 janv. 1888, Gaz. Pal. 89. 1, supp. 12.

(4) Rouen, 28 oct. 1892, Gaz. Pal. 1893, 1, 2^e partie, 42.

Des solutions du même genre ont été données pour les successeurs d'officiers ministériels (1).

Au surplus, il importe de remarquer que le tribunal, saisi d'une contestation relative à la propriété d'une lettre, n'a pas à prescrire à l'Administration des postes les précautions auxquelles elle doit avoir recours pour découvrir le véritable destinataire, ou à statuer sur les demandes des parties tendant à ce qu'il fixe pour l'avenir un *modus vivendi* destiné à prévenir les erreurs de distribution.

C'est à l'Administration elle-même à aviser ou aux parties à se concerter, en vue d'un accord. Si le juge des référés peut ordonner certaines mesures à titre provisoire, le tribunal ou la cour ne peuvent que statuer sur la question de propriété, une fois la correspondance distribuée (2).

50. — Les règlements postaux contiennent, sur la remise des correspondances, leur retrait du service par l'expéditeur, avant qu'elles soient parvenues à destination, la rectification des erreurs dans la distribution à domicile, l'attribution des correspondances adressées *bureau restant*, des dispositions dans le détail desquelles nous ne pouvons entrer, mais qui confirment, dans leur ensemble, l'idée que la propriété d'une lettre appartient au destinataire (3).

51. — L'auteur qui rend le destinataire propriétaire de la

(1) V. Amiens, 26 janv. 1869, S. 1869. 2. 333, déjà cité.

(2) Besançon, 12 déc. 1888, Gaz. Pal. 89. 1. 565.

(3) V. notamment art. 387 à 391, 608, 632, 690, 692, 694, 695, 781 de l'Instruction générale de 1868.

correspondance qu'il lui adresse peut ne lui transmettre la propriété qu'à certaines conditions, même se la réserver et la retenir. C'est ce qu'il fait quand il exprime le désir que la lettre lui soit renvoyée ou qu'elle soit détruite (1). Celui qui l'a reçue est tenu de se soumettre aux conditions exprimées ou sous-entendues. Libre à lui de refuser la correspondance qu'on lui remet: mais, du moment où il l'accepte, il s'engage, par le fait, à les exécuter.

52. — En l'absence de toute condition posée par l'expéditeur, la propriété est déniée au destinataire dans un certain nombre de cas où la correspondance ne lui est adressée qu'en qualité de représentant d'une autre personne physique ou morale, au nom de laquelle il la reçoit.

Ainsi, les lettres échangées entre les employés d'une maison de commerce, à part celles qui ne sont pas relatives aux affaires commerciales, ne deviennent pas la propriété de chacun d'eux et restent à la maison (2); celles relatives aux affaires d'une société sont la propriété de la société (3). Il en est de même de celles qui sont envoyées aux anciens employés de la maison, lorsqu'elles se rattachent aux intérêts sociaux, et qu'elles n'ont été écrites au destinataire qu'à raison ou à l'occasion de son emploi (4).

(1) Breton, p. 153 — Hanssens, p. 175. — On le décidait déjà en droit romain (L. 14 § 17, D. *de furtis*, XLVIII, II).

(2) Bordeaux, 12 mars 1842, D. Rép. v. Lettres, n° 8. — Douai 24 juin 1874, D. 1875. 2. 95. — Besançon, 27 mars 1889, Gaz. Pal. 1889. I. 641. — Rousseau, n° 8. — Tissier, p. 36. — Legris, p. 96. — Cpr. Hanssens, p. 175 et 176.

(3) Limoges, 13 juin 1889, Gaz. Pal. 1889. 2. 308.

(4) Paris 7 novembre 1888, Gaz. Pal. 1889. I. 30.

Les lettres que reçoivent les fonctionnaires, à propos de leurs fonctions, sont la propriété de l'État (1).

D'une manière générale, tout mandataire doit restituer à son mandant les lettres qu'il en a reçues concernant l'exécution du mandat (2).

53. — Chose corporelle, une lettre missive compte dans le patrimoine. Si elle a, comme telle, une valeur vénale, il est permis de la vendre et d'en tirer un profit pécuniaire. Avec les autres biens, elle est le gage des créanciers et sera comprise, le cas échéant, dans la saisie des meubles. Enfin, elle fait partie de notre succession et passe, à notre mort, à nos héritiers ; ces derniers, étant dans la même situation que le défunt, doivent exécuter les conditions qu'aurait imposées à celui-ci l'auteur de la lettre ; en particulier, ils seraient tenus de la lui renvoyer, s'il avait demandé qu'elle lui fit retour au décès du destinataire (3).

Du droit de divulguer le contenu des lettres confidentielles.

— 54. — Les solutions précédentes, qui sont la conséquence logique du droit de propriété dont la correspondance est l'objet, s'imposent, dans leur généralité, quel que soit le caractère de la lettre, qu'il s'agisse de lettres d'affaires, de lettres scientifiques ou ayant une valeur littéraire (4).

(1) Legris, p. 93. — Rousseau, n° 18. — Tissier, p. 36. — Hanssens, p. 184.

(2) *Contra* Martinique, 13 décembre 1842, J. Pal. 1849. 2. 236.

(3) Trib. civ. Épernay, 8 janvier 1891, la Loi du 25 janvier.

(4) *Sic* A. Girault, Traité des contrats par correspondance, p. 201. *Contra* Baudouin, p. 10 et s.

Il n'y a pas davantage à distinguer, quant à la propriété, entre celles qui sont confidentielles et celles qui ne le sont pas (1). Envisagées comme choses matérielles, les unes et les autres appartiennent également au destinataire, qui peut, à sa convenance, les conserver ou les détruire, et user ainsi de son *jus abutendi*. Mais ce droit emporte-t-il le pouvoir de disposer des idées qu'elles renferment, de les communiquer à des étrangers, de publier les confidences intimes dont elle est le véhicule et d'en livrer, d'une façon quelconque, les termes à la publicité ? Le moment est venu de se rappeler qu'une correspondance peut se décomposer en deux éléments distincts : d'une part, l'élément corporel et, d'autre part, l'élément intellectuel, les idées exprimées, chose essentiellement différente, car, une fois qu'elles ont, par la lecture, fait impression sur la conscience du destinataire, le papier qui les a transmises peut disparaître, elles n'en subsisteront pas moins dans son esprit. Quand l'expéditeur envoie sa lettre, s'il n'a pas recommandé à celui qui va la recevoir de n'en pas divulguer la substance, il abandonne tout droit sur elle, et le destinataire peut, avons-nous dit, en disposer d'une façon absolue (2). Mais, lorsqu'il a manifesté, même tacitement, l'intention que celui-ci ne puisse, sans son autorisation, révéler les confidences qu'elle contient, lors-

(1) Toulouse, 6 juillet 1880, S. 1881. 2. 115. — Hanssens, p. 177 et s. — *Contrà* Trib. comm. de Nantes, 26 mars 1892 ; 28 février 1891 ; 16 janvier 1886, Recueil de Nantes, 253. 4. 1892 ; 109. 1. 1891 ; 210. 1. 186. D'après ces décisions, une lettre confidentielle serait la propriété commune de l'expéditeur et du destinataire.

(2) Trib. com. Marseille, 5 sept. 1889, Recueil de Marseille, 25. 1. 1890.

qu'il a, par avance, réprouvé tout acte du destinataire qui aboutirait à une semblable révélation, il n'est plus vrai de dire ce que dernier soit le seul maître du contenu de la lettre, Il reste propriétaire de l'élément matériel, seulement le droit qu'il possède sur l'élément moral n'est pas entier, il est restreint par l'obligation d'obtenir le consentement de l'auteur à la divulgation qu'il voudrait en faire ¹, obligation née du contrat tacite qui se forme au moment de la réception de la lettre, et qui n'est autre chose que le devoir de respecter le secret des lettres.

55. — Ce devoir de ne pas trahir la confiance de l'auteur de la lettre a pour résultat d'apporter quelques entraves à l'exercice du droit de propriété que nous avons reconnu au destinataire sur l'élément corporel de la correspondance.

Aussi a-t-on l'habitude de dire que la propriété du destinataire porte sur l'ensemble de la lettre, sans distinguer entre les deux éléments dont elle se compose, mais qu'elle est limitée par la condition du secret lorsque la lettre est confidentielle (2). Cette théorie diffère peu de celle qui vient d'être exposée, mais il semble néanmoins préférable de ne pas appeler propriété une propriété dont l'exercice serait gêné dans certains cas, le droit de disposition d'une nature particulière, qui porte sur le contenu d'une lettre missive. En négligeant la distinction, on est tenté de confondre ce droit de dis-

(1) Dijon, 18 févr. 1870, S. 1870.2. 212.

(2) *Sic* Vanier, *Revue pratique de droit français*, t. XXI, année 1866, p. 88 et s. — Cpr. Tissier, p. 28 et s.

position avec un troisième, s'appliquant aux idées traduites dans l'écrit, la propriété littéraire, qui autorise la publication et la reproduction de la lettre dans un intérêt pécuniaire et reste à celui dont le cerveau a conçu et exprimé ces idées, indépendamment de la possession de l'écrit qui les a fixées et perpétuées. La propriété littéraire ne peut être en effet revendiquée par le destinataire : il n'a que la propriété de l'écrit qui entraîne, en principe, la faculté pour lui de disposer de la partie intellectuelle, quand l'expéditeur n'a retenu sur elle aucun droit, mais lorsqu'il s'agit d'une correspondance confidentielle, cette faculté n'est plus illimitée, la confiance ne peut être mise au jour sans l'assentiment de celui dont elle émane. Seulement, il est bien évident que, dans cette hypothèse, tout en conservant théoriquement la propriété matérielle de la lettre, le destinataire ne doit pas en faire un usage qui aurait pour conséquence une divulgation que l'engagement tacite existant entre lui et l'auteur lui interdit de faire ou de consentir (1).

56. — Nous ferons une déduction logique de cette idée, en examinant les droits des créanciers sur la correspondance de leur débiteur.

Il faut supposer que cette correspondance a une valeur vé-nale, dont les créanciers puissent tirer un profit.

Lorsqu'il s'agit de lettres non confidentielles, le destinataire peut les communiquer, les détruire, les donner, les vendre,

(1) Cpr. Hanssens, p. 179.

sans difficulté. Dès lors, ses créanciers ont le droit de les saisir et de les faire vendre à leur tour.

Mais ils ne l'ont plus, quand la correspondance est confidentielle. Ils agissent du chef de leur débiteur, ce sont ses ayant cause, et le débiteur est privé de ce droit. En aliénant la correspondance, il s'écarterait de la convention formée entre lui et son correspondant, puisqu'il communiquerait à des tiers une lettre qui a été écrite pour lui seul et divulguerait des secrets dont il doit rester l'unique confident. La lettre ne perdra son caractère qu'avec le double consentement de l'auteur et du destinataire. Si celui-là consent à qu'on en trafique à prix d'argent, à ce qu'on la vende aux enchères, les créanciers seront libres d'agir. Autrement ils ne pourront faire ce que leur débiteur n'aurait pu accomplir spontanément, sans encourir vis-à-vis de l'auteur une responsabilité pécuniaire (1).

Est-il nécessaire d'ajouter que les créanciers n'auront pas souvent l'occasion d'exercer leurs droits ? Les lettres n'ont de valeur vénale que si elles constituent des autographes. Or un homme qui écrit à quelqu'un avec le désir de lui laisser un souvenir d'amitié ou qui, sur sa demande, lui envoie quelque ligne de son écriture, que son correspondant conservera précieusement, ne l'a pas fait pour que sa correspondance soit vendue et passe en des mains étrangères ; on peut bien dire que la lettre était écrite uniquement pour celui

(1) Angers, 4 février 1869, D. 69. 2. 139. — Cpr. Legris, p. 137, et la note. — Tissier, p. 70. — Breton, p. 166. — Deffis (Annales de la propriété artist. et litt., t. XVI, p. 102).

auquel elle a été envoyée, qu'elle doit être considérée comme confidentielle et soustraite aux atteintes des créanciers. Il est vrai que la gloire de son auteur a pu naître postérieurement à son envoi, après la mort peut-être ; celui-ci n'avait écrit qu'une lettre banale, quelques lignes insignifiantes, et ce papier se trouve acquérir une valeur très grande dans la suite. Il sera difficile de refuser aux créanciers le droit de la saisir, lorsqu'ils la trouveront au domicile du débiteur : elle n'était pas confidentielle, et elle n'a pour lui aucun prix d'affection : c'est une valeur matérielle quelconque.

La saisie se pratiquera surtout sur les correspondances qui, cédées par le destinataire ou ses héritiers à des tiers, sans opposition de la part de l'auteur ou de ses héritiers, puis vendues ensuite et ainsi entrées dans le commerce, ont en quelque sorte dépouillé leur caractère intime pour devenir et n'être plus que des objets mercantiles.

57. — Il résulte aussi des principes que nous avons développés que des lettres missives confidentielles ne peuvent figurer dans un inventaire dressé soit après le décès du destinataire, soit au moment de la dissolution de la communauté par le divorce ou la séparation de corps. Comme il faut d'ailleurs apprécier le caractère confidentiel des lettres, l'examen en sera fait par un magistrat ou par le notaire chargé de l'inventaire (1).

(1) Rouen, 23 mars 1864, D. 64. 2. 71. — Cass. 19 décemb. 1863, D. 1866. 2. 69. — Paris, 12 avril 1894, Bull. c. appel, n° 24 avril 1894. — Cpr. Carpentier, la Loi du 18 avril 1886 et la jurisprudence en matière de divorce, n°s 3 et 96.

Du caractère confidentiel. — 58. — Si le principe du secret des lettres, en droit privé, pouvait être invoqué pour toutes les correspondances sans distinction, la tâche du juge serait singulièrement facilitée, lorsqu'il aurait à statuer sur la légalité d'une publication quelconque. Elle le serait tout autant, si, pour s'en prévaloir, il fallait démontrer que l'obligation de respecter le secret est expressément formulée dans le texte de la missive. Mais adopter le premier système serait dénaturer le véritable sens de la règle, qui ne peut être invoquée qu'autant qu'il y a réellement eu un secret confié, et, en se ralliant au second, on se montre trop sévère quant à l'existence de la convention dont nous avons parlé. Aussi doit-on logiquement demander que, pour être protégée par l'inviolabilité, qui garantit les droits de l'auteur, la lettre soit vraiment confidentielle, sans toutefois exiger que celui qui l'a écrite lui ait donné ce caractère en recommandant expressément le secret au destinataire.

59. — S'il en est ainsi, la détermination de ce caractère n'est qu'une question de fait que le juge a seul mission de résoudre (1), et la doctrine n'a d'autre rôle que de fournir sur ce point des indications générales. Il serait même téméraire de donner une définition de la lettre confidentielle. La théorie qui considère comme telle toute lettre non écrite dans l'intention de créer un titre au profit du destinataire contre

(1) Trib. civ. Tulle, 15 juillet 1893, Gaz. Trib. du 21 août. — Trib. comm. Marseille, 9 mars 1892, Recueil de Marseille, 189. 1. 1892. — Hanssens, p. 240.

l'expéditeur (1) semble être un peu prodigue de cette qualité. Celle qui l'attribue aux lettres dont la publication pourrait nuire à quelqu'un encourt le reproche opposé. On a dit et répété qu'une confidence était chose toute relative, et le mot seul indique la difficulté qu'il y a d'embrasser dans une formule générale toutes les correspondances qui en contiennent.

En définitive, les tribunaux sont souverains dans leur appréciation, et la décision qu'ils rendent, nous pouvons l'ajouter, échappe, sous ce rapport, au contrôle de la Cour de cassation (2). Ils auront à consulter les termes de la lettre, à essayer de dégager l'intention de l'auteur, à voir si on a voulu traiter d'affaires ordinaires ou bien s'épancher dans le sein d'un ami, si la nature des communications transmises exige que la missive demeure secrète entre les correspondants (3). Ils prendraient aussi en considération la nature des rapports que ces correspondants ont ensemble. Qu'ils se demandent, en outre, si l'auteur pouvait légitimement réclamer le secret et si, d'autre part, la qualification de confidentielle, donnée à la lettre, n'est pas une manœuvre trompeuse, destinée à la faire écarter comme moyen de preuve le jour où il s'agirait de répondre à une action en responsabilité basée sur son contenu. Lorsqu'ils apprécient des actes, les tribunaux n'ont pas à se préoccuper du nom sous lequel il a plu aux parties de les désigner ou parfois de les déguiser (4).

(1) M. Labbé, dans Sirey, 77. 1. 161.

(2) V. Cass. 5 décembre 1881, S. 1883. 1. 457, et le rapport de M. le conseiller Féraud-Giraud. — Cpr. Girault, op. cit. p. 206.

(3) Rennes, 24 février 1894, Rec. d'Angers, 177. 1894.

(4) Rapport de M. Féraud-Giraud précité.

D'après ces données, on a admis que, malgré l'insertion du mot *confidentiel* dans une lettre, ce caractère n'appartient pas à des correspondances échangées entre personnes étrangères l'une à l'autre, surtout lorsque les correspondances reproduites à plusieurs exemplaires sont conçues en termes, sinon indentiques, du moins très-semblables, et affectent par cela même la forme de circulaires destinées à la publicité.

Les tribunaux l'ont souvent décidé contre des individus qui soutenaient la thèse contraire et voulaient, en émettant cette prétention, échapper à l'action en dommages-intérêts intentée par une maison de commerce se trouvant lésée par les renseignements défavorables contenus dans des circulaires de ce genre (1).

La Cour de Douai a jugé qu'une lettre adressée à un notaire par l'une des parties, qui l'a seulement signée, puis remise à l'autre partie de la main de qui elle était écrite, pour être portée à ce notaire, chargé de passer l'acte d'un échange convenu, ne devait pas être réputée confidentielle (2).

La même solution a été consacrée pour une lettre écrite par un maire, en dehors de ses attributions d'officier municipal, à une personne avec laquelle il n'avait eu aucune relation antérieure et en réponse à une demande de renseignements d'un intérêt d'ordre privé (2).

(1) Trib. com. Marseille 29 février 1892, Recueil de Marseille, 187. 1. 4892, et 9 novembre 1892, Gaz. des Trib. du 19 novembre. — Cpr. Cass. 5 décembre 1881, S. 1883. 1. 457. — C. d'appel de Liège, 16 novembre 1883, S. 1885. 4. 12. — Paris, 6 mai 1886, S. 1887. 2. 229. — C. de justice de Genève, 13 décembre 1886, S. 1887. 4. 14.

(2) Douai, 7 avril 1845, D. 45. 4. 336.

(3) Trib. civ. Pontarlier, 21 décembre 1887, Gaz. Pal. 88. 1, supp. 51.

Enfin, d'après la Cour de cassation, l'obligation du secret ne saurait s'induire de cette particularité que des lettres contiendraient des aveux honteux de la part de l'auteur : « autrement, dit-elle, la responsabilité cesserait par cela même que l'immoralité serait plus grande de la part de l'auteur des faits qui y donneraient lieu » (1).

60. — Dans un grand nombre de circonstances, le caractère confidentiel ne peut être mis en doute.

Ainsi, les lettres entre un avocat et son client sont essentiellement inviolables. Il en est de même de celles qu'échangent deux avocats au sujet de leur client commun : pour celles-là, ce n'est pas seulement le secret des lettres qui s'oppose à la divulgation, c'est encore le secret professionnel, et il en résulte qu'elle ne pourrait avoir lieu sans le consentement du client dont les intérêts sont en jeu (2).

Quant aux lettres entre avocats et avoués, elles ne seront pas toujours entièrement confidentielles, surtout si elles sont adressées par l'avocat ou l'avoué d'une partie à celui de la partie adverse (3).

Les lettres écrites ou reçues par des fonctionnaires à l'occasion du service ne sont jamais de nature à être publiées. Nous savons, du reste, qu'elles demeurent la propriété de l'État, au nom de qui elles sont envoyées ou reçues, et que le

(1) Cass. 26 juillet 1864, D. 64. 1. 347.

(2) Legris, p. 124 à 126 — Hanssens, p. 244. — Trib. civ. Quimper 11 mai 1887, Gaz. Pal. 1887. 1. 740. — Cass. 11 mai 1887, S. 87. 1. 264.

(3) Rennes, 24 février 1894, Recueil d'Angers, 177. 94 — Hanssens, p. 244.

destinataire est tenu de les restituer, lorsqu'il quitte ses fonctions (1).

Nous devons en dire autant des lettres qu'une maison de commerce écrit à son représentant à raison de son emploi. Il ne faut pas qu'une fois devenu étranger à son ancienne maison, celui-ci puisse faire, contre elle, un mauvais usage de ces documents.

En tout cas, il sera extrêmement délicat de se prononcer *a priori* sur le caractère confidentiel des lettres. La qualité des personnes qui les envoient ou de celles qui les reçoivent n'est pas un *criterium* infaillible pour le déterminer. Une lettre écrite par un fonctionnaire peut n'avoir aucun trait aux choses administratives ; une correspondance adressée à un employé de commerce sera quelquefois sans rapport avec les affaires commerciales.

De même si, en général, les lettres entre membres de la même famille contiennent des épanchements destinés à ne pas être divulgués, il en est qui ne renferment que des dispositions sans intérêt, ou ont été écrites dans le but de servir de titre (1).

(1) Sic. Vanier, p. 94. — Rousseau, n° 18. — Breton, p. 133. — Hanssens, p. 245. — Legris, p. 121. — Par son arrêté du 9 nivôse an VI, le Directoire exécutif avait décidé que « tout employé qui, sans la permission par écrit « du ministre auquel il est subordonné, aura communiqué soit directement soit indirectement le contenu d'une dépêche quelconque à tout « autre qu'à son chef ou au ministre lui-même, sera révoqué sur le champ, « sans préjudice des poursuites à exercer contre lui devant les tribunaux, dans le cas où son indiscrétion aurait eu des suites graves. » — Dans une circulaire du ministre de l'Intérieur du 18 février 1846, il est dit « que les préfets ne doivent jamais rendre publiques les lettres ou « les circulaires que les ministres leur écrivent, à moins qu'ils n'aient « autorisé cette publication. »

(2) Vanier, p. 93.

Les lettres entre savants doivent demeurer secrètes, et, le plus souvent, le destinataire abusera de la confiance de son correspondant, en rendant publiques les découvertes dont il lui fait part (1). Mais la correspondance d'un savant peut n'avoir aucun caractère scientifique, et, en fût-il autrement, que l'auteur tient peut-être à ce qu'elle reçoive la plus grande publicité possible. Ce ne sont donc là que des présomptions qu'il sera facile de renverser.

61. — De même qu'il y a certaines catégories de lettres qui sont, par essence et abstraction faite du contenu, toujours confidentielles, il en est d'autres auxquelles ce caractère doit être constamment refusé. Ce sont les lettres injurieuses et anonymes.

Lorsque la correspondance est injurieuse, il est certain que le destinataire ne peut être considéré comme s'étant soumis à la recommandation, expresse ou tacite, du secret. Le condamner au silence serait le forcer à être la victime d'un délit, sans avoir la ressource d'en obtenir la réparation. La confiance, a dit quelqu'un, fait une loi de la discrétion, mais l'offense fait un droit de la plainte. Les motifs qui ont fait admettre l'inviolabilité du secret des lettres et qui se déduisent du devoir de ne pas commettre un abus de confiance envers une personne qui, en livrant son secret, témoigne de son estime à son correspondant, n'existent pas pour les lettres injurieuses.

Si les injures, au lieu de concerner le destinataire, visaient

(1) Vanier, p. 94.

ses proches ou ses amis, ceux-là pourraient, également, se prévaloir de la lettre, car il est manifeste qu'elle a été écrite pour leur être communiquée (1).

Les lettres anonymes, à l'image des lettres injurieuses, ne seront jamais regardées comme confidentielles ; les motifs précédents ne les concernent pas davantage. Le délateur qui les envoie est loin de donner un gage d'estime, puisqu'il se cache et n'a pour mobile que la malveillance. Sa défiance autorise à ne pas tenir compte de la discrétion qu'il réclame. « Appliquer à l'accusation anonyme le bénéfice du secret des lettres, dit le tribunal de Boulogne-sur-Mer, aurait pour conséquence de conférer l'impunité à l'injure honteuse et réfléchie, quand la loi réprime l'injure orale plus spontanée et comportant une moins grande perversité » (2).

Juridiquement, d'ailleurs, le contrat tacite qui engendre l'inviolabilité n'existe pas, le destinataire n'ayant pu s'engager envers une personne indéterminée. De plus, il serait privé de la possibilité d'obtenir le consentement de l'auteur à la divulgation, puisque cet auteur ne s'est pas fait connaître (3).

62. — Bien que destinée à demeurer secrète entre l'auteur et le destinataire, bien que confidentielle, une lettre est susceptible de perdre ce caractère et cesse, alors, d'être protégée par le principe de l'inviolabilité.

(1) Cpr. Vanier, p. 96. — Legris, p. 120. — Hanssens, p. 242.

(2) Jugement du 2 novembre 1878, confirmé par arrêt de la Cour de Douai du 8 février 1879, S. 1880. 2. 285.

(3) Legris, p. 120. — Hanssens, p. 241.

Tout d'abord, lorsque, avec l'autorisation de l'auteur, le destinataire aura livré une correspondance à la publicité, par exemple en la reproduisant par la voie de la presse, le secret est levé, et le principe ne peut plus être invoqué.

Il suffit même que l'auteur ne s'oppose pas à la divulgation pour qu'elle soit licite. En droit commun, un consentement peut être présumé et produire effet, alors même qu'il n'a pas été manifesté expressément.

Mais, bien entendu, si on a agi à son insu, ou, ce qui sera fréquent, malgré sa défense, il aura le droit d'arrêter la divulgation commencée ou de faire ordonner par le juge les mesures nécessaires pour réparer, autant qu'il se pourra, le mal déjà consommé ¹. Le destinataire devait s'assurer de son consentement, ou tout au moins le mettre à même de s'opposer, en lui faisant connaître ses intentions, à ce qu'elle eût lieu. S'il n'a pas pris cette précaution, il s'expose à voir son correspondant, dont il a trompé la confiance, venir lui demander réparation.

Les tiers auxquels le destinataire aurait communiqué la lettre pour en faire usage se trouvent dans la même situation : en présence du caractère confidentiel, ils auraient dû comprendre que celui-là n'avait pas seul le droit d'en donner communication. Ils n'auront pas sujet de se plaindre si l'auteur leur intente une action en dommages-intérêts parallèlement à celle qu'il intentera contre le destinataire.

Il va sans dire qu'à ces mêmes tiers il faut aussi l'acquies-

(1) Trib. civ. Seine, 12 nov. 1890, Gaz. Pal. 1890. 2. 561.

cement de ce dernier, et si, après s'être emparés déloyalement d'une correspondance, ils en dévoilaient le secret, ils auraient à la fois contre eux et le destinataire et l'auteur. Celui-ci même n'aurait que cet unique recours ; le destinataire se trouverait à l'abri, puisque ce n'est pas par son fait que la violation s'est produite. Et, toutefois, il ne sera plus à couvert, lorsqu'il aura livré imprudemment la correspondance à des gens auxquels il n'aurait pas dû se fier, connaissant leur manque de probité et leur peu de moralité.

63. — Certaines circonstances font perdre à une lettre son caractère confidentiel, indépendamment des volontés de l'auteur ou du destinataire. Tel est le cas sur lequel nous aurons à revenir (1), où une lettre est produite devant la juridiction criminelle, après avoir été l'objet d'une saisie légalement opérée.

64. — Que dire des lettres écrites par un commerçant et transcrites par lui sur son registre de copies de lettres, en conformité de l'article 8, § 2, du Code de commerce ?

Bien qu'elles semblent ne devoir pas être considérées comme confidentielles, l'opinion contraire prévaut avec juste raison. Les registres, en effet, ne sont pas publics. S'il est permis de les invoquer dans les contestations soumises aux tribunaux de commerce, la communication n'en est possible que dans un nombre de cas limitativement déterminés, dans les affaires de succession, communauté, partage de société et

(1) V. n° 93.

en cas de faillite article 14 Com. . Dans les autres affaires, il ne peut être question que d'une représentation, c'est-à-dire que les livres sont mis seulement sous les yeux du juge pour en extraire certaines indications spéciales relatives au différend, et non communiqués aux parties en cause (article 45 Com.) (1).

On voit que les livres du commerçant sont loin d'être publics.

A plus forte raison refuserons-nous ce caractère aux copies de lettres des notaires et des avoués.

65. — L'auteur d'une lettre peut consentir à ce qu'elle soit communiquée par le destinataire à telle personne et ne le soit pas à d'autres. Dans ce cas, le caractère confidentiel n'a pas disparu : il n'y a qu'une personne de plus dans le secret, et le destinataire irait contre les intentions de l'auteur s'il étendait la communication.

Droits et obligations des héritiers de l'auteur et du destinataire. — 66. — Quels sont les droits et les obligations des héritiers de l'expéditeur ou de ceux du destinataire, relativement à la correspondance de leur auteur ?

Il est facile de les déterminer, si l'on rappelle, tout d'abord, qu'il n'existe pas, pour les lettres missives, un ordre particulier de succession, et si l'on remarque, ensuite, que les héri-

(1) V. Cass. 25 janvier 1843. — Cpr. Tissier, p. 88. — Legris, p. 213. — Bravard-Veyrières et Demangeat, Traité de droit commercial, T. I, p. 435. — Hanssens, p. 248.

tiers ne succèdent qu'à condition de remplir les obligations dont est tenu le *de cujus*.

67. — Prenons les héritiers de l'auteur de la lettre. Ils n'ont rien à prétendre sur elle, à moins qu'elle n'ait été renvoyée sur sa demande à celui-ci, par le destinataire, et ne soit ainsi rentrée dans son patrimoine. Mais, si elle est confidentielle, ils ont la faculté de s'opposer à la publication qu'on voudrait en faire ; de même que le défunt, dont ils continuent la personne, ils ont le droit d'exiger qu'on obtienne leur consentement. Qui sait ? Peut-être attendait-on la mort du signataire pour livrer à la publicité une correspondance de nature à ternir le nom qu'il portait, dans l'espoir, qu'après lui, personne n'y mettrait obstacle. Il faut que les héritiers arrêtent la divulgation, s'ils le jugent à propos ; outre qu'elle peut leur porter un préjudice personnel, il est de leur devoir de l'empêcher, au nom de celui qu'ils représentent, et qui ne l'aurait sans doute pas permise, s'il eût été vivant (1).

68. — C'est maintenant le destinataire qui vient à mourir, laissant une volumineuse correspondance composée des éléments les plus divers, lettres d'affaires, lettres scientifiques, lettres privées confidentielles ou non. Que vont devenir ces papiers d'une importance souvent considérable à des points de vue différents ?

Si, dans son testament, le *de cujus* a exprimé le désir qu'ils soient remis à l'un de ses héritiers de préférence aux

(1) Hepp, p. 75, n° 91. — Cpr. Deffis (Annales de la propriété indust., artist. et littér., t. XVI, p. 98 et s.).

autres, s'il les a légués à un étranger ou s'il en a lui-même opéré la répartition, sa volonté sera suivie (1).

Quand le défunt n'aura pas manifesté de volonté à cet égard, la transmission de propriété doit s'opérer suivant le droit commun. Le destinataire était légitime propriétaire de la correspondance, l'expéditeur ne lui ayant pas demandé de la lui renvoyer ou de la détruire (2) ; il meurt, cette correspondance, objet mobilier, suit le sort des autres biens, elle passe à l'héritier le plus proche.

Lorsqu'il y a plusieurs héritiers, auquel devront échoir les lettres trouvées dans la succession ?

On a dit : les lettres ne sauraient être licitées et sont, par leur caractère essentiel et indivisible, en dehors des règles ordinaires du partage, elles doivent donc appartenir à un seul héritier, et il y a lieu de les attribuer à l'héritier réservataire, qui, succédant seul à la personne du défunt, a droit de garder les objets qui composent une valeur morale et ne comportent pas de partage.

Cette théorie ne résout pas la difficulté, s'il existe plusieurs héritiers réservataires, et elle est contraire aux principes généraux qui régissent la dévolution des successions.

Évidemment, les lettres ont, avant tout, une valeur morale, il serait puéril de le nier : mais elles ont souvent aussi

(1) V. Bordeaux, 29 mars 1887, Gaz. Pal. 87. 2, supp. 72.

(2) Lorsque la correspondance doit faire retour à l'expéditeur au décès du destinataire, celui-là a le droit de la revendiquer entre les mains de toute personne qui la retient indûment et d'exiger une réparation pécuniaire. Tr. civ. Quimper, 11 mai 1887, Gaz. Pal. 87. 1. 740, déjà cité.

une valeur pécuniaire. Enfin, quelque minime que soit leur importance à ce point de vue, ce sont des objets mobiliers et il est impossible de ne pas leur appliquer les règles des successions mobilières. D'autre part, les lettres, bien qu'indivisibles, prises séparément, ne sont pas en dehors des règles ordinaires du partage. Nous croyons qu'il est possible d'en former plusieurs lots, qui seront tirés au sort conformément à l'article 834 du Code civil (1), ou de faire un seul lot de la correspondance tout entière.

Existe-t-il des lettres qui aient le caractère de titres, le juge aura la faculté de les attribuer à celui des héritiers qu'elles concernent, ou, si elles intéressent tous les héritiers, à l'un d'eux, à charge par lui d'en aider ses cohéritiers (2). On l'admet aussi pour les titres de noblesse (3), par extension de l'article 842 C. c., et il n'y a pas de raison pour écarter cette solution, en ce qui touche les titres d'une autre nature.

Les tribunaux se montrent très larges dans l'application de cette disposition et n'hésitent pas à ordonner la remise à l'un des cohéritiers des pièces, lettres ou documents l'intéressant exclusivement, alors même qu'ils ne constituent pas de véritables titres, au sens juridique du mot (4). Il ne faut pas trop les en blâmer, car il est certain que l'attribution par voie de tirage au sort aura souvent pour conséquence de mettre

(1) Dans le même sens : Breton.

(2) Legris, p. 130. — Demolombe, *Traité des successions*, t. III, n° 701. — Cpr. Hanssens, p. 210, qui applique ce mode de répartition à toutes les lettres indistinctement.

(3) V. notamment Angers, 12 février 1883, S. 86. 2. 186.

(4) Paris, 13 déc. 1873, *Gaz. Trib.* 18 déc. 1875.

dans la part d'un des héritiers une correspondance qui n'offrira pour lui aucun intérêt, tandis qu'elle serait pour un autre d'une grande utilité.

69. — Devenus propriétaires, héritiers légitimes, successeurs irréguliers, légataires disposeront de la correspondance à leur gré. Ils en donneront ou refuseront communication à qui bon leur semblera. L'auteur des lettres, en les adressant, sans en exiger la destruction ou la restitution, ni sans formuler aucune réserve, a dû prévoir la mort du destinataire et envisager l'éventualité de leur transmission à ses héritiers. A-t-il demandé que la lettre lui soit retournée, il n'a qu'à parler, ceux-ci devront la lui renvoyer ; ils sont tenus d'exécuter les obligations qui incombaient au défunt. Si l'expéditeur a négligé de prendre ses dispositions, il est aujourd'hui irrecevable à mettre obstacle au droit qu'ont les héritiers du destinataire de faire de la correspondance l'usage qui leur convient.

70. — Est-ce à dire que les héritiers ou légataires auront plus de droits que leur auteur ? Non, car ils sont soumis, comme lui, à l'obligation de respecter le secret des lettres confidentielles ; et c'est là ce qui corrige et atténue les inconvénients qui résultent, pour celui qui écrit, du hasard de la transmission héréditaire au profit d'une personne inconnue de lui capable d'abuser des confidences dont elle se trouve dépositaire par suite de cette transmission. Lorsque la lettre a le caractère confidentiel, le destinataire n'avait pas le pou-

voir d'en disposer sans restrictions ; il devait, avant d'en divulguer le contenu, obtenir le consentement de l'expéditeur. Il en sera de même de ses héritiers ; ils ont été saisis de la propriété de l'écrit, mais la transmission de propriété n'emporte pas pour eux le droit de rendre publiques les confidences qu'il contient, ils sont obligés d'exécuter la convention tacite intervenue entre le destinataire et l'auteur de la lettre (1). Que si, comme cela arrivera fréquemment, parmi les cohéritiers, il y en avait un qui ait entretenu avec le *de cujus* une correspondance tombée, par l'effet du partage, dans le lot des autres, ceux-ci seraient obligés de demander son autorisation pour en faire usage, si elle a un caractère confidentiel (2).

71. — Il va de soi que les héritiers du destinataire sont impuissants à arrêter la divulgation des lettres, si elles ne leur sont pas échues par l'effet d'un partage, ou si elles ont été léguées à des étrangers, si, en un mot, ils n'en ont pas été rendus propriétaires, à moins qu'ils n'en soient les auteurs ; leur qualité d'héritiers ne leur permettrait même pas d'en demander communication, sous prétexte qu'elles leur sont utiles pour trancher un différend relatif à la succession, qu'elles peuvent fournir des indications sur la valeur des biens héréditaires, ou, encore, renfermer la preuve de faits captatoires dont le testateur aurait été victime (3).

(1) V. Breton, p. 161. — Legris, p. 134. — Hanssens, p. 206.

(2) V. l'important arrêt de la Cour de cassation du 9 février 1881, S. 1881. 1. 193, dont nous aurons à reparler dans la suite.

(3) V. Bordeaux, 29 mars 1887, Gaz. Pal. 87. 2, supp. 72.

72. — Nous avons dit que, dans les rapports privés, le principe de l'inviolabilité avait un double but : s'identifiant, d'une part, avec l'inviolabilité de la propriété, il protège, contre les atteintes des tiers, les droits qui appartiennent au destinataire sur la lettre qui lui est adressée ; d'autre part, il assure à l'auteur d'une correspondance confidentielle le secret des confidences par lui transmises contre les indiscretions des tiers, et, en même temps, met obstacle à la divulgation que le destinataire favoriserait ou ferait lui-même sans son consentement.

Les actes qui pourront être considérés comme une violation du secret des lettres, soit vis-à-vis du destinataire, soit aux regards des deux correspondants, varieront à l'infini. Il est certain que celui qui s'emparera, par ruse ou par violence, d'une lettre qui ne lui est pas adressée, et la livrera ensuite à la publicité, soit en la lisant en public, en l'affichant, en en colportant partout les termes, en en faisant des copies qu'il distribuera ensuite, ou de vingt autres manières, aura violé le secret de la correspondance d'autrui et se sera rendu coupable d'un délit civil, dont le destinataire lui demandera compte.

Lorsqu'une lettre sera confidentielle, le destinataire qui ferait d'elle un usage analogue serait évidemment responsable envers l'auteur d'une violation bien caractérisée. D'un autre côté, il commettrait également une divulgation illicite, soit en communiquant, sans autorisation, la lettre à quelqu'un qui la rendra publique, spécialement par une production devant les tribunaux, une publication, une reproduction dans

un journal, soit en la produisant, ou en la publiant lui-même. Mais les auteurs remarquent, avec justesse, qu'il est bon de ne pas exagérer la sévérité du principe. Montrer une lettre, et cela dans un but louable, à un ami qui possède notre confiance, n'est pas une divulgation. Il ne faut pas, non plus, sous prétexte d'inviolabilité, défendre aux gens de dire qu'ils entretiennent correspondance avec tel ou tel. La lettre doit être tenue secrète par son destinataire, mais il serait excessif de vouloir qu'il corresponde clandestinement, qu'il cache jusqu'à l'existence de la missive reçue et jusqu'au nom de son expéditeur.

Au reste, il est très difficile de déterminer tous les cas d'application du principe de l'inviolabilité du secret des lettres. Ils sont multiples, et il n'est pas possible de les prévoir tous. A cause de son importance, nous devons consacrer une étude spéciale à la production des lettres en justice, où nous rencontrons, à chaque pas, des conséquences de ce principe. Puis, nous dirons quelques mots de la publication des correspondances confidentielles.

DE LA PRODUCTION EN JUSTICE DES LETTRES MISSIVES

73. — Les lettres missives comptent parmi les plus importants éléments de preuve qui servent à déterminer la conviction du juge criminel ou civil.

Par cette voie, les délits se préparent, l'entente s'établit entre les malfaiteurs, des complots s'organisent et souvent aussi, par elle, se confie l'aveu du méfait accompli. Ceux qui n'ont pour dénouer leurs crimes que ce papier dont la transmission se fait rapide et discrète délieront presque toujours les recherches de la justice répressive ; mais, lorsque celle-ci pourra s'emparer de ces documents précieux, elle aura, contre les coupables, une arme dangereuse. Une simple lettre fait souvent plus vite la lumière dans l'esprit du juge que de longs et compliqués débats.

Dans les procès civils, l'importance de la lettre missive, au point de vue de la preuve, est, peut-être, plus grande encore. Bien des contrats se forment par correspondance : en matière commerciale, les plus grosses affaires se traitent de cette manière ; des engagements nombreux se concluent par ce moyen. La lettre constitue très souvent un titre, susceptible d'être invoqué par celui qui l'a reçue, ou même par des tiers. Sans avoir le caractère de titre, elle peut, par les renseignements d'ordre divers qu'elle contient, apporter, dans une instance, des éclaircissements qui faciliteront la solution du litige. Enfin, on y puisera fréquemment les traces d'une fraude ou d'un dol, d'un délit ou d'un quasi-délit, la preuve d'une injure grave à la charge d'un époux, celle de dépenses excessives reprochées à un prodigue, ou la démonstration douloureuse de la démence d'une personne qu'on veut soumettre à l'interdiction.

Mais à quelles conditions un tribunal accueillera-t-il valablement ce mode de preuve ? Pourra-t-il, sans s'enquérir des

moyens par lesquels il est parvenu entre les mains de celui qui l'invoque à l'appui de sa prétention, en autoriser la production et baser sur lui sa décision, ou cette faculté n'a-t-elle pas des limites ?

En thèse générale, la production ne doit pas avoir lieu en violation du secret des lettres, et les juges doivent écarter du débat celles qu'on n'a pu y apporter qu'en contrevenant à ce principe essentiel.

Production aux débats criminels. — 74. — Devant les juridictions pénales, le ministère public ou l'inculpé ont la liberté de se servir de tous documents utiles à la manifestation de la vérité, sans excepter les lettres missives.

Si l'on reconnaît au magistrat instructeur le pouvoir de rechercher les indices d'un délit dans la correspondance privée, les lettres qui feront partie de la procédure comme pièces à conviction pourront, sans difficultés, être produites à l'audience. Devant la Cour d'assises, en particulier, le président a le droit de les faire lire, et elles seront mises sous les yeux des jurés dans la chambre de leurs délibérations (1).

75. — Mais le principe de l'inviolabilité, qui s'oppose à ce qu'on puisse fonder une accusation sur une lettre dont le secret a été violé, ne permettrait pas davantage qu'on en fît usage dans une instance criminelle. Toutes les fois qu'un tribunal aura la certitude qu'une lettre a été interceptée par des moyens fraudu-

(1) Cass. 13 octobre 1832, S. 1832. 1. 729. — Cass. 28 mars 1833, Bull. crim. n° 116.

leux, il est de son devoir d'en empêcher la lecture, et de n'y puiser aucun élément de décision. Puisque nous avons refusé au ministère public le droit d'échafauder une poursuite sur une correspondance qui n'a été obtenue qu'au moyen d'un délit, il est naturel d'obliger les tribunaux à ne pas baser leurs sentences sur des preuves acquises de la même façon.

Mais, comme le dit la chambre criminelle de la Cour de cassation, il ne suffit pas, pour faire repousser, par la justice criminelle, la preuve d'un délit ou d'un crime résultant d'une correspondance produite devant elle, que la possession de cette correspondance ait été obtenue par des moyens qui, n'étant pas coupables aux yeux de la loi, peuvent blesser certains scrupules (1).

On est, dès lors, amené à conclure que le principe de l'inviolabilité doit fléchir dans l'intérêt de la vérité, en matière criminelle, sans que, cependant, on doive aller jusqu'à admettre la production de lettres dont la possession est due à un délit.

76. — Exceptionnellement, la justice devra parfois, même en matière criminelle, interdire la production d'une manière absolue. L'intérêt de la défense, que la loi place au-dessus de la vindicte publique, impose aux tribunaux le devoir de respecter les lettres échangées entre les avocats et leurs clients.

(1) Cass. 9 juin 1883, S. 1885. 1. 137. La Cour suprême a jugé, dans cet arrêt, qu'on pouvait retenir comme preuve du délit d'adultère des lettres écrites par la femme à son complice, et que le mari s'était procurées en les achetant à ce dernier. V. aussi la note de M. Villey sous l'arrêt. — Toulouse, 3 janvier 1895, Gaz. Pal. 1895. 1. 130. — Cpr. Dalloz, Rép. v° Lettres missives, n° 31.

L'avocat cité en témoignage ne peut être forcé de déposer sur les faits qui lui ont été confiés à raison de son ministère (1); nous verrons que la saisie de sa correspondance professionnelle est considérée comme une violation des droits de la défense et à ce titre défendue. Ce serait méconnaître et anéantir ces droits que de permettre la lecture, à l'audience, des lettres qu'il a reçues de son client ou de celles qu'il lui envoie.

77. — A part cette exception, et sauf le cas où elle est la suite d'un délit, la production d'une lettre aux débats criminels, soit à l'appui de l'accusation, soit en faveur de l'inculpé, ne rencontre pas d'obstacle (2). Vainement le destinataire demanderait qu'on lui restitue, parce qu'elle est sa propriété, la correspondance dont on veut se prévaloir contre sa volonté; s'il ne prouve pas que sa dépossession soit le fruit d'une infraction, il ne sera pas écouté (3). Vainement l'auteur essaierait de soutenir que la lettre produite est confidentielle et qu'elle ne peut faire l'objet d'une discussion publique sans son consentement; sa prétention sera écartée, car son intérêt particulier n'est rien à côté de celui qui s'attache à la répression des crimes ou des délits qui troublent plus ou moins profondément la société.

Production dans les procès civils. — 78. — Devant les juri-

(1) Cass. 14 mars 1844, S. 1844.1. 527. — Cass. 24 mai 1862, S. 62.1. 996.

(2) Cpr. Baudouin, p. 33. — Aix, 10 février 1846, J. Pal. 46.2, p. 23.

(3) *Contrà* Trib. corr. Seine, 13 janvier 1887, la Loi du 8 avril.

diction civils ou commerciales, la production des lettres missives est soumise à des règles plus restrictives.

Là, en effet, l'ordre social n'est plus en jeu, le débat ne concerne que des particuliers qui, tous, sont sur la même ligne pour la défense de leurs intérêts respectifs.

Or, l'usage en justice n'étant qu'un moyen de livrer à la publicité le contenu des correspondances doit, en conséquence, être réglementé par les principes qui régissent l'inviolabilité du secret des lettres en droit privé. C'est en ayant recours à ces principes, en les appliquant à notre matière spéciale, qu'on déterminera les conditions dans lesquelles une lettre est susceptible d'être invoquée comme moyen de preuve au cours d'un procès civil.

79. — Distinguons, suivant la nature des correspondances, la lettre ordinaire, dont la transmission se fait sans restrictions, et celle dont le destinataire s'est tacitement engagé, en raison de son caractère intime ou de la recommandation faite par l'expéditeur, à ne pas révéler la substance.

80. — Quand l'obligation du secret n'existe pas, quand la lettre n'est pas confidentielle, le destinataire qui en est propriétaire et peut en disposer à son gré est assurément recevable à l'utiliser, pour repousser ou intenter une action en justice, quel que soit son adversaire (1).

Ce n'est pas cette hypothèse qui sera de nature à soulever

(1) Rousseau, n° 9. — Tissier, p. 73. — Aubry et Rau, Cours de droit civil français, t. VIII, p. 290. — Hanssens, p. 215 et 219.

des difficultés. Nul ne saurait forcer le plaideur à se servir d'une lettre qui lui est adressée, et nul ne l'empêchera de la produire, s'il juge à propos de le faire. Le tribunal interviendra seulement, s'il trouve que cette preuve est inutile et surabondante, ou qu'elle entraîne des dangers pour la morale ou l'ordre public.

81. — Toutes les fois que le destinataire est tenu, pour une cause ou une autre, de restituer à leur expéditeur les lettres qu'il reçoit et dont la propriété ne lui est pas acquise, il ne pourra les produire en justice.

Néanmoins, on admet les fonctionnaires et les représentants des maisons de commerce, ainsi que les mandataires, qui n'ont pas la propriété des correspondances que leur adressent les fonctionnaires hiérarchiques, les patrons ou les mandants à les produire dans les contestations qui touchent à leurs fonctions, à leur emploi ou à leur mandat. Ce sera quelquefois leur unique moyen de justification, et il serait injuste de le leur enlever. On fonde aussi cette solution sur ce que de pareilles lettres sont le titre instrumentaire qui fixe les conditions du mandat, et qu'on ne refuse jamais au mandataire le droit de se prévaloir d'un semblable titre (1).

Il est à peine nécessaire d'ajouter que le mandant peut toujours se prévaloir des lettres relatives au mandat reçues par son mandataire, qu'elles émanent de lui ou d'un tiers, parce qu'elles sont sa propriété (2).

(1) Hanssens, p. 215. — Tissier, p. 36. — Vanier, p. 94. — Legris, p. 122. — Rousseau, n° 19.

(2) Trib. civ. Seine, 12 novemb. 1886, la Loi du 20 novembre.

82.— Si la production, faite par le destinataire, d'une lettre ordinaire est toujours licite, il n'en est plus ainsi de celle qui est faite par un tiers.

Lorsque le destinataire a donné son consentement, le possesseur de la lettre est investi des mêmes droits que lui (1). Puisqu'il n'existe, pour ce destinataire, aucune restriction à son droit de propriété, puisqu'il est le seul maître de l'emploi à faire de la correspondance et de son contenu, il peut la laisser à qui bon lui semble, sans que l'auteur ait à intervenir, le tiers eût-il l'intention de s'en servir contre lui (2).

Le consentement du destinataire peut s'induire des circonstances. Ainsi, quand une partie fait usage, dans une instance, de lettres à elle adressées, en présence d'un tiers qui se trouve engagé dans l'instance, ce tiers peut élever la prétention de s'emparer des déclarations qu'elles contiennent (3).

Le consentement serait encore présumé, lorsque la correspondance a été remise volontairement à la partie qui veut en faire usage (4), ou même à une personne quelconque dont cette partie la tient. La lettre n'étant pas confidentielle, sa possession entraîne le droit d'en révéler le contenu (5). Le

(1) Vanier, p. 97. — Larombière, Théorie et pratique des obligations, t. VI, art. 1334, n° 14 — Tissier, p. 77.

(2) Cass. 24 juillet 1821, S. 1821. 1. 473.

(3) Bordeaux, 9 avril 1869, D. 70. 2. 222.

(4) Baudouin, p. 34. — Legris, p. 190.

(5) Cass. 3 juillet 1850, S. 1850. 1. 705. — Cass. 20 juillet 1880, S. 1881. 1. 248. — *Contrà* Cass. 12 juin 1823, S. 1823. 1. 267. — Dijon, 3 avril 1868, S. 1869. 2. 46, d'après lesquels un tiers ne peut jamais se prévaloir en justice du contenu de lettres missives contre le vœu de celui à qui elles ont été adressées. — Rousseau, n° 34.

destinataire ne serait donc pas recevable à élever contre la production une protestation tardive, à moins qu'il n'ait fait ses réserves en se dessaisissant de la correspondance, spécifié qu'il ne donnait qu'un dépôt, et expliqué qu'il répudiait toute publicité (1). D'autre part, il est nécessaire que la possession soit licite, sinon la production sera repoussée.

Tout d'abord, si le destinataire, en remettant la lettre, déclare qu'il entend qu'elle lui soit restituée, s'il l'a communiquée à quelqu'un, en lui recommandant de n'en donner connaissance à personne, le détenteur se rendrait coupable d'abus de confiance ou manquerait tout au moins à la bonne foi, en produisant la lettre en justice. Les juges, mis au courant de ces circonstances, la rejeteront de l'instance. Et encore, même en présence de l'opposition manifestée par le destinataire, nous pensons qu'ils devraient autoriser le tiers à faire usage de la lettre, s'il appert de son objet qu'elle lui est commune, et a été écrite autant pour lui que pour celui qui l'a reçue (2). Mais il faudra toujours que le tiers se la soit procurée sans fraude.

Il arrivera parfois, en effet, que la lettre aura été trouvée, soustraite, ou qu'elle sera parvenue entre les mains d'une personne par le fait d'une autre qui l'a détournée, ou simplement par suite d'un vice d'adresse. Ce sont des cas où la possession est illicite (3).

(1) Cpr. Hanssens, p. 236.

(2) Aubry et Rau, Cours de droit civil français, t. VIII, p. 291 et note 8.

(3) Rennes, 26 juin 1874, S. 1875. 2. 34, et Cass. 3 mai 1875, S. 75. 1, 197 — Conseil d'État, 18 janvier 1884, D. 1885. 3. 83. — Cpr. Trib. civ. Pontarlier, 21 décembre 1837, Gaz. Pal. 1888. I. supp. 51.

Cela n'est pas contestable pour celui où la lettre a été trouvée, ou remise par erreur à quelqu'un qui n'en est pas le véritable destinataire (1). Le premier devoir de quiconque trouve une lettre perdue ou reçoit une correspondance qui ne lui est pas adressée, est d'en rechercher le propriétaire, ou tout au moins de la porter aux autorités chargées de semblables recherches : en se l'appropriant, elle commet un acte déloyal, sinon un délit.

Et, quand la lettre ayant été enlevée au destinataire par des manœuvres coupables n'est arrivée au tiers qu'à la suite de ces manœuvres, sans que, pourtant, il y ait pris part, la possession a une origine également vicieuse, et la lettre, loin de pouvoir être employée en justice, doit être restituée à son propriétaire qui la réclame (2). Il en serait ainsi *a fortiori*, si le tiers possesseur se l'était procurée par des moyens délictueux, dont il serait lui-même l'auteur.

Les décisions de la jurisprudence sont conformes aux solutions qui viennent d'être données.

On a dû abandonner le système, qui compte aujourd'hui peu de partisans, d'après lequel la production des lettres adressées à des tiers n'était permise que du consentement formel de leur destinataire, bien que le demandeur en production justifiât de sa possession légitime, sans parler de celui qui excluait absolument ce moyen de preuve (3).

(1) Legris, p. 193 — Rennes, 26 juin 1874, précité.

(2) Legris, p. 193. — Paris, 13 mai 1826, S. 1826. 2. 234.

(3) V. C. imp. de Rome, 4 décemb. 1810, S. 1810.2.363. — Limoges, 17 juin 1824, S. 1824.2.383.

Ces systèmes étaient trop absolus. Néanmoins quelques auteurs semblent exiger, pour la validité de la production, sinon que le consentement du destinataire soit formel, du moins que le tiers tiennne la lettre du destinataire lui-même (1). Mais pour qu'il en soit ainsi, il faudrait admettre qu'en se dessaisissant de la lettre, le destinataire se trouve avoir retenu *ipso jure* un droit sur l'élément immatériel. Or, comment l'expliquer ? En l'absence de caractère confidentiel, l'inviolabilité se confond avec la propriété. Si les tiers ne peuvent connaître et divulguer la teneur des lettres non confidentielles, c'est qu'ils porteraient par là atteinte au droit de propriété du destinataire. Le principe n'a pas, dans ce cas, d'autre base. Quand le destinataire a abandonné la propriété de la lettre, il a perdu en même temps tout droit sur son contenu. Le pouvoir d'en disposer passe au nouveau possesseur et, si celui-ci la transmet, au possesseur suivant, pourvu qu'il soit de bonne foi et que sa possession ne soit pas entachée d'un vice originel. Celui-ci peut donc, en bonne logique, se servir de la lettre, comme pouvait le faire son prédécesseur, sauf au destinataire à prouver qu'il avait, en la cédant, défendu de la livrer à la publicité, ou qu'elle n'est sortie de ses mains qu'à la suite de procédés répréhensibles (2). Et par ces mots nous n'entendons pas seulement des faits qui tombent sous le coup de la loi pénale, mais aussi des manœuvres déloyales, réprouvées par les lois de la morale et de la délicatesse.

(1) Aubry et Rau, t. VII, p. 290. — Cpr. Hanssens, p. 225.

(2) Cass. 21 juillet 1862, S. 1862. 1. 926. — Trib. civ. Narbonne, 14 février 1893, Droit 28 juin 1893.

C'est aux juges qu'il appartiendra d'apprécier le caractère de ces actes et de décider s'ils sont de nature à faire repousser la production demandée. De cette façon, seront sauvegardés et les intérêts de celui qui, pouvant tirer profit de la correspondance, ne verra pas le destinataire entraver injustement et sans motifs une production licite, et ceux du destinataire, qui aura toujours la latitude de prouver la mauvaise foi du possesseur ou les agissements condamnables au moyen desquels on lui a enlevé sa correspondance.

Au reste, bien que des lettres aient été obtenues de cette façon, le juge ne devrait pas les écarter du débat, lorsque le destinataire, loin de conclure en ce sens, en discute les termes et conteste la portée qu'on prétend leur donner (1).

83. — Après la mort du destinataire, ses héritiers ou ses légataires deviendront les maîtres d'employer la correspondance dans leur intérêt propre (2), ou de la laisser à ceux qui désireraient l'utiliser dans un procès.

L'attribution de la propriété des lettres à l'un des héritiers ou à des légataires ne peut priver les autres cohéritiers ou légataires d'y puiser des indications utiles à la liquidation de la succession. Jusqu'à cette liquidation, les papiers du défunt doivent être à la disposition des parties, qui pourront en prendre connaissance au lieu où ils auront été déposés par ordre du tribunal (3). Les lettres seront ensuite rendues à

(1) *Sic* Trib. civ. Bordeaux, 5 mars 1890, Gaz. Pal. 90.1.301.

(2) Cass. 3 févr. 1873, S. 1873. 1. 313.

(3) Toulouse, 6 juillet 1880, S. 1881. 1. 143.

leur propriétaire. Le droit d'en prendre communication de la façon qui vient d'être indiquée n'implique, d'ailleurs, pas celui d'en faire usage en justice.

84. — Lorsqu'il s'agit de lettres confidentielles, les règles précédentes sont gravement modifiées. Le destinataire ne peut plus se permettre de livrer à la publicité de l'audience les termes d'une lettre qui lui a été transmise sous le sceau du secret. Un contrat s'est formé entre lui et l'expéditeur, en vertu duquel il s'est engagé à ne pas divulguer les confidences renfermées dans la lettre ; en la produisant en justice, il romprait cet engagement, il trahirait la confiance qu'on a mise en lui. Voilà pourquoi la production n'est possible qu'avec le consentement de l'auteur de la lettre.

85. — Toutefois, il n'en est pas ainsi si le destinataire a pour adversaire cet auteur lui-même (1). Il est admis par tout le monde que ce dernier ne pourrait, lorsqu'il est actionné par son correspondant, invoquer le secret des lettres pour l'empêcher d'user contre lui de celles qu'il lui a adressées. L'application stricte des principes paraîtrait conduire à un résultat contraire. Le destinataire est tenu de ne pas divulguer les termes de la correspondance et il ne peut être relevé de son obligation que par l'expéditeur seul. Il semble donc qu'il n'exécute pas le pacte convenu, en livrant à une discussion publique le contenu d'une lettre confidentielle.

(1) Tissier, p. 74. — Rousseau, n° 27. — Legris, p. 187, et les autorités citées par cet auteur.

Cette opinion a été soutenue (1), mais elle conduit à des conséquences inadmissibles, tellement elles seraient contraires à la plus élémentaire équité. Comment ! Je prendrais, par lettre, l'engagement formel de vous payer une certaine somme, engagement dont mon écriture sera le seul titre, et il me suffirait de donner à ma lettre le caractère d'une communication confidentielle, pour qu'il vous soit défendu d'en faire un moyen de preuve ; ou bien j'aurais, par la même voie, reconnu le paiement d'une dette à votre charge, et vous n'auriez pas le droit, sous prétexte de confiance, de m'opposer le titre qui constate votre délibération. S'il devait aboutir à une telle conclusion, le respect du secret conduirait à une injustice (2).

Quand celui qui veut, dans un procès, se servir d'une lettre contre son auteur, justifie d'un intérêt légitime, quand la nature de ses prétentions est exclusive de toute intention mauvaise, quelle bonne raison son adversaire opposerait-il à sa demande ? Puisque vous me refusez le droit de puiser une preuve dans votre correspondance, vous reconnaissez donc que je dois gagner mon procès, lui dirait-on, et, s'il répondait négativement, le destinataire ajouterait sans doute : alors, que ne la laissez-vous mettre au jour, pour permettre aux juges d'y chercher la lumière ? Quand les lettres contiendront des dispositions vraiment confidentielles, dont la divulgation, n'étant d'aucune utilité pour la solution du litige, serait sus-

(1) V. Merlin, Répertoire, v^o Lettre, n^o 6, qui soutient que les lettres ne peuvent jamais, dans aucun procès, devenir l'objet d'une explication publique.

(2) Caen, 3 juin 1862, D. 62. 2. 129.

ceptible de nuire d'une façon quelconque à l'expéditeur, les juges ne s'empresseront-ils pas d'en interdire la lecture, qui n'intéresserait pas le débat (1)? Par ce moyen, les deux parties auront eu satisfaction : l'auteur de la lettre n'aura pu se soustraire à l'exécution de ses engagements, et si le destinataire, dans un but de scandale, espérait, en faisant autoriser la production, amener une révélation de confidences préjudiciable à leur auteur, il verra échouer son coupable dessein.

86. — Chaque fois qu'un destinataire est autorisé à se servir d'une correspondance, bien qu'il n'en soit pas propriétaire, cette faveur doit lui être laissée même au cas où elle est confidentielle (2), et cela pour des raisons identiques à celles qui ont été précédemment données. Nous faisons allusion aux lettres échangées entre les fonctionnaires de l'État, à l'occasion de leurs fonctions : entre les représentants des maisons de commerce et leurs patrons, au sujet des affaires de leur maison : entre mandants et mandataires, relativement à l'exercice du mandat.

Il y a même lieu de noter, pour les deux premières espèces, que le fonctionnaire écrivant au nom de l'État, le directeur, gérant ou associé au nom de la maison de commerce, de la société, la production sera permise dans toute affaire plaidée

(1) Legris, p. 187. — Hanssens, p. 218. — Cpr. Cass. 7 mars 1849, D. 1850. 5. 303.

(2) Dalloz, Rép. v^o Lettre, n^o 8. — Cpr. Hanssens, p. 243.

au nom de l'État ou de la société, en un mot de la collectivité que représentait l'auteur en écrivant. Mais, en ce qui concerne le mandat ordinaire, le mandataire n'aura le droit de faire usage des lettres confidentielles du mandant agissant en son nom personnel que contre leur auteur. Il ne pourrait les produire dans un procès contre un tiers, malgré son opposition, ni à plus forte raison se servir, fût-ce pour mettre sa responsabilité à couvert, des lettres confidentielles du mandant qui ne lui sont pas adressées (1).

87. — En dehors de l'hypothèse où il a pour adversaire l'expéditeur lui-même, le destinataire est obligé d'obtenir son consentement toutes les fois qu'il veut user, comme demandeur ou défendeur, d'une lettre confidentielle (2). La règle de l'inviolabilité reprend toute sa force. Dans le cas d'un procès pendant entre auteur et destinataire, elle devait fléchir, parce qu'on ne voulait pas permettre à l'auteur de se dérober à

(1) Cass. 4 avril 1821, S. 1821. I. 412.

(2) Legris, p. 189. — Hanssens, p. 219. — Rousseau, n° 34. — Trib. civ. Seine, 15 novembre 1887, Gaz. Trib. du 18 novembre. — Paris, 16 juin 1888, Gaz. Pal. 88. 2. 195 ; Gaz. Trib. du 7 décembre 1887. — Cpr. Pouillet, Traité de la propriété littéraire, ch. X, p. 387 *in fine*. Laurent, Principes de droit civil, t. III, n° 204. — Baudouin, p. 33. D'après ces auteurs, le destinataire pourrait faire usage de la lettre dans quelques cas, par exemple s'il s'agissait de repousser une injuste agression, ou s'il prétend trouver la preuve d'engagements pris vis-à-vis de lui et dont il demande l'exécution, ou d'un préjudice dont il réclame la réparation. Nous n'y contredisons pas, mais encore faut-il qu'il résulte des passages de la lettre que l'auteur autorise la production. C'est alors un cas de consentement tacite, et non une exception au principe. Nous convenons volontiers que ce consentement devra être facilement présumé dans les hypothèses précédentes.

l'exécution de ses engagements, en soulevant une exception, qui n'eût été qu'un artifice, et favoriser ainsi sa mauvaise foi. Mais quand le procès s'agite entre le destinataire et un tiers, le premier n'a rien à exiger de son correspondant, qui reste étranger à ce procès, et tout ce qu'il peut faire, c'est de prier celui-ci de l'autoriser à faire usage de la lettre qu'il lui a envoyée. En pareil cas, la volonté de l'auteur fera loi.

88. — Enfin, si nous nous plaçons dans l'hypothèse d'un procès où l'un des plaideurs veut se servir d'une lettre qui ne lui est pas adressée, il sera maintenant facile de préciser les conditions de la production, et nous dirons qu'il ne peut être fait usage de lettres missives confidentielles par des tiers sans le consentement de celui qui les a écrites et de celui auquel elles sont adressées (1).

Quand ce dernier ne donne pas le sien, le tiers rencontre déjà un obstacle suffisant. Inutilement, le tiers alléguerait que sa possession n'est pas irrégulière : elle ne lui donne pas le droit de disposer de l'élément moral de la correspondance, qu'il faut distinguer ici de l'élément corporel : le caractère confidentiel démontre à la personne qui la détient qu'elle ne peut en révéler le contenu sans manquer à la bonne foi (2).

(1) Rousseau n° 34. — Tissier, p. 17. — Legris, p. 190. — Massé, le Droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens et le droit civil, t. IV, n° 2464. — Aubry et Rau, t. 8, p. 290. — Hanssens, p. 225. — Caen, 31 juillet 1856, S. 57.2.22. — Caen 3 juin 1862, D. 62.2.129. — Rennes, 26 juin 1874, S. 1875. 2.34. — Toulouse, 6 juillet 1880, S. 1881. 2.115.

(2) Cpr. Girault, Traité des contrats par correspondance, p. 207.

Mais il importerait peu que le destinataire ait remis volontairement la lettre à l'une des parties, en lui conférant le pouvoir d'en faire usage, ou qu'il résulte des circonstances qu'il consent à ce qu'elle s'en serve ; cette autorisation ne sera d'aucun poids, il faudra encore que l'auteur ajoute la sienne. C'est une règle absolue. Les tribunaux, sans doute, pourront dénier à la correspondance le caractère confidentiel, mais s'ils le reconnaissent, ils ne doivent pas en laisser faire un emploi qui ne saurait se concilier avec le principe de l'inviolabilité.

La jurisprudence a fait souvent l'application de cette idée aux lettres dans lesquelles on donne sur une personne de mauvais renseignements, en réponse à la demande d'une maison de commerce, et décidé qu'elles ne pouvaient être la base d'une action en dommages-intérêts. Indépendamment de la question de savoir si ce n'est pas un devoir de renseigner les maisons de commerce sur la moralité et la solvabilité des gens avec lesquels elles font des affaires, et de leur fournir les notes qu'elles sollicitent, encore qu'elles soient défavorables, il est certain que les lettres contenant ces notes ne sauraient être communiquées et devenir la base d'une action en justice quand leur auteur ne l'a pas permis (1).

Même lorsqu'il s'agit d'établir l'existence de manœuvres dolosives ou frauduleuses, les lettres invoquées ne peuvent

(1) *Riom*, 5 mai 1815, D. Rép. v^o Lettre, n^o 24. — *Orléans*, 5 août 1892, S. 1892 2^e 312. — *Contrà Trib. com. Anvers*, 18 juillet 1891, S. 4. 12, et la note.

être produites, quand il est constaté qu'elles ont un caractère exclusivement intime et confidentiel (1).

La Cour de cassation a annulé un arrêt qui, dans une poursuite disciplinaire intentée contre un avocat, avait fait état d'une lettre écrite par cet avocat à son client, et qui avait été, à son insu, communiquée à un président de tribunal contre lequel elle contenait des insinuations malveillantes (2).

89. — Dans les deux hypothèses d'une production par le destinataire contre un tiers ou d'un tiers contre un autre tiers, le consentement de l'auteur devant toujours être obtenu, comment les choses vont-elles se passer ?

Celui-ci ignorera souvent qu'une instance est engagée où l'on va se faire une arme de ses confidences. S'il n'intervient pas, faudra-t-il conclure, de son silence, qu'il ne s'oppose pas à ce que ses correspondances deviennent l'objet d'une lecture et d'une discussion publiques, et déclarer qu'il n'y a pas lieu d'en interdire l'usage ? Ce serait établir la présomption que l'auteur a été avisé de la production, alors qu'en réalité il ne la soupçonnera même pas. Les juges pourront induire des circonstances de la cause que l'auteur n'ignore pas qu'on veut publier la teneur de ses lettres et ratifie à l'avance cette publication, en s'abstenant de protester : ils ne doivent pas *de plano* supposer, en l'absence d'indications à ce

(1) Cass. 5 mai 1858, S. 58. 1.533. — Nancy, 11 mars 1869, S. 1869. 2. 113. — Vanier, p. 96. — Aubry et Rau, p. 291, note 11. — V. cependant Riom, 8 janvier 1849, S. 49. 2. 460. — Haussens, p. 232.

(2) Cass. 11 mai 1887, S. 1887. 1. 264.

sujet, qu'il en est averti (1). Je sais bien que, souvent, ils tourneront la difficulté en disant que les lettres ne sont pas confidentielles, mais, s'ils reconnaissent qu'elles le sont, leur devoir est de ne pas permettre l'usage de la correspondance, avant que le consentement de l'auteur ait été rapporté (2). Ce n'est pas seulement au tiers contre lequel la production est demandée à invoquer l'inviolabilité du secret des lettres (3), il appartient aussi aux tribunaux d'assurer l'exécution de la convention sur laquelle repose cette inviolabilité. Assurément, le secret des lettres n'est pas un principe d'ordre public (4) : mais cela ne veut pas dire que les tribunaux doivent tenir compte de toute correspondance, même confidentielle, apportée aux débats, sans se préoccuper de savoir si l'auteur a donné son adhésion (5). La maxime n'est pas d'ordre public, en ce sens que, si les parties intéressées renoncent à opposer l'exception, le juge ne peut la suppléer d'office (6), parce qu'elle est en définitive établie dans un intérêt privé. « Et quand le vrai juge de cet intérêt, dirons-nous avec M. Vanier, l'auteur ou ses héritiers, ne l'ont pas cru compromis, lorsque la publication a été autorisée, directement ou indirectement, c'est qu'il a été reconnu que l'obligation du secret n'existait pas ou n'existait plus » (7).

(1) Hanssens, p. 536.

(2) Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, t. VI, art. 1331, n° 14.

(3) Chauvet, *Le Secret et la propriété de la correspondance*, thèse, Grenoble 1891, p. 106. — Cpr. Tissier, p. 75. — Legris, p. 189.

(4) Baudouin, p. 39.

(5) Amiens, 8 août 1890, la Loi du 22 octob. et Gaz. Pal. 1890. 2. 372.

(6) Toulouse, 4 mai 1864, D. 64. 2. 151.

(7) Vanier, p. 98, et Rousseau, n° 24.

Il faut donc que les intéressés aient été à même d'exprimer un avis sur l'opportunité de la publication. Les magistrats qui ont pour mission de faire respecter le principe de l'inviolabilité, ne permettront pas l'usage d'une correspondance confidentielle, tant qu'ils n'auront pas la ferme conviction que l'auteur ne s'y serait pas opposé.

90. — On a vu précédemment qu'il appartenait aux juges du fait d'examiner la question de savoir si une lettre est ou non confidentielle, et on sait qu'ils ont un pouvoir souverain pour la résoudre. Si la nature confidentielle d'une lettre est reconnue, ils n'en admettront pas la production sans le double consentement du destinataire et de l'expéditeur, et il est inutile d'insister de nouveau sur les circonstances diverses auxquelles ils devront avoir égard pour parvenir à déterminer le caractère des lettres qui leur sont soumises.

Nous avons énuméré certaines correspondances qui seront toujours réputées confidentielles. Telles sont celles qu'écrivent les avocats à leurs clients, les directeurs des maisons de commerce à leurs représentants. La production de pareilles lettres ne sera possible qu'avec l'assentiment de leurs auteurs.

Par contre, il s'en trouve dont la production sera invariablement admise, même sans le consentement de l'auteur, et, qui plus est, malgré son opposition. Ainsi les lettres qui renferment des injures à l'adresse du destinataire, de ses parents ou de ses intimes, seront valablement produites à l'appui d'une action en réparation (1).

(1) Legris, p. 214 et s.

Quand aux libelles anonymes, la jurisprudence est unanime à décider qu'il n'y a pas d'obstacle à leur production en justice, soit par le destinataire, soit par un tiers qui y serait incriminé, pourvu toutefois qu'il n'y ait eu de la part de celui-ci aucun moyen illicite pour se les procurer, et elle déclare recevable l'action en vérification d'écriture de semblables écrits (1).

Enfin, il est encore opportun de rappeler que très souvent l'auteur, tout en ayant recommandé le secret, a pu ne pas vouloir empêcher le destinataire de transmettre sa lettre à une personne déterminée. C'est ce qui doit être présumé quand, par exemple, elle est écrite dans l'intérêt d'un tiers ou pour lui être communiquée. Dans ces conditions, le consentement de l'auteur sera facilement supposé et, par suite, on autorisera la production par le tiers sans difficultés (2). Toute autre personne serait irrecevable à se prévaloir de la lettre, mais celle que la correspondance intéresse acquiert le droit d'en faire usage, à la condition qu'elle en ait la légitime possession (3).

Lorsque l'auteur a simplement donné mission de montrer la lettre à une autre personne, par exemple pour obtenir

(1) Cass. 10 mai 1827, S. 1827. 1. 595. — Cass. 3 mars 1879, S. 1881. 1. 352. — Caen, 18 janv. 1860, S. 1860 2. 623. — Toulouse, 5 août 1882, S. 1883. 2. 11. — Rousseau n° 33. — Legris, p. 214.

(2) Baudouin, p. 34. — Legris, p. 192. — Hanssens, p. 226. — Aubry et Rau, p. 292. — Besançon, 8 février 1844, D. 45. 4. 336. — Cass. 18 mars 1861. 1. 432. — Caen, 3 juin 1862, D. 62. 2. 129. — Cass. 26 juillet 1864, D. 64. 1. 347. — Dijon, 14 mai 1870, S. 1872. 2. 33. — Cpr. Lyon, 16 février 1854, S. 1854. 2. 420.

(3) Cpr. Dalloz, Rép. v° Lettre missive, n° 3.

d'elle un arrangement, le destinataire n'est pas autorisé à la lui abandonner, et celle-ci ne peut s'en servir dans un procès (1).

91. — L'exception tirée de l'inviolabilité est péremptoire, mais on peut y renoncer, puisqu'elle n'est pas d'ordre public. Si, particulièrement, des lettres ont été produites en première instance, sans opposition de la part des auteurs et du destinataire, présents dans la cause, si elles ont été débattues devant le tribunal qui les a visées dans son jugement, devant la Cour d'appel, il sera trop tard pour demander qu'elles soient retranchées du débat, et cette demande tardive sera repoussée par une fin de non recevoir (2). Il n'y aurait pas renonciation si, en première instance, on s'était contenté de discuter le mérite des lettres d'une manière subsidiaire (3).

92. — Lorsqu'une lettre confidentielle a été produite en justice, le secret a-t-il disparu ?

La question a une grande importance, car, si l'on y répond affirmativement, le destinataire pourra ensuite disposer de la correspondance, malgré la volonté contraire de son auteur, et il en sera de même des tiers auxquels il aura cédé ses droits. On devra, pour citer l'exemple le plus frappant, les admettre à en faire usage dans une autre instance.

(1) Aix, 5 juin 1852, S. 1853. 2. 193. — Trib. civ. de Langres, 21 décembre 1892, Gaz. Pal. 1893. 1. 230.

(2) Toulouse, 4 mai 1864, D. 64. 2. 151.

(3) Cass. 5 mai 1858, S. 58. 1. 535.

Pour résoudre la difficulté, il est préférable de distinguer suivant que les lettres ont été invoquées et discutées dans un procès criminel, ou qu'elles ont été produites dans une instance civile.

93. — Quand elles sont mises légalement sous la main de la justice, et qu'à la suite d'une ordonnance de renvoi ou d'un arrêt de mise en accusation elles sont versées aux débats criminels ou correctionnels, il n'est pas douteux que le secret soit divulgué. L'opposition même des intéressés à la lecture de leurs lettres devant la Cour d'assises ou le tribunal correctionnel n'empêcherait pas ce résultat.

Si la correspondance ne faisait pas partie de la procédure en vertu d'une saisie préalable, il suffit qu'elle ait été produite et discutée à l'audience, sans protestation de la part des auteurs ou destinataires présents à cette audience. Et, dans le cas même où ils n'auraient pas assisté aux débats, on peut induire leur consentement de certaines circonstances. Ainsi, lorsque des lettres figurent dans un dossier, portant, inscrite par le greffier, la mention qu'elles ont été remises par l'avocat du destinataire, il est à présumer qu'elles l'ont été volontairement et avec le consentement du client et celui de l'auteur. Dans ces conditions, le caractère confidentiel a disparu et, comme le dit un arrêt de la Cour de Rouen du 9 novembre 1893, auquel est empruntée cette espèce, il n'est pas admissible que les lettres puissent le reprendre après la terminaison du procès criminel. « La raison se refuse à admettre un pareil système : le secret des lettres, ayant été

levé par une sorte d'expropriation faite dans l'intérêt supérieur de la société, ne saurait être rétabli au moyen d'une fiction qui n'est pas consacrée par la loi » (1). Et la Cour de Rouen concluait qu'il n'était pas possible d'admettre l'auteur et le destinataire, défendeurs dans une instance civile, à arguer de l'inviolabilité du secret des lettres, pour s'opposer à ce qu'elles soient versées aux débats et invoquées par le demandeur qui en avait pris copie par les voies légales, lors de l'instance criminelle.

Ajoutons qu'elles auraient pu être invoquées par toute autre personne, les débats étant publics : le secret a été levé pour tout le monde. Il n'y aurait d'autre empêchement à la production que la possession délictueuse des lettres par celui qui veut en faire usage. Et encore, entendons-nous bien sur le sens de cette restriction. Quand on représente à la justice des lettres dont la possession est due à une infraction, en les rejetant du débat, les juges ne font que trancher la question de propriété préjudicielle à la production : ils constatent qu'elles n'appartiennent pas au plaideur, et doivent être restituées. Mais s'il est possible d'en tirer profit sans les avoir entre les mains, nous disons que le secret des lettres qui, dans les cas ordinaires, empêcherait de s'en prévaloir, n'est pas ici un obstacle. C'est ce qui arriverait si la teneur en avait été reproduite dans un jugement, dont on obtiendra facilement copie, ou si, à la suite d'un procès retentissant, elles avaient été

(1) Rouen, 9 nov., 1893, S. 1894. 2. 41, et la note de M. Dalmbert.

publiées dans un journal, dont chacun se procurera sans peine des exemplaires.

94. — L'usage de lettres dans une instance civile leur fait-elle perdre le caractère confidentiel qu'on leur reconnaissait à l'origine ? Sera-t-il permis, postérieurement à un procès dans lequel elles auront été lues et discutées, d'en disposer sans le consentement de l'auteur et du destinataire, et, pour reprendre l'hypothèse qui vient d'être examinée, une personne quelconque aura-t-elle le droit de les employer à l'occasion d'un nouveau procès ?

La chose est indiscutable, si la personne a été partie à la première instance. Mais, alors même qu'elle serait restée étrangère au débat antérieur, il semble difficile de lui refuser le droit de les produire, nonobstant l'opposition de l'expéditeur, en supposant toujours, — car c'est là une condition inéluctable, — que le destinataire lui ait remis la correspondance, ou qu'elle se trouve légitimement entre ses mains. Comment, en effet, l'auteur des lettres pourrait-il ici intervenir et mettre en avant le principe de l'inviolabilité. On n'est obligé d'obtenir son autorisation à la divulgation des lettres que si elles ont un caractère confidentiel. Or, après des débats publics et contradictoires, après la communication aux parties, et la lecture des lettres à l'audience, est-il raisonnable de soutenir que ce caractère subsiste encore ⁽¹⁾ ? L'auteur serait d'autant moins fondé à vouloir empêcher l'usage de ses lettres dans un procès subséquent que, lors du premier, si elles ont été

(1) Riom, 8 janvier 1849, S. 49. 2. 460.

produites, c'est avec son approbation. Il a bien voulu qu'on les livre à la publicité. Et, dès lors, en vertu de quel principe, de quelle fiction voudrait-il que les lettres reprissent leur caractère secret ? La confiance est connue ou a pu être connue de tous : le droit qu'il avait d'exiger qu'elles ne fussent pas dévoilées sans son assentiment n'a plus de base. Sa missive a perdu son caractère original, c'est une correspondance ordinaire, sur le contenu de laquelle l'auteur n'a plus aucun droit.

Peut-être dira-t-il qu'en permettant qu'elle fût utilisée dans telle instance, par telle personne déterminée, il n'a pas entendu qu'une autre personne bénéficiât de cette faveur. L'objection est sans valeur. Il arrive bien que, soit d'après les intentions de l'auteur, soit d'après la nature d'une correspondance, une lettre est susceptible d'être communiquée à un tiers, et seulement à lui, circonstance qui n'empêche pas son auteur d'en interdire dans la suite la divulgation et la communication à tout autre, parce que, dans ce cas, le caractère confidentiel subsiste. Mais, à la suite d'une production en justice où lecture a été donnée de la lettre, où les termes en ont été discutés, analysés par les parties en cause, tout secret a disparu, et comme l'expéditeur ne possède la faculté de s'opposer à la communication faite par le destinataire qu'à raison du caractère secret de la correspondance, on n'a plus à se préoccuper de sa volonté lorsqu'il n'y a plus de secret. L'engagement qui liait le destinataire n'a plus de cause et ne produit plus d'effet. Pour que l'opposition de l'auteur à la production d'une lettre qui n'est plus confidentielle soit efficace, il faudrait

admettre qu'il partage le droit d'en disposer avec le destinataire, et l'on sait qu'un tel droit appartient exclusivement à ce dernier, parce qu'il se confond avec la propriété de la lettre, que lui seul peut revendiquer.

95. — Nous ne reconnaitrions d'ailleurs pas, avec l'arrêt de la Cour de Riom du 8 janvier 1849 (1), aux personnes qui n'ont pas été parties à la première instance le droit, accordé par l'article 846 du Code de procédure civile, à ceux qui, dans le cours d'une instance, veulent se prevaloir d'actes dans lesquels ils n'ont pas été parties, d'en obtenir communication au moyen de l'autorisation du juge. La voie du compulsoire n'est ouverte que pour les actes reçus par des officiers publics : nul n'a le droit de pénétrer le secret des papiers qui sont la propriété privée des particuliers (2). Le refus par le destinataire de se dessaisir des lettres dont il a la possession est insurmontable, et les tiers n'ont aucun moyen légal de l'obliger à les communiquer (3), sauf en matière commerciale, dans les cas prévus par les articles 14 et 15 du Code de commerce, où peut être ordonnée la représentation ou la communication des registres du commerçant, y compris celui des copies de lettres.

96. — Il n'y a rien de spécial à dire sur les droits et les obligations des héritiers au sujet de la production en justice des lettres écrites ou reçues par leur auteur.

(1) S. 49. 2. 460, déjà cité.

(2) Rennes, 21 juin 1811, D. Rép. v^o Compulsoire, n^o 9. — Sirey et Gilbert, Code de procédure annoté, art. 846, n^o 2.

(3) Sic Legris, p. 220.

Les héritiers de l'expéditeur auront le droit d'intervenir dans un débat, où soit le destinataire soit ses héritiers voudraient appuyer leurs prétentions sur des lettres confidentielles écrites par leur auteur, et de demander qu'elles soient rejetées par le juge. Leur consentement était nécessaire à la recevabilité de la production.

Quant aux héritiers du destinataire, ils sont assurément les maîtres de ne communiquer à personne la correspondance qu'ils ont recueillie, et d'empêcher ainsi qu'on s'en serve dans les contestations judiciaires. D'un autre côté, ils sont obligés d'obtenir le consentement de l'auteur, comme l'aurait été le destinataire lui-même, pour en faire personnellement usage ou permettre à des tiers de s'en prévaloir. L'obligation serait la même, si l'auteur se trouvait parmi les cohéritiers.

97. — Toutes les fois qu'une partie demandera à produire une correspondance en justice, il faudra en déterminer le réel caractère, détermination qui présente une importance extrême, puisque la production sera tantôt permise, tantôt refusée, suivant qu'on décidera que les lettres sont ou ne sont pas de nature confidentielle. Le juge sera l'autorité chargée d'apprécier les documents qu'on lui présente, ne devant pas autoriser une divulgation qui pourrait, souvent sans utilité pour le débat, compromettre les plus graves intérêts, ne devant pas, non plus, être dupe des agissements de ceux qui, en demandant le retrait de correspondances qu'ils prétendent secrètes, n'ont d'autre but que de supprimer une preuve qui les condamnerait. Mais comment remplira-t-il sa mission ?

Un examen du contenu de la lettre ne lui sera pas toujours indispensable pour qu'il puisse se prononcer. L'exception ayant été soulevée par l'une des parties, une discussion s'engagera sur la convenance de la production, et cette discussion suffira parfois pour éclairer sa religion. Les circonstances dans lesquelles la lettre a été écrite, la situation du destinataire vis-à-vis de l'auteur, et le degré d'intimité qui les unissait, et encore le sujet traité dans la missive, sont autant de points susceptibles de faire la lumière dans son esprit.

Si les plaideurs ne font pas allusion à l'opportunité de la divulgation, parce qu'ils ne songent pas à la discuter ou qu'il est de leur intérêt de ne pas l'empêcher, le tribunal pourra encore être fixé d'une autre façon. Vient-on lire à l'audience des lettres échangées entre un accusé et son défenseur, entre des fonctionnaires de l'État à l'occasion du service, dès les premiers mots lui indiquant le genre de documents auxquels il a affaire, il arrêtera la lecture commencée et s'opposera à ce qu'on en fasse état.

Mais, enfin, souvent il n'aura d'autre ressource, pour se former une opinion, que d'examiner le contenu de la lettre. S'il est nécessaire de recourir à cet examen, au moyen de quel procédé les juges prendront-ils connaissance de la correspondance litigieuse ?

Ils sont forcés d'avoir recours à une mesure d'instruction qui ne compromette pas les droits qu'ils ont à faire respecter et ne tranche pas indirectement ce qui est le fond de la contestation. C'est dire qu'ils doivent opérer secrètement, en dehors de la présence des parties, à l'écart de la publicité de

l'audience. La seule procédure possible est donc l'apport des lettres en la Chambre du Conseil, sans communication préalable aux parties.

Bien que sa légalité ait soulevé des objections, il n'y en a pas d'autre qui soit compatible avec la nature spéciale de la vérification qui doit être faite. La contradiction des débats, a-t-on soutenu, et la règle de la publicité entre les parties ne comportant aucune dérogation, un tel procédé est illégal. Sans contredit, quand une partie veut se servir d'une pièce contre son adversaire, il est indispensable que la communication ait lieu, pour lui permettre d'en discuter la portée et de combattre la preuve qu'on veut en tirer. Mais dans le cas particulier, la question est précisément de savoir si l'autorisation de faire usage de la pièce ne doit pas être refusée. C'est un débat subsidiaire qui s'ente, en quelque sorte, sur le débat principal. Le caractère de la lettre permet-il qu'elle soit communiquée à un tiers, malgré l'opposition de son auteur ? Telle est la première question que les juges ont à résoudre. Ne voit-on pas alors qu'en ordonnant la communication, ils la tranchent par le fait, ou plutôt ne prennent même pas la peine de l'examiner, et, si tel était le mode habituel de procéder, il ne respecterait jamais le secret des lettres, puisque ce principe s'oppose justement à ce qu'une correspondance, dont le caractère confidentiel est reconnu, soit communiquée à un tiers sans le consentement de son auteur. L'examen des lettres en la Chambre du Conseil est donc l'unique mesure d'instruction que puisse ordonner la justice. Elle ne cause préjudice à personne. Si le tribunal se

prononcée en faveur du secret des lettres, la correspondance sera définitivement écartée, et si, au contraire, il lui refuse un caractère confidentiel, elle sera, conformément au droit commun, communiquée aux parties en cause, qui en discuteront les termes à loisir.

La Cour de cassation a consacré la légalité de cette mesure par un arrêt important du 9 février 1881 (1).

98. — Quand, à raison de leur nature confidentielle, on demande que des lettres soient rejetées de l'instance, c'est une question préjudicielle qui doit être résolue tout d'abord. Il est impossible, comme le dit la Cour de Nancy 2, de joindre l'incident au fond, puisque l'incident a pour but de restreindre le cercle de la discussion, et de lui assigner des limites qu'elle ne pourra franchir. Toutefois, les juges peuvent toujours joindre le jugement de l'incident au fond, lorsque le jugement n'est pas de nature à mettre fin au procès, et que, malgré cette jonction, les droits des parties demeurent réservés 3.

99. — Le principe de l'inviolabilité du secret des lettres s'oppose, dans la mesure qui nous est connue, à ce qu'on puisse tirer parti en justice de certaines correspondances en

(1) S. 1881. 1. 193. — D. 1882. 1. 73, et la note. — Trib. civ. Épernay, 8 janv. 1891, la Loi du 25 janvier. — Cpr. Trib. civ. Bourgoïn, 31 mai 1884, Gaz. Pal. 84. 1, supp. 77. — Rousseau, n° 21. — Vanier, p. 93. — Legris, p. 213. — Baudouin, p. 40. — *Contrà* M. Labbé dans Sirey, 1881. 1. 193. — Tissier, p. 88. — Hanssens, p. 206.

(2) Nancy, 11 mars 1869, S. 1869. 2. 113. — Cass. 21 juillet 1862, S. 1862. 1. 926.

(3) Cass. 8 mars 1880, S. 1881. 1. 32.

les produisant comme moyens de preuve. Mais là s'arrête son domaine. Il ne peut s'agir, en effet, d'empêcher les tribunaux d'établir, par tout autre procédé légal d'instruction, l'existence des faits énoncés dans les lettres dont la production ne devait pas être autorisée. Par conséquent, les juges auront la liberté d'ordonner, pour arriver à ce but, une enquête dans laquelle seront appelés comme témoins l'auteur même des lettres, ou le destinataire, ou ceux à qui elles auraient été communiquées. Toutes ces personnes seront obligées d'apporter leur témoignage à la justice, car elles n'ont aucun moyen de se soustraire à cette obligation. Il n'y a d'autre immunité que les cas d'excuse et de reproche prévus par la loi. Tout témoin est tenu de déposer, quand il en est requis. Certes, la contradiction existe. Le secret des lettres défend de révéler le contenu d'une lettre missive, en violation des droits de l'auteur et du destinataire, et, d'autre part, la loi ordonne à quiconque est assigné comme témoin de dire tout ce qu'il sait. Mais, si la personne dont on sollicite le témoignage devait se taire, ce ne serait qu'en vertu d'une convention, d'un pacte privé, et si elle doit parler, c'est pour obéir à une prescription légale. Or, oserait-on soutenir qu'en cas de conflit, le respect de la loi ne passe pas avant celui des conventions ?

On a d'ailleurs judicieusement observé que si la confidence était orale, on pourrait faire entendre celui qui l'aurait reçue, se fût-il engagé par serment à garder le silence. Il doit en être de même quand la confidence est écrite (1) ; il n'y a pas plus

(1) Legris, p. 218. — Sirey, 1883. 1. 457, en note sous Cass. 3 dé-

d'indélicatesse et de déloyauté à la dévoiler, puisque c'est la loi elle-même qui nous relève de notre promesse ou de notre serment.

DE LA PUBLICATION DES LETTRES

100. — La confection et l'envoi d'une lettre donnent naissance à des droits divers : la propriété de la chose matérielle et ses attributs, le droit *sui generis* permettant de disposer du contenu de la lettre, puis, autre chose encore, un droit nouveau, ne portant même plus sur ce dernier élément, s'appliquant non pas à l'expression écrite des idées, mais à la pensée elle-même, à la conception créatrice de l'œuvre, la propriété littéraire (1). La propriété ordinaire appartient au

cembre 1881. — Trib. comm. de Nantes, 26 mars 1892, Recueil de Nantes, 253. 1. 1892. — Demolombe pense que, dès qu'on peut faire interroger un tiers comme témoin, on a le droit d'exiger de lui la production de l'écrit sur lequel il est interrogé. L'éminent jurisconsulte qui, du reste, semble nier l'existence même d'un principe protecteur du secret des lettres en droit privé, ne prend pas la peine de nous dire par quel moyen on le contraindra à faire cette production. Nous n'en connaissons pas. V. Demolombe, Cours de code Napoléon, Traité du mariage, t. II, n° 394.

(1) Nous admettons que la lettre missive est, comme tout autre écrit, susceptible de droit d'auteur, opinion qui a été combattue, en 1825, par Portalis, dans les réunions de la commission de la propriété littéraire, et, en 1841, par Lamartine, rapporteur d'un projet de loi sur la propriété littéraire. — V. Worms, Études sur la propriété littéraire, t. II, p. 139. — Cpr. Hanssens, p. 298.

destinataire, le droit de disposer du contenu de la lettre tantôt au destinataire, tantôt à l'auteur et au destinataire conjointement, suivant les distinctions qui nous sont connues : qui peut revendiquer la propriété littéraire ?

Si un homme est maître de sa pensée, quand elle réside encore dans le for intérieur, on comprendrait difficilement qu'elle ne lui appartînt plus, une fois éclosée. On s'étonnerait surtout qu'une personne pût tirer arbitrairement profit d'une manifestation intellectuelle, qui n'est pas née de son cerveau. L'homme ne peut créer de choses corporelles, mais si cela était en son pouvoir, songerait-on à lui refuser la propriété de ses créations ? Or, quand son intelligence a créé, quand elle a enfanté une œuvre, l'œuvre ne doit-elle pas appartenir à celui qui l'a conçue ?

Pour nous, l'œuvre littéraire, dans la lettre missive, appartient à l'auteur qui a, par suite, le droit de publication, droit qu'il peut céder à titre gratuit ou à titre onéreux et qui, après lui, reste à ses héritiers. Le destinataire a la propriété de l'écrit, il possède dans certaines limites la faculté de tirer parti de la substance de la lettre ; il ne saurait prétendre à la propriété littéraire, dont les droits de publication et de reproduction ne sont que les produits (1).

(1) Breton, p. 146. — Hanssens, p. 300. — Legris, p. 173. — Pouillet, Diction. de la propriété industr., artist. et littér., v^o Lett. missive, n^o 1, et Prop. littér., n^o 4. — Baudouin, p. 15. — Trib. civ. Seine, 13 mai 1882, Annales de la propriété industr., artist. et littér., 83. 74. — *Contrà* Deffis, Annales de la propriété industr., artist. et littér., t. XVI, p. 103. — Cpr. Procès-verbaux de la commission chargée, en 1825, de préparer un projet de loi sur la propriété littéraire, p. 207 et s.

101. — La faculté de publier une lettre est donc réservée à celui qui l'a écrite (1). Mais, en se dessaisissant de l'écrit, en transmettant à un autre la manifestation extérieure de son œuvre, l'auteur ne paraît-il pas avoir abandonné ses prérogatives et en avoir investi son correspondant ? Nous ne le croyons pas.

Sans doute on peut concevoir une renonciation, même tacite, de la part de l'auteur au droit de publier les lettres qu'il envoie, et nous admettons parfaitement, par exemple, qu'un écrivain qui est dans l'habitude d'adresser à une revue littéraire des lettres contenant, soit des aperçus philosophiques, soit des récits de voyage, soit des dissertations politiques ou scientifiques, dont l'insertion et la publication s'est toujours faite avec son approbation, serait mal fondé à venir, un jour, protester contre la publication d'une lettre déterminée, sous prétexte qu'il n'avait pas cédé son droit. Mais induire, sans restrictions, la renonciation du seul fait de la transmission du papier au destinataire nous semble exagéré (2).

Il faut songer aussi aux résultats d'une telle doctrine : un savant, après de longs et coûteux travaux, fait une découverte qui illustrera son nom, et, dans un sentiment fort louable, il veut qu'un ami intime en ait la première nou-

(1) Darras, Du droit des auteurs et des artistes dans les rapports internationaux, n° 42. — Rousseau, n° 9. — M. Labbé dans Sirey, 1881. 1. 193.

(2) Cpr. Hanssens, p. 301. — Royer-Collard et Vatimesnil au sein de la commission de 1825. — Renouard, Traité des droits d'auteur, t. II, n° 169.

velle, il vient lui raconter, dans une lettre, l'histoire de ses tentatives couronnées enfin par le succès et lui faire l'exposé de sa méthode ; plein de confiance, il lui livre tout. Qui oserait prétendre qu'il a perdu le droit de publier son œuvre et d'en tirer un légitime profit. Qui voudrait admettre surtout que nos joies, nos espérances, nos craintes, nos colères, nos erreurs momentanées, et jusqu'aux accusations portées à la légère dans une correspondance écrite, sous l'empire d'une animosité passagère, puissent être livrées aux commentaires du public, et nous causer, par leur divulgation, un irréparable préjudice. L'écrit resterait, vivrait et se transmettrait, quand, bien souvent, les sentiments qu'il exprime ont fait place à des sentiments opposés, et, notre esprit étant revenu à la véritable appréciation des hommes et des choses, à peine la lettre était-elle sortie de nos mains que nous regrettions de l'avoir envoyée.

Quelques auteurs, cependant, tout en reconnaissant, en théorie, au signataire d'une lettre la propriété de l'œuvre qui y est renfermée, soutiennent qu'elle passe au destinataire, ou même à des tiers, aussitôt qu'ils ont la possession de la correspondance ; à moins que l'auteur n'ait gardé copie de la lettre ou demandé à son correspondant de la lui renvoyer, il serait censé avoir renoncé à son droit de publication, qui appartiendrait désormais au destinataire. C'est aller trop loin et confondre la renonciation à un droit avec l'impossibilité de l'exercer. Ce qu'il faut dire, nous le répétons, sans ériger cette présomption en règle absolue, c'est qu'on pourra trouver dans chaque espèce particulière un abandon tacite de

la part de l'auteur (1). Le fait de n'avoir pas conservé copie de ses lettres ne sera pas toujours une preuve irrécusable de sa renonciation, car il peut résulter des circonstances que l'auteur a, malgré cette omission, retenu son droit de publication, et rien ne l'empêchera d'en user s'il parvient, par un effort de mémoire, à reconstituer l'œuvre dont il ne possède plus l'expression. La volonté de s'en dessaisir doit être certaine et la transmission du manuscrit n'est pas, à elle seule, de nature à entraîner la cession du privilège (2).

102. — Lorsque l'auteur est resté titulaire du droit de publication, il peut, et ses héritiers, après sa mort, peuvent publier ses lettres sans le consentement du destinataire, ils resteraient d'ailleurs incontestablement responsables des suites d'une publication qui porterait un préjudice moral à ce dernier (3).

Mais quand le destinataire a la propriété littéraire, le consentement de l'auteur ou de ses héritiers à la publication ne devient-il pas nécessaire, et ne voyons-nous pas intervenir, comme un obstacle possible, le principe de l'inviolabilité du secret des correspondances privées?

La question n'est pas susceptible d'être soulevée dans la théorie qui ne concède la propriété littéraire au destinataire

(1) Trib. civ. Seine, 20 juin 1883, la Loi du 21 juin. C'est le jugement rendu dans l'affaire des lettres de Sainte-Beuve.

(2) Darras, n° 42. — Legris, p. 183. — Haussens et les auteurs cités par lui, p. 304, note 1. — Paris, 4 mai 1837, Annales de la propriété industrielle, artistique et littéraire. Affaire des lettres de Lamennais.

(3) Rousseau, n° 46. — Haussens, page 311.

qu'à la suite d'un abandon certain de l'auteur. Toutes les fois que l'auteur aura investi son correspondant de la propriété littéraire, soit par une cession, soit par une renonciation expresse ou tacite, mais indiscutable, il ne pourra empêcher la publication, en excipant du caractère confidentiel des lettres. En abandonnant la propriété littéraire, il a cédé en même temps le droit de publication, l'avantage principal qu'elle comprend ; il ne peut en entraver l'exercice et soutenir que le secret des lettres met obstacle à la publication puisque c'est lui-même qui a consenti à ce qu'elle ait lieu.

Dans la doctrine qui veut que la propriété littéraire se trouve transmise *ipso facto* au destinataire, à l'instant où la lettre lui est remise, indépendamment de la volonté de l'auteur, il est impossible d'enlever à cet auteur la ressource de s'opposer à une publication qui serait contraire au principe de l'inviolabilité. Il n'invoquera pas la propriété littéraire dont il se trouve dépouillé ; il affirmera qu'en vertu de ce principe, le destinataire ne peut livrer une correspondance à la publicité, sans avoir obtenu l'autorisation de son expéditeur. En publiant une lettre, le destinataire en divulgue le contenu, et certes, ni la communication à des tiers, ni la production en justice ne réalisent une publicité aussi étendue que la publication dans un intérêt littéraire.

Lors donc qu'il s'agit de correspondances contenant des épanchements ou exprimant des sentiments destinés, par leur nature, à rester enfermés dans le cercle de l'intimité, de lettres confidentielles, en un mot, la publication ne sera permise qu'avec le consentement de l'auteur. Tant que ce con-

sentement n'aura pas été rapporté, les tribunaux doivent interdire la publication projetée, arrêter celle qui serait commencée, et supprimer la publication déjà faite (1).

103. — Ils le doivent, quand même on prétendrait qu'à raison du caractère littéraire, historique ou scientifique de la correspondance, elle doit être autorisée dans l'intérêt des lettres, des sciences ou de l'histoire (2).

On a dit quelquefois, en parlant des lettres de l'homme public, qu'elles appartenaient, après sa mort, à l'histoire, et que la postérité avait le droit « pour dispenser ses sévérités ou ses louanges, pour recommander des modèles d'honneur ou démasquer des usurpateurs de bonne renommée, de ressaisir, à longue distance, jusque dans le secret des lettres confidentielles, des données capables de projeter une lumière nouvelle sur certaines figures historiques » (3).

Mais alors, il sera permis de fouiller dans les replis les plus intimes de la vie privée des grands hommes, d'étaler au grand jour les détails insignifiants de leur existence quotidienne, et les descendants eux-mêmes, soucieux de leur gloire et désireux de ne pas voir une ombre ternir leur souvenir, seraient incapables d'arrêter ce débordement d'une curiosité qui souvent ne sera pas inspirée par l'amour de la

(1) Rousseau, n° 91. — Legris, p. 127. — Fliniaux, de la propriété industrielle, artistique et littéraire, p. 99. — Dijon, 18 février 1870, S. 1870.2 242. — Cpr. Trib. civ. Seine, 12 novembre 1890. Gaz. Pal. 1890. 2. 561.

(2) Legris, p. 175, mais pour les œuvres scientifiques et littéraires seulement. — *Contrà* Rousseau, n. 45.

(3) Baudouin, p. 17. — V. Legris, p. 124 et Hanssens, p. 243.

vérité historique. L'auteur vivant, la publication eût été impossible, parce qu'il s'y serait opposé ; lui mort, on s'empresse de ne plus respecter sa volonté, et l'on réduit au silence ceux qui viennent protester en son nom.

Par ces publications faites en violation des droits individuels, l'histoire et la postérité auront-elles toujours beaucoup enrichi leur patrimoine ? Il est permis d'en douter. Ceux qui auront le plus gagné, ce sont les amateurs d'anecdotes scandaleuses, les chercheurs d'intrigues amusantes, qui peuvent être des littérateurs agréables, mais ne sont pas, à coup sûr, de véritables historiens ; celui qui aura le plus gagné, surtout, c'est le publicateur indiscret et déloyal, qui n'a vu dans la publication qu'une opération avantageuse. Et, comme nous sommes bien de l'avis de M. Cormenin, lorsqu'il dit : « il n'y a jamais, sous tous ces mots pompeux de grande littérature, de matériaux d'histoire, d'intérêt du public, d'intérêt de l'auteur, qu'une question d'argent. Combien la publication des lettres confidentielles et privées de M. un tel, en volume ou en feuilleton, nous rapportera-t-elle ? Il n'y a au fond de tout cela que cela » (1).

104. — La question de savoir si l'auteur ou ses héritiers peuvent s'opposer à une publication que voudraient faire le destinataire ou ses ayant cause sans leur consentement a été résolue, dans le sens de l'affirmative, par le célèbre arrêt de

(1) Revue critique de jurisprudence, 1851, t. XVI, p. 104. — Cpr. Bouchez, Revue pratique de droit français, année 1864, p. 327.

la Cour de Paris du 10 décembre 1850 (1), rendu dans l'affaire des lettres de Benjamin-Constant à M^{me} Récamier. La Cour qui, d'ailleurs, ne tranchait pas la question de propriété littéraire, reconnaissait l'existence d'un pacte tacite entre l'auteur et le destinataire, pacte en vertu duquel le secret d'une lettre ne peut être divulgué qu'avec le consentement de l'auteur ; en l'absence de ce consentement, le destinataire ne possédait pas le droit de publier la lettre qu'il a reçue. D'après la Cour de Paris, ces principes ne reçoivent pas exception, alors même que l'auteur d'une correspondance confidentielle aurait rempli un rôle public. « Il peut y avoir, dit-elle, dans la vie privée des hommes publics, des sentiments, des affections que le respect de soi-même et des autres leur fait ensevelir dans le mystère ; l'intérêt des familles a le droit de veiller sur ce domaine inaccessible et de

(1) S. 1850. 2. 625. M^{me} Récamier avait donné, de son vivant, à M^{me} Collet, la copie des lettres à elle adressées par Benjamin-Constant et dont elle avait conservé les originaux. En 1849, le journal « la Presse », auquel M^{me} Collet avait remis les copies des lettres, en annonça la publication. M^{me} Lenormand, héritière de M^{me} Récamier et les exécuteurs testamentaires de celle-ci, s'opposèrent à la publication, prétendant que M^{me} Collet n'avait pas été investie de la propriété régulière de la copie et que les circonstances de la cause excluaient toute idée d'un mandat donné à la dame Collet pour livrer ces lettres à la publicité. D'un autre côté, M^{me} d'Estournelles, héritière de Benjamin-Constant, intervint et conclut dans le même sens, se fondant sur ce que le destinataire d'une lettre confidentielle n'a pas sur cette lettre un droit de propriété tel qu'il puisse la livrer à la publicité sans le consentement de celui qui l'a écrite ou de ses parents et héritiers. Le 8 août 1849, le tribunal de la Seine décida que l'intervention de M^{me} d'Estournelles était recevable, et, le 10 décembre 1850, la Cour de Paris lui donna gain de cause, en interdisant la publication.

le défendre contre les empiètements d'une indiscrete publicité. »

105. — Pour ceux qui accordent au destinataire et à toute personne qui possède la lettre en original ou en copie la propriété littéraire, la confondant ainsi avec la propriété de l'écrit considéré comme objet matériel, le destinataire a le droit de publier les lettres non confidentielles, et il en est de même de ceux qui les détiennent, de ses héritiers, après sa mort, ou de ses légataires.

C'est la doctrine qu'a adoptée le tribunal civil de la Seine lorsqu'en 1864, il rejeta la prétention des héritiers du Père Lacordaire, qui voulaient s'opposer à la publication par l'abbé Perreyve des manuscrits, papiers et lettres missives que celui-ci tenait du Père Lacordaire, à titre de légataire particulier (1). Le Tribunal décidait qu'en disposant des lettres sans restriction, le *de cujus* transmet la propriété littéraire au légataire, et que si ces lettres n'ont pas de caractère confidentiel, le légataire a le droit absolu de les publier.

Nous répétons, en terminant, que, dans tous les cas, quel que soit le caractère de la lettre, la publication par le destinataire doit être interdite, parce que l'auteur a conservé la propriété littéraire. Si la lettre est confidentielle, elle doit l'être à un double titre sans doute, mais il est inutile d'invoquer l'empêchement qu'y apporte l'inviolabilité du secret des lettres ; ce second motif est du moins superflu.

(1) Trib. civ. Seine, 2 décemb. 1864, D. 64. 3. 112.

106. — En vertu de la loi du 14 juillet 1866, cinquante ans après le décès de l'auteur, si ses héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou légataires, n'ont pas usé du droit qui leur appartenait de publier les œuvres non publiées de son vivant, le destinataire ou ses ayant cause acquèreront incontestablement le droit de publication. Néanmoins, ils seront obligés, si les lettres qu'ils détiennent sont confidentielles, de se munir, avant de les faire paraître, du consentement des héritiers de l'auteur (1).

107. — Quant aux créanciers, il est évident qu'ils ne sauraient se prévaloir de l'article 1166 du Code civil pour exercer, du chef de leur débiteur, destinataire, auteur, ou des héritiers de l'un d'eux, le droit de publication. « Même fixé par l'écriture et exprimée par lettres, écrit M. Baudouin, la pensée reste personnelle, par conséquent libre et indépendante. » Aux termes mêmes de l'article 1166, qui leur dénie le pouvoir d'exercer les droits et actions exclusivement attachés à la personne, la faculté d'éditer les lettres écrites ou reçues par leur débiteur doit être refusée aux créanciers (2).

Législation étrangère. — 108. — Le droit d'auteur, qui engendre les droits de publication et de reproduction d'une œuvre, est presque universellement reconnu à celui qui a produit cette œuvre par l'écriture ou la parole. Quelques lé-

(1) Legris, p. 183.

(2) Baudouin, p. 16. — Legris, p. 183. — Hanssens, p. 311.

gislations étrangères l'accordent explicitement à celui qui a écrit une lettre missive.

En Suède, la loi du 10 août 1877 défend de publier les lettres privées, à moins qu'il n'en soit fait mention dans un procès (art. 2, § 4) (1).

En Angleterre, la jurisprudence décide que les lettres missives ne peuvent être publiées sans le consentement de l'auteur, celui qui a reçu une lettre ayant tout au plus une propriété commune avec celui qui l'a écrite (2).

En Russie, aux termes du règlement sur la censure et la presse (édition de 1886), les lettres privées qui ne sont pas destinées au public ne peuvent être publiées qu'avec le consentement de la personne par laquelle elles ont été écrites et celui de la personne à laquelle elles étaient adressées, ou avec le consentement des héritiers, dans le cas de décès de l'une de ces personnes ou de toutes deux (3).

Au Mexique, le nouveau Code civil décide que les lettres missives ne peuvent être publiées sans le consentement des deux correspondants ou de leurs héritiers, sauf le cas où la publication en deviendrait nécessaire, soit pour la preuve ou la défense d'un droit, soit pour satisfaire à l'intérêt public, ou faciliter le progrès des sciences (art. 1252) (4).

C'est ce que décide également, au Guatemala, le décret sur la propriété littéraire du 29 octobre 1879 (5).

(1) Delalande, *Revue pratique du droit français*, t. XLVI, p. 206.

(2) Delalande, *loc. cit.* p. 203.

(3) Lyon-Caen et Delalain, *Lois françaises et étrangères sur la propriété littéraire et artistique*, t. I, p. 489-490.

(4) Delalande, *loc. cit.* p. 211.

(5) Lyon-Caen et Delalain, t. II, p. 117.

Dans la République de l'Équateur, les lettres échangées entre particuliers ne peuvent être publiées qu'avec l'assentiment de leur auteur, à moins que cette publication ne soit nécessaire pour soutenir une polémique engagée dans le but de défendre la religion, la morale ou la patrie, ou pour sauvegarder l'honneur du destinataire (loi du 3 août 1887 (1)).

En Colombie, d'après la loi du 26 octobre 1886 (art. 33), les lettres sont la propriété des personnes à qui elles sont destinées, mais non à l'effet de les publier. Ce droit appartient seulement à l'auteur de la correspondance, sauf dans le cas où la publication d'une lettre qui doit servir de preuve en justice est autorisée par le tribunal compétent (2).

En Bolivie, le décret du 13 août 1879 dit, dans son article 6, que les lettres personnelles ne peuvent être publiées sans le consentement de leurs auteurs ou de ceux qui les représentent, à moins que ce ne soit pour les joindre à quelque procédure. Et l'article 40 ajoute : « Quiconque publiera un manuscrit comprenant des lettres personnelles, sans la permission de l'auteur, pendant la vie dudit auteur, ou de ses héritiers et ayant cause, sera passible de dommages-intérêts (3). »

(1) Annuaire de législat. étrangère, 1887, t. XVII, p. 932.

(2) An. législat. étrang. 1886, t. XVI, p. 899.

(3) Lyon-Caen et Delalain, t. II, p. 48 et 55.

CHAPITRE V

DES EXCEPTIONS A L'INVIOIABILITÉ DU SECRET DES LETTRES

109. — Les exceptions à l'invioiabilité du secret des lettres ne sont pas toutes de même nature. Les unes sont des atteintes nécessaires portées au principe de droit public, les autres des dérogations à la règle de droit privé. Quelques-unes ont pour objet principal de sauvegarder l'ordre public et sont établies dans l'intérêt social, plusieurs favorisent, avant tout, des intérêts particuliers, sans que cependant il soit toujours aisé de dire quel est le caractère dominant de chacune. Certaines ne sont même que des restrictions aux droits des auteurs ou des destinataires, restrictions dérivant, pour la plupart, de rapports d'autorité ou de dépendance créés par la loi entre eux et d'autres personnes, et qui, sans le faire fléchir entièrement, amènent une application moins rigoureuse du principe.

Nous avons cru préférable de faire une énumération collec-

tive de tous ces droits exceptionnels, de les réunir dans une même étude, au lieu d'essayer de les classer en catégories distinctes, dont la détermination eût été plus ou moins arbitraire.

§ I. — *De la saisie des lettres*
au cours d'une instruction criminelle

110. — On se rappelle que l'article 638 du Code de brumaire an IV reconnaissait au gouvernement un droit de surveillance sur les correspondances venant des pays étrangers ou destinées pour ces mêmes pays. Cette disposition, qui était une mesure prise contre les émigrés, constituait une atteinte fort grave au principe constitutionnel de l'inviolabilité ; elle a disparu avec les causes qui l'avaient fait édicter, et rien de pareil n'existe plus aujourd'hui dans nos lois (1). Le

(1) Cpr. Rousseau, n° 232. — Hepp, n° 43, p. 32. — Une circulaire du ministre de l'Intérieur du 2 janvier 1855 permet à l'autorité administrative de réclamer communication, non d'une lettre, mais d'une dépêche télégraphique par une réquisition écrite et spéciale. Le caractère illégal de cette circulaire, qui est une violation manifeste de la loi du 9 novembre 1850 sur le secret des dépêches télégraphiques, est indéniable. L'article 3 de cette loi autorise seulement le directeur du télégraphe, dans l'intérêt de l'ordre public et des bonnes mœurs, à refuser de transmettre les dépêches, avec obligation, s'il y a réclamation, d'en référer à l'autorité administrative, qui peut également retarder ou interdire la remise d'une dépêche, si, à l'arrivée, le directeur estime que

fonctionnaire du gouvernement, qui la ferait revivre et s'arrogerait le pouvoir de soumettre à une semblable inquisition la correspondance des citoyens, commettrait un délit dont il aurait à répondre devant la justice, en vertu de l'article 187 du Code pénal. Est-il besoin d'insister sur les dangers que présente pour la société un pouvoir de ce genre, capable de produire une telle perturbation dans les relations sociales que, même aux époques les plus troublées de notre histoire, on l'a considéré comme un monstrueux abus, et qu'il s'est toujours trouvé des hommes pour le flétrir ?

111. — Mais gardons-nous d'une confusion. Ce que la conscience réproouve, ce que la loi regarde comme un délit, c'est cet acte arbitraire, despotique, le plus souvent occulte, c'est ce moyen d'investigation dont usent les gouvernements timorés ou tyranniques pour connaître leurs ennemis et les combattre dans l'ombre ; celui que le Code punit, d'une façon plus générale, c'est le fonctionnaire qui se rend coupable d'un abus d'autorité. Le principe de l'inviolabilité et l'article 187 du Code pénal ne concernent donc pas ceux qui, en pénétrant le secret des correspondances privées, ne font qu'exécuter un ordre de la loi et remplir un devoir de leurs fonctions. A ceux-là on ne peut reprocher d'avoir violé illégalement le principe du secret des lettres, puisqu'en agissant, ils se sont conformés à une prescription législative.

sa communication peut compromettre la tranquillité publique. Ce sont des dispositions qui sont, déjà, d'une exceptionnelle gravité ; elles doivent être interprétées de la façon la plus restrictive. Une simple circulaire n'a pas la vertu d'ajouter au texte de la loi.

112. — Mais la difficulté est précisément de déterminer si l'acte rentre bien dans les prévisions du législateur en tant qu'acte permis, et si le fonctionnaire qui l'accomplit n'outrepasse pas ses droits.

De là est née la question très importante de savoir si les magistrats instructeurs peuvent, en vertu des dispositions du Code d'instruction criminelle, saisir et décacheter les lettres des citoyens, qu'ils présument contenir des renseignements utiles à la découverte de la vérité. L'inviolabilité du secret des lettres ne reçoit-elle pas, en ce cas, une exception que suffirait à légitimer la nécessité de la répression des crimes et des délits ?

Cette exception, un des décrets rendus par les assemblées de la Révolution l'avait prévue : le 5 décembre 1789, l'Assemblée nationale, en décidant que deux citoyens n'auraient pas dû être arrêtés, ni leur correspondance violée, *parce qu'ils n'étaient accusés d'aucun délit*, ne semblait-elle pas dire que, dans l'hypothèse contraire, les exigences de la justice criminelle l'emportaient sur le respect dû au secret des lettres (1) ?

Aujourd'hui, c'est une opinion qui n'est plus guère discutée, et, sauf le dissentiment de quelques auteurs qui la combattent au moins partiellement, tout le monde est unanime à penser que le principe de l'inviolabilité doit être ici sacrifié. Il reste à se demander dans quelle mesure.

(1) D'après la jurisprudence des anciens parlements, les lettres privées ne pouvaient être saisies et servir de pièces à conviction : Brillouin, Dict. des arrêts, IV, p. 92. — Denisart, v^o lettres missives. — Jousse, I, p. 744. — Serpillon, I, p. 141. — C'était encore, pendant la Révolution, l'avis de Mirabeau.

113. — D'après l'article 87 du Code d'instruction criminelle, le juge d'instruction peut se transporter au domicile du prévenu et y faire la perquisition des effets et papiers utiles à la manifestation de la vérité. Les lettres qui sont en la possession du prévenu n'échapperont pas à la perquisition. C'est au magistrat qu'il appartiendra de discerner celles qui sont susceptibles d'éclairer la justice ; toutes sont soumises à son droit de saisie (1). Ce premier point ne peut faire naître aucun doute.

114. — L'article 88 donne ensuite au juge d'instruction la faculté de se transporter ailleurs qu'au domicile du prévenu, c'est-à-dire chez des tiers, pour y pratiquer des perquisitions. Il n'y a pas de limites à ce pouvoir d'investigation. Partout où le juge est fondé à croire que des pièces à conviction ou à décharge ont été déposées, il a le droit de pénétrer et de saisir ces pièces. Le Code l'autorise à mettre la main sur tout ce qu'il juge utile à la manifestation de la vérité. S'il suppose que des lettres, se trouvant en la possession de tiers, con-

(1) Une circulaire du mois de mars 1895, envoyée aux juges d'instruction et aux substituts du tribunal de la Seine par M. le Procureur de la République Chenest, rappelle à ces magistrats qu'ils ne doivent pas joindre à une procédure des pièces et, en particulier, des lettres privées indifférentes ou étrangères à la prévention. La saisie ne peut évidemment être bornée aux seules pièces nécessaires à l'information : on doit s'emparer de tous les documents qui paraissent au premier abord se rattacher à l'affaire. Mais les juges d'instruction ont ensuite à se rendre compte de ceux qu'il importe de conserver. « Les pièces indispensables à l'appréciation de la prévention, dit la circulaire, devront seules être jointes au dossier et mises sous scellé à la disposition du ministère public et de la défense. » Les autres seront remises contre récépissé au prévenu.

tiennent des indices capables de le renseigner sur l'affaire ou la moralité de l'inculpé, il s'en emparera légalement (1).

415. — Il y a cependant un cas déjà entrevu où le juge d'instruction devrait arrêter la saisie, celui où, en la faisant, il porterait atteinte au principe de la libre défense, qui domine la procédure criminelle tout entière. Son droit expire en face du devoir qui incombe à l'avocat de ne pas trahir les intérêts de son client par la divulgation des confidences orales ou écrites qu'il en a reçues. L'avocat est dispensé de déposer sur les faits qui lui ont été confiés en cette qualité, dans l'exercice de sa profession. Comment pourrait-on, sans contradiction, le contraindre à livrer les secrets de la défense ? Les lettres missives, comme les autres papiers qui lui ont été remis par ses clients, sont soustraits aux recherches de l'instruction criminelle (2).

L'exception s'étend non seulement à celles qui, parvenues à destination, se trouvent dans le cabinet de l'avocat, mais aussi à celles qui ne lui ont pas encore été remises et sont restées entre les mains du client lui-même, fût-ce le prévenu contre lequel est ouverte l'instruction, ou entre celles d'un tiers chargé de les faire parvenir (3).

(1) Legris, p. 60, S. 1894. 2. 41 (note de M. Dalmbert). — Hanssens, p. 94 et 97.

(2) Nancy, 3 mai 1892, Gaz. Pal. 92. 1. 637. — Legris, p. 61. — M. Dalmbert en note dans Sirey, 1894. 2. 41. — Faustin Hélie, Traité de l'instruction criminelle, t. IV, n° 1818. — Garraud, Précis de droit criminel, p. 589.

(3) V. Cass. 12 mars 1886, S. 1887. 1. 89. — Sarraute, Manuel théor. et prat. du juge d'instruction, n° 435.

Échappent également à la saisie les lettres envoyées aux avoués ou aux notaires, si l'envoi leur a été fait sous le sceau du secret et en qualité de conseil d'une partie, ce qui les assimile à l'avocat et leur permet d'invoquer le privilège de la défense (1).

Au reste, les cabinets des avocats et des avoués, les études des notaires ne sont pas à l'abri des perquisitions de la justice, et il ne faudrait pas les regarder comme un sanctuaire dont il lui serait interdit de franchir le seuil.

Quand un avocat est personnellement inculpé, ou lorsqu'il s'agit de faits qui n'ont aucun rapport avec sa profession, d'objets ne concernant en rien la défense des clients, il serait étrange que, transformant son cabinet en nouveau lieu d'asile, il voulût empêcher le juge d'y venir prendre l'instrument, le corps ou le produit d'un délit qu'on présume y être cachés (2).

116.— Sauf l'exception qui précède, la saisie des lettres au domicile du prévenu ou des tiers n'est donc pas illicite. Doit-on en dire autant de celle qui est pratiquée dans les bureaux de l'administration des postes, et, si la légalité en est admise en principe, peut-elle porter indistinctement sur toutes les correspondances qu'il plaît au magistrat instructeur de retenir?

117. — On ne saurait, tout d'abord, opposer au juge d'instruction les dispositions de l'article 187, puisqu'en opérant,

(1) Faustin Hélie, n° 1817. — Legris, p. 61. — Garraud, p. 588 et 589.

(2) Faustin Hélie, n° 1818. — Legris, p. 61. — Garraud, p. 589.

celui-ci ne se rend pas coupable d'un abus d'autorité : il obéit et se conforme à la loi (1). Il a le droit, et personne ne le lui conteste, de pénétrer partout, dans le domicile de tous les citoyens, inculpés ou étrangers à la prévention. L'inviolabilité du domicile, l'inviolabilité de la propriété ne sont pas faites pour lui : celle du secret des lettres ne le concerne pas davantage. On sait quel a été le but du législateur, en édictant l'article 187 : il a voulu garantir les correspondances contre les indiscretions des agents des postes et les abus des gouvernants, il n'a pu entrer dans sa pensée de limiter les pouvoirs de la justice et de faire de l'administration des postes un instrument capable de faciliter aux malfaiteurs l'accomplissement des délits ou d'assurer leur impunité (2).

Si on ne peut alléguer les dispositions de l'article 187, est-il raisonnablement permis d'opposer au juge celles de l'article 378, comme l'a fait un auteur qui s'appuie sur cette idée que la poste est dépositaire d'un secret, et que le droit de perquisition n'est pas admis dans les dépôts confidentiels (3).

Le point de départ est faux, car ce n'est pas l'article 378 qui met obstacle à la perquisition, lorsqu'elle n'est pas faite : si, notamment pour l'avocat, elle n'est pas autorisée, c'est à

(1) *Contrà* Carnot, *Inst. crim.*, sur l'art. 37. — Mangin, *Instr. écrite*, t. I, n° 92.

(2) Baudouin, p. 25. — Faustin Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. III, n° 768. — Legris, p. 61. — Tissier, p. 19. — Rousseau, n° 257. — Duverger, *Manuel du juge d'instruction*, t. I, p. 455. — De Dalmas, *Des frais de justice criminelle*, p. 113. — V. aussi les paroles prononcées par Odillon Barrot, répondant à une interpellation de Pierre Leroux à la séance de l'Assemblée nationale législative du 22 octobre 1849. (*Moniteur universel* du 23 octobre.)

(3) Muteau, *du Secret professionnel*, 3^e partie, n° 15.

cause des droits sacrés de la défense, que la justice respecte d'une manière absolue. En tout cas, l'interdiction ne se comprend que si la personne chez qui on s'abstient de faire la perquisition est dispensée de témoigner en justice. Or, cette dispense n'existe pas pour toutes les personnes visées dans l'article 378, elle n'existe pas surtout pour les agents des postes auxquels les lettres ne sont pas confiées sous le sceau du secret. Et, quand bien même on admettrait la dispense, l'article 378 serait encore hors de cause. Ce n'est pas en effet l'agent des postes qui livre les lettres, qui pénètre leur secret, il n'y a de sa part ni révélation spontanée, ni révélation forcée, c'est le juge seul qui saisit, ouvre et lit les lettres ; à la rigueur il peut, il devrait même se passer du concours des agents. S'il a recours à leur assistance, c'est pour arriver à un examen plus rapide des correspondances, et parce qu'il serait incapable lui-même, n'étant pas habitué à ce travail, de manipuler les dépêches (1).

418. — Le droit de saisie s'étend-il à toutes les lettres qui se trouvent dans les bureaux de la poste, non seulement à celles qui sont à l'adresse du prévenu, mais aussi à celles qu'il expédie à des tiers, et en outre aux correspondances échangées entre personnes qui n'ont pas été incriminées au cours de l'instruction ?

419. — D'après un premier système, les lettres adressées au prévenu pourraient seules être saisies, comme peuvent

(1) Cpr. Hanssens, p. 102.

l'être celles qu'on trouve à son domicile. Bien qu'encore à la poste, elles sont réputées en sa possession (1).

Pour cette première catégorie, il n'y a évidemment pas d'hésitation possible (2). Les correspondances à l'adresse du prévenu sont des documents extrêmement importants, qui renfermeront presque toujours des indices très-précieux pour l'instruction. S'il était défendu de les saisir, il n'y aurait pas de raison de poser la question pour les autres.

Un second système, qui a été soutenu par M. Faustin Hélie, autorise, outre la saisie des lettres adressées au prévenu, celle des correspondances qui émanent de lui et sont envoyées à des tiers (3). Son importance et l'autorité qui s'attache au nom de son principal défenseur nous font une obligation d'indiquer les arguments sur lesquels il s'appuie.

Dans cette théorie, les lettres susceptibles d'être saisies sont, en principe, et d'après les articles 36 et 37 et l'article 89 du Code d'instruction criminelle, celles qui sont en la possession du prévenu, qu'elles se trouvent à son domicile ou au lieu de la perpétration du délit.

Si l'article 88 autorise la saisie en d'autres lieux, c'est en admettant qu'elle ne s'applique qu'aux mêmes papiers et qu'il y a présomption qu'ils y sont cachés. Or, on peut regarder les lettres, lorsqu'elles sont adressées au prévenu ou lors-

(1) Trébutien, Cours de droit criminel, t. II, p. 248. — M. Villey, dans Sirey, 1885. 4. 137. — Sarraute, n° 457.

(2) Paris, 30 janvier 1836, S. 1837. 2. 267.

(3) Faustin Hélie, Traité de l'Instruction criminelle, t. IV, n° 4820. — Haussens, p. 127 et suiv. — Breton, p. 120 et suiv. — Vanier, p. 101. — Baudouin, p. 25. — Stoffel, Des lettres missives, thèse, Nancy, 1886, p. 244. — Sarraute, n° 457.

qu'elles émanent de lui, comme étant momentanément cachées dans le bureau de poste. C'est pour cela qu'elles seront valablement comprises dans la saisie. « Lorqu'elles portent l'adresse du prévenu ou si elles ont été écrites par lui, elles peuvent être considérées comme pouvant servir à conviction ou à décharge. En effet, dit le savant criminaliste, elles ont été ou elles auraient été en sa possession, elles auraient pu être saisies à son domicile, elles lui appartiennent, et elles sont frappées de suspicion par le seul fait de la prévention. Le juge d'instruction ne fait que saisir dans les bureaux de la poste des papiers qu'il aurait pu saisir chez le prévenu ; il n'étend la saisie qu'aux mêmes objets qu'il aurait pu trouver dans son domicile. » Quant aux autres lettres, l'instruction n'a sur elles aucun droit. « La loi veut pour justifier la saisie, ajoute M. Faustin Hélie, qu'une présomption pèse sur les effets qui en sont l'objet, mais il ne faut pas confondre cette présomption qui ouvre le droit du juge avec une vague suspicion née des relations du prévenu avec telle ou telle personne. »

119 *bis*. — Ce système a passé dans le projet de réforme du Code d'instruction criminelle qui figure depuis plusieurs années déjà à l'ordre du jour des chambres françaises, et qui est menacé d'y rester longtemps encore. Déposé par le gouvernement sur le bureau du Sénat le 17 novembre 1879, il fut voté par cette assemblée le 5 août 1882 avec des modifications. Une discussion eut lieu à la Chambre des députés en 1884, mais elle n'aboutit pas. Le projet modifié par le

Sénat fut présenté, en 1885, par le gouvernement à la Chambre, sans pouvoir encore être voté. Le 10 décembre 1889, il est présenté de nouveau, et le 15 janvier 1891, la commission de la Chambre déposait son rapport. La fin de la législature obligea le gouvernement à déposer le projet une troisième fois sur le bureau de la Chambre, le 20 février 1894. On se trouve donc, à l'heure actuelle, en présence de deux textes : le texte du Sénat que s'est approprié le gouvernement, et celui que propose la commission de la Chambre des députés. Tous les deux ont fixé les conditions dans lesquelles peut s'opérer la saisie des lettres à la poste. On a, de part et d'autre, limité le droit de saisie aux lettres et télégrammes émanant de l'inculpé ou à lui adressés. Mais, d'après le texte de la commission de la Chambre, le juge d'instruction ne peut pratiquer ou faire pratiquer la saisie que s'il y a mandat décerné (article 58). Aux termes de l'article 59, presque identique à l'article 59 du projet du Sénat, le juge d'instruction prend seul connaissance des lettres ou télégrammes saisis, dès que le scellé lui est remis. — Il maintient la saisie de ceux qui sont utiles à la manifestation de la vérité, et il fait remettre les autres à l'inculpé ou aux destinataires. — Les télégrammes et les lettres dont la saisie est maintenue sont communiqués, dans le plus bref délai, en original ou en copie, en tout ou en partie, à l'inculpé ou aux destinataires, à moins que cette communication ne soit de nature à nuire à l'instruction. »

120. — En voulant consacrer explicitement le système

qui borne la saisie aux lettres adressées au prévenu ou envoyées par lui, le législateur reconnaît qu'il ne ressort pas, comme certains le soutiennent, des dispositions de la loi actuelle.

En effet, la théorie qui nous paraît devoir être admise sous l'empire du Code d'instruction criminelle est celle qui consiste à ne pas restreindre le droit de saisie du juge. Elle lui accorde un pouvoir absolu sur toutes les correspondances qui, dans sa pensée, se réfèrent au délit dont il recherche et rassemble les preuves. Ce troisième système est le seul qui se trouve en harmonie avec les textes de notre droit criminel régissant les attributions du juge d'instruction (1).

L'article 87 lui ordonne de faire, dans le domicile du prévenu, la perquisition de tous les effets et papiers qu'il jugera utiles à la manifestation de la vérité. Il ne pose aucune limitation. Le magistrat suppose qu'une lettre est de nature à lui fournir des indications à ce sujet, sérieuses ou insignifiantes, peu importe, il la saisit, et personne ne lui demandera compte de son acte. La loi s'en rapporte à sa prudence sur le choix des objets qu'il convient de saisir comme pièces à conviction, en vertu de l'article 87.

Voici maintenant la disposition suivante, l'article 88, qui autorise le juge à pratiquer, dans d'autres lieux que le domicile du prévenu, la saisie *des objets dont il est parlé dans l'article précédent*, par conséquent, de ceux qu'il croit utiles

(1) V. Legris, p. 62. — Tissier, p. 21 et 22. — Rousseau, n° 257. — Duverger, Manuel du juge d'instruction, t. I, p. 433. — De Dalmas, Des frais de justice criminelle, supp. p. 413-417.

à la manifestation de la vérité. Or, à quelles conditions cette saisie dans d'autres lieux que le domicile du prévenu est-elle possible? Il faut une présomption que les objets y ont été cachés. Mais la loi ne détermine pas les circonstances qui feront naître cette présomption. Là encore, elle s'en rapporte au juge. On semble dire qu'une telle présomption ne peut s'appliquer qu'aux lettres adressées au prévenu ou émanant de lui. Cependant, si le juge présume que d'autres correspondances, échangées entre personnes étrangères jusque là à la prévention, pouvant être relatives à l'affaire, sont cachées à la poste, pourquoi limiter ses recherches? A notre sens, le mot *cachées* n'implique pas l'idée d'un recel délictueux. On doit d'autant moins lui attribuer une semblable signification qu'il peut y avoir parmi les correspondances se trouvant à la poste des lettres favorables à l'inculpé qu'on n'aura vraisemblablement pas cherché à soustraire aux regards de la justice ; de celles-là, il serait inexact de dire qu'elle y ont été cachées, dans le sens où on l'entend, et pourtant elles sont utiles à la manifestation de la vérité, donc soumises à la saisie. En réalité, dans l'esprit de notre législation criminelle, le juge d'instruction est tout-puissant. Il doit instruire tant à charge qu'à décharge, autant pour convaincre un inculpé de son crime que pour découvrir son innocence ; afin qu'il parvienne à ce but, le législateur lui permet d'user de tous les moyens d'investigation, et cela est infiniment sage, car ce qui importe avant tout à la société, c'est qu'un coupable n'échappe pas au châtiment et qu'un innocent ne devienne pas une vic-

time. La mission du magistrat instructeur est là tout entière, et, en raison de son caractère élevé, on comprend que les lois n'aient pas cherché à entraver son accomplissement.

121.— Au surplus, nous sommes d'accord avec les auteurs, pour dire que le droit de perquisition et de saisie doit être exercé avec une extrême réserve, quelles que soient du reste les lettres saisies, émanant des prévenus ou de tiers, trouvées à la poste ou ailleurs. De plus, on ne doit accepter qu'avec une grande circonspection la preuve qu'on en tire. Il faut surtout se garder d'ajouter toujours foi aux accusations qui y sont portées contre des tiers, car elles peuvent donner lieu aux plus déplorables erreurs judiciaires, comme cela s'est produit, en 1812, à l'occasion du procès du général Mallet, et, en 1832, lors de la tentative des Vendéens sur le fort de Blaye (1).

Mais, à ce propos, une préoccupation vient à l'esprit. Une lettre ayant été saisie pour servir de pièce à conviction dans une affaire déterminée, le juge y trouvera parfois des indications susceptibles soit d'être utilisées dans une autre affaire, soit même de devenir le point de départ d'une poursuite.

Cette situation se distingue du cas où, parmi plusieurs correspondances mises sous scellé, les unes contiennent des renseignements utiles à l'instruction ouverte, et les autres, complètement étrangères à cette instruction, renferment cependant des révélations ou des incriminations contre

(1) Rousseau, no 257. — Cpr. Faustin Hélie, *Théorie du Code pénal*, III, n° 768. — Legris, p. 62. — Baudouin, p. 26. — Hanssens, p. 133.

d'autres personnes que les inculpés. Le magistrat ne doit alors, en droit strict, garder que les premières correspondances ; les secondes sont rendues à leurs destinataires respectifs ou remises en circulation. C'est ce que précise le projet de réforme du Code d'instruction criminelle (article 59), et, même aujourd'hui, on doit le décider ainsi, car la violation des lettres n'est permise que « pour convaincre un inculpé, jamais pour le rechercher et le découvrir ».

Différente est l'hypothèse où, dans une même lettre, se rencontrent à la fois des renseignements concernant le délit dont l'instruction se poursuit, intéressant l'affaire qui a motivé la saisie, et des indices se rapportant à un délit qui n'est pas compris dans l'instruction. Quelle est la ligne de conduite à suivre, en l'absence d'un texte qui tranche la difficulté ?

Quand la justice possède des documents qui sont arrivés entre ses mains à la suite de procédés légaux, il est difficile de ne pas lui reconnaître le droit d'y puiser tous les renseignements qui peuvent aider à la répression des délits.

Nous ferions toutefois des distinctions.

Si la lettre, saisie pour une affaire déterminée, renferme des passages dont on peut tirer parti dans une autre affaire faisant déjà l'objet d'une information, le juge d'instruction la transmettra au magistrat chargé de cette information, qui aurait incontestablement eu le pouvoir de la saisir de son côté.

Mais, s'il s'agissait de poursuivre quelqu'un, d'ouvrir une information, en appuyant la poursuite sur le contenu d'une lettre régulièrement parvenue entre les mains de la justice à

l'occasion d'une affaire en cours d'instruction, le juge pourrait-il communiquer dans ce but la lettre au ministère public pour qu'il prenne des réquisitions ?

La question ne se pose pas, lorsque la lettre a été jointe par le juge à la procédure, car elle dépouille son caractère de correspondance privée et doit être assimilée à tout autre document judiciaire.

Quand, au contraire, le magistrat instructeur, ne la considérant pas comme suffisamment importante pour être conservée, ne croit pas devoir la joindre à la procédure, il faut peut-être lui dénier la faculté de la transmettre au ministère public pour que celui-ci y recherche la preuve initiale de l'existence d'un délit et commence une poursuite, en se fondant sur les révélations qu'elle contient. La violation du secret des lettres cesserait alors d'être une mesure d'instruction pour devenir une mesure de police.

122. — Au cas de flagrant délit, le procureur de la République peut saisir les correspondances trouvées au domicile du prévenu, et celles-là seulement (article 35 C. Inst. crim.) (1). Il est tenu, en vertu de l'article 45, de les transmettre sans délai au juge d'instruction.

122 bis. — Dans le projet de réforme du Code d'instruction criminelle, l'article 177 du texte adopté par le Sénat, qui correspond à l'article 179 de la rédaction proposée par la

(1) M. Villey dans Sirey, 1885. 1.137. — M. Dalmbert dans Sirey, 1894. 2. 41.

commission de la Chambre, dispose que le procureur de la République « peut rechercher et saisir à la poste les lettres et interdire à l'administration des télégraphes de délivrer aux destinataires les télégrammes émanant de l'inculpé ou à lui adressés, mais sans prendre connaissance de ces lettres et télégrammes. »

L'article 181 reproduit l'article 45 du Code d'instruction criminelle actuellement en vigueur.

123. — Les magistrats qui font des perquisitions sont tenus d'accomplir certaines formalités prescrites par la loi. Ces formalités doivent être strictement observées, lorsqu'ils procèdent à la saisie de lettres missives. Elles sont identiques dans les cas de flagrant délit et dans les cas ordinaires.

Ainsi le juge dressera procès-verbal de toutes les opérations relatives à la saisie.

Le prévenu doit être présent (article 35) ; le cachet de la lettre ne sera brisé qu'en sa présence, et il lui sera donné lecture du contenu (1).

124. — Le juge d'instruction a, d'après la jurisprudence, le droit de déléguer un ou plusieurs juges de paix de son arrondissement pour opérer la saisie des lettres. En disant que, si les papiers sont en dehors de son arrondissement, il requerra le juge d'instruction du lieu où on peut les trouver de procéder à la perquisition, l'article 90 du Code d'instruction

(1) Faustin Hélie, *Théorie de l'Instruction criminelle*, t. IV, n^{os} 1821, 1822. — Hanssens, p. 123.

tion criminelle ne lui interdit pas la faculté de délégation dans les limites de l'arrondissement, que la loi lui accorde du reste dans un autre cas (article 83), et qu'elle reconnaît au procureur de la République pour le cas de flagrant délit. Le droit de délégation est indispensable pour assurer l'efficacité des mesures d'information et la marche rapide de la justice. Dans certains cas, la découverte de la vérité exige des perquisitions simultanées et sur divers points éloignés les uns des autres (1).

L'examen du contenu des correspondances sera fait par le juge lui-même, auquel ses auxiliaires les remettront après la saisie (2).

125. — Aux termes de l'Instruction générale sur les postes de 1868, les préposés des postes doivent déférer à tout réquisitoire ou assignation d'un procureur de la République, et à toute ordonnance d'un juge, agissant dans l'exercice de ses fonctions et réclamant la saisie d'une lettre dans un intérêt d'ordre public, par application des articles 8, 36, 87, 88, 89 et 90 du Code d'instruction criminelle. Il en est de même des réquisitoires délivrés directement et en leur nom, pour le même objet, par tous les autres officiers de police judiciaire agissant dans le cas de flagrant délit, en vertu des articles 35, 49 et 50 du même Code (article 699 de l'Instruction générale).

(1) Cass. 6 mars 1841, Bull. cr. n° 36. — Breton, p. 127. — Legris, p. 64, et les circulaires du garde des sceaux et les auteurs qu'il cite en note.

(2) Rousseau, n° 238. — Baudouin, p. 27. — Vanier, p. 103.

126. — Il arrive souvent qu'une correspondance, après avoir été ouverte, soit reconnue inutile à l'instruction. On la remet alors en circulation. Préalablement, elle doit être recachetée par le magistrat qui a ordonné la saisie et scellée au moyen de l'empreinte d'un timbre portant ces mots : *ouvert par autorité de justice*. Quand la correspondance saisie n'a pas été ouverte, les mots : *ouvert par autorité de justice* sont remplacés par ceux-ci : *saisi et retenu par autorité de justice*. L'objet saisi est en outre accompagné d'une déclaration énonçant qu'il y a lieu de le réintégrer dans le service (art. 703 de l'Instr. génér.).

127. — En 1853 eut lieu un débat célèbre devant le tribunal correctionnel de la Seine, la Cour de Paris et la Cour de cassation, sur le point de savoir si les droits reconnus au juge d'instruction pour la saisie des lettres dans les bureaux de poste appartenaient également au préfet de police à Paris et aux préfets des départements. La question n'est plus discutée que par la doctrine, car la jurisprudence est définitivement fixée dans le sens de l'affirmative, depuis l'arrêt rendu par la Cour de cassation, toutes chambres réunies, le 21 novembre 1853 (1).

Le principal argument des partisans de l'opinion contraire est tiré des travaux préparatoires du Code d'instruction criminelle et des discussions qui eurent lieu au Conseil d'État.

(1) S. 1853. I. 774. — Cass, 16 août 1862, S. 1863. I. 221. — Cass. 19 janvier 1866, Bull. cr. n° 22. — V. aussi Cass. 12 mai 1887, Bull. cr. n° 80.

L'article 10 du Code d'instruction criminelle, en donnant aux préfets le droit « de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir, conformément à l'article 8, » n'a pas eu pour but, dit-on, de leur conférer des pouvoirs plus larges que ceux des autres officiers auxiliaires de police judiciaire. Si on a fait une disposition spéciale les concernant, c'est pour qu'ils ne soient pas considérés, avec les derniers, énumérés dans l'article 9, comme étant sous l'autorité des cours d'appel. Treillard même, le principal rédacteur du Code, aurait laissé entendre que le préfet n'aurait pas un pouvoir plus étendu que les maires et les juges de paix (1).

Les travaux préparatoires fournissent en effet, souvent, des indications capables de jeter un grand jour sur la signification douteuse de la loi. Mais c'est aussi un axiome juridique que ces indications ne sauraient l'emporter sur la disposition d'un texte formel, ce texte eût-il trahi la pensée du législateur.

Or, quels sont les pouvoirs conférés aux préfets des départements et au préfet de police à Paris par le Code d'instruction criminelle ?

L'article 10 dit littéralement : « Les préfets des départements et le préfet de police à Paris, pourront faire personnellement, ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous les actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraven-

(1) V. Batbie, *Traité de droit public et administratif*, t. II, p. 397. — Glasson, *Éléments de droit français*, t. II, p. 339.

tions et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir, conformément à l'article 8 ci-dessus. » Et l'article 8 dispose que « la police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. » L'article 9 énumère ensuite les divers officiers de police judiciaire, gardes-champêtres et forestiers, commissaires de police, maires et adjoints, procureurs de la République, juges de paix, officiers de gendarmerie et juges d'instruction.

Puis, dans un chapitre spécial consacré à chacun d'eux, la loi leur confère les attributions distinctes que l'on connaît et qui sont strictement déterminées. Chacun exerce une partie différente des pouvoirs qui sont englobés dans la police judiciaire. Mais, quant aux préfets et au préfet de police, la loi ne limite pas leur autorité, elle s'est bornée à dire qu'ils exercent la police judiciaire ; elle ne leur assigne pas, comme elle l'a fait pour les autres officiers, telle ou telle fonction particulière. Il faut en conclure qu'ils restent dans la légalité en s'attribuant tous les pouvoirs qui sont compris dans l'article 8 et peuvent, par suite, rassembler les preuves des infractions, ce qui comprend les perquisitions et les saisies de lettres, même dans les bureaux de postes. Très probablement, dans l'esprit des rédacteurs du Code, le préfet ne devait pas avoir cette omnipotence. Il est probable aussi qu'on ne voulait lui permettre d'agir qu'au cas de flagrant délit. Mais de quel poids sont ces considérations, en présence des textes formels du Code ? La loi est mal faite, c'est possible,

car elle met entre les mains des préfets, fonctionnaires de l'ordre administratif, un pouvoir qui, à certains moments, peut présenter les plus graves dangers ; mais il faut la laisser exécuter en attendant qu'on la change (1).

On a soutenu aussi que reconnaître aux préfets des droits illimités, relativement à la constatation des infractions, c'était nier la séparation qui doit exister entre la police judiciaire et l'instruction. Dans son arrêt du 21 novembre 1853, la Cour de cassation a établi très nettement que cette séparation n'était pas faite par le Code et que d'ailleurs elle ne se comprendrait pas : « il n'est pas possible, dit-elle, de concevoir que la police judiciaire s'exerce sans instruction, de même qu'il n'est pas possible de concevoir que tout fonctionnaire ou magistrat qui prend part à l'instruction ne soit pas officier de police judiciaire ; c'est ce qui est démontré : 1° par la définition de la police judiciaire que donne l'article 8 ; 2° par l'article 9, qui classe les juges d'instruction parmi les officiers de police judiciaire ; 3° par la division du livre 1^{er}, qui place le chapitre *De l'Instruction* sous la rubrique : *De la police judiciaire* » (2).

(1) Tissier, p. 23 et suiv. — Baudouin, p. 27. — Legris p. 65 et s. — Breton, p. 129 et s. — Blanche, t. III, n° 475. — Locré, Législation civile, comm. et crim., t. XXV, p. 202 et s. — Vivien, Études administratives, t. XI, p. 191. — Carnot, Inst. crim., sur l'art. 10, n° 8. — Le Graverend, Législation crim., t. I, p. 466. — Mangin, Traité des procès-verbaux, nos 62 et s. — Duverger, Manuel du juge d'instruction. — Cpr. Hanssens, p. 120. — *Contrà* Faustin Hélie, Traité de l'Instr. crim., t. III, nos 1202 à 1215. — M. Reverchon, le Droit des 11 et 12 janv. 1861. — Vanier, p. 104. — Berryer, Œuvres, Plaidoyers, t. II, p. 230 et s. Berryer plaidait pour l'un des inculpés dans l'affaire des correspondances étrangères qui se termina par l'arrêt du 21 novembre 1853.

(2) En ce sens, Tissier, p. 23. — Breton, p. 129 et s. — *Contrà*

128. — Le préfet, agissant en vertu de l'article 10 du Code d'instruction criminelle, doit remplir toutes les formalités requises par ce Code pour la validité des opérations auxquelles il procède. Il doit rédiger un procès-verbal et transmettre ensuite les pièces saisies à l'autorité judiciaire, chargée seule de se prononcer sur le point de savoir s'il y a lieu de renvoyer devant les tribunaux (1).

Quand l'information a été commencée par l'autorité judiciaire, l'article 10 est sans application ; les saisies et perquisitions sont opérées en vertu de mandats délivrés par les magistrats (2).

129. — Si le préfet ne requiert pas un officier de police judiciaire d'agir à sa place, il doit faire les perquisitions et saisies *personnellement*, c'est-à-dire par lui-même ou par les agents que l'administration place immédiatement sous ses ordres (3). Il ne pourrait déléguer son pouvoir à un agent des postes.

Il fera parvenir un réquisitoire direct et signé de lui au directeur des postes, qui ne doit pas lui-même prendre l'initiative des démarches relativement à la saisie, et se borne à mettre les lettres à la disposition du préfet ou de l'officier de police judiciaire qu'il délègue. Des réquisitoires permanents peuvent être délivrés pour la saisie des imprimés : un ré-

M. Reverchon et Faustin Hélie, qui discute longuement et minutieusement cette thèse.

(1) Trib. civ. Chambéry, 24 décemb. 1888, Gaz. Pal. 89. 1. 76.

(2) Circulaire du garde des Sceaux du 26 mars 1854.

(3) Cass. 21 novemb. 1853, précité. — Note du Dalloz, 1867. 1. 505.

quisitoire spécial est nécessaire pour chaque saisie de lettres. Le même réquisitoire est valable pour autoriser la saisie non seulement des lettres déjà parvenues, mais encore de toutes celles à la même adresse qui parviendraient postérieurement à la signification (1).

129 *bis*. — L'article 10 du projet de loi sur l'instruction criminelle adopté par le Sénat place le préfet de police au nombre des officiers de police judiciaire, disant qu'il peut faire tous les actes attribués aux divers officiers de police judiciaire par le titre premier et le chapitre premier du titre III du projet, en se conformant aux règles et aux formes qui y sont prescrites. « Il peut requérir les officiers de police judiciaire, autres que le procureur de la République et ses substituts et le juge d'instruction, de faire tous les actes de police judiciaire qui sont dans les attributions de chacun d'eux. » Dans le projet du Sénat, les préfets des départements disparaissent de la liste des officiers de police judiciaire.

Quant au projet de la commission de la Chambre des députés, il supprime radicalement l'article 10, rayant ainsi complètement de cette liste préfets et préfet de police.

130. — Les autorités militaires désignées dans l'article 85 du Code de justice militaire pour l'armée de terre, et dans l'article 115 du Code de justice militaire pour l'armée de

(1) Circulaire du ministre de l'Intérieur, adressée aux préfets le 21 février 1854. — Articles 700 et 701 de l'Instruction générale de 1868.

mer, ont aussi le droit d'opérer dans les bureaux des saisies de lettres et de journaux (1).

131. — Les consuls de France à l'étranger n'ont pas tous indistinctement le droit de pratiquer des saisies de lettres entre les mains des agents de l'administration. Il faut distinguer entre ceux qui sont établis dans les échelles du Levant et de Barbarie, auxquels la loi du 28 mai 1836 donne une juridiction criminelle très étendue, ou en Chine, au Siam, au Japon et près de l'Iman de Mascate pour lesquels il existe des traités spéciaux, et ceux qui sont établis en pays chrétien, dont les attributions sont très restreintes, les magistrats du pays étant chargés de rendre la justice sur le territoire (2).

132. — Aux termes d'une circulaire ministérielle du 25 février 1856, les droits du pouvoir judiciaire pour la recherche des preuves en matière répressive s'étendent sur les dépêches télégraphiques (3).

Législation étrangère. — 133. — La saisie des lettres au cas de poursuites est autorisée et réglementée dans plusieurs législations étrangères.

En Russie, d'après une décision du conseil de l'Empire approuvée par l'empereur le 30 octobre 1878, on ne peut saisir

(1) Art. 700 de l'Instruct. générale.

(2) V. deux lettres, écrites l'une par M. Dufaure, garde des sceaux, au ministre des Finances, le 6 novemb. 1875 ; l'autre par M. le duc Decazes, ministre des Affaires étrangères, le 12 octobre 1875. — Legris, p. 74.

(3) Cpr. Muteau, Du secret professionnel, 3^e partie, n^o 16.

que les lettres et les dépêches émanant du prévenu ou qui lui sont adressées. Il existe, pour cette saisie, différentes garanties. Le juge d'instruction ne peut la pratiquer qu'après avoir obtenu l'autorisation du *tribunal de cercle* (1).

C'est une théorie analogue que consacre le Code de procédure pénale allemand du 1^{er} février 1877. Les articles 99 à 101 permettent la saisie des lettres adressées à l'inculpé ou de celles qui, à raison de circonstances spéciales, sont présumées émaner de lui ou lui être destinées, et dont on soupçonne que le contenu peut avoir de l'importance au point de vue de l'instruction. La saisie n'est opérée par le ministère public qu'en cas d'urgence, et lorsque l'information ne porte pas uniquement sur une contravention ; il lui est interdit d'ouvrir les lettres ; ce droit n'appartient qu'au juge.

Le Code d'instruction criminelle autrichien exige, pour que la saisie des lettres émanant du prévenu ou à lui adressées soit possible, que l'inculpé soit déjà détenu à raison d'un crime ou d'un délit, ou qu'il y ait eu mandat d'amener ou mandat d'arrêt décerné contre lui (articles 146 à 149).

D'après la loi du 6 avril 1870, la saisie et l'ouverture officielle des lettres ou des autres écrits cachetés ne peut, sauf le cas de visite domiciliaire et d'arrestation, avoir lieu qu'en vertu d'un ordre du juge, qui doit être, avec les motifs à l'appui, communiqué sans délai à la partie intéressée (article 2).

La saisie ou l'ouverture des lettres pratiquée contrairement

(1) Annuaire de législat. étrang., t. VIII, p. 653.

à ces prescriptions constitue une contravention punissable des arrêts pendant trois mois au maximum (1).

§ II. — *Ouverture de la correspondance des détenus*

134. — Dans un intérêt d'ordre public, la loi confère aux autorités un droit de contrôle sur les lettres qu'écrivent ou reçoivent les détenus, inculpés ou condamnés. Ce droit est consacré dans différents décrets et règlements par des circulaires ministérielles.

Le décret du 11 novembre 1885 sur les prisons départementales porte, dans son article 50, que « la correspondance à l'arrivée et au départ sera lue et visée par le directeur ou le gardien chef, à l'exception des lettres que les détenus adressent à l'autorité administrative ou à l'autorité judiciaire, aux avocats ou avoués chargés de leur défense. Les lettres écrites ou reçues par les prévenus ou les accusés seront en outre communiquées, selon les cas, au Procureur de la République, au juge d'instruction ou au président des assises. »

Cette dernière partie vise l'article 35 du Code d'instruction criminelle et l'article 613, § 2, aux termes duquel le juge d'instruction et le président des assises peuvent donner respectivement tous les ordres qui devront être exécutés dans

(1) Annuaire de législat. étrang., t. I, p. 279.

les maisons d'arrêt et de justice, et qu'ils croiront nécessaires soit pour l'instruction, soit pour le jugement.

L'exception écrite dans l'article 50 du décret du 11 novembre 1885 concernant les lettres envoyées par les prévenus aux avocats ou celles qu'ils en reçoivent avait déjà été reconnue par une circulaire du ministre de l'Intérieur, en date du 12 novembre 1879. Cette circulaire lancée dans le but de lever les scrupules de certains directeurs d'établissement, qui avaient hésité à permettre ces communications confidentielles entre l'avocat et son client, explique que la règle s'applique aussi aux lettres échangées entre les détenus et les avocats à la Cour de cassation, toutes les fois qu'un condamné aura à former ou à soutenir un pourvoi ou bien à y défendre.

Le règlement général du service intérieur des établissements pénitentiaires coloniaux du 10 mai 1855 et les décrets disciplinaires des 8 juin 1880 et 4 septembre 1891 soumettent à la surveillance des directeurs de ces établissements la correspondance des condamnés aux travaux forcés.

L'article 16 de ce dernier décret dispose que les condamnés punis de cellule ne peuvent écrire, si ce n'est au directeur de l'administration pénitentiaire, au gouverneur ou aux ministres. L'article 17 contient une disposition analogue pour les condamnés punis de cachot.

Enfin, d'après l'article 28; « les lettres adressées sous plis fermés par les transportés soit au directeur de l'administration pénitentiaire, soit au gouverneur de la colonie, soit au ministre des Colonies et au ministre de la Justice et remises

aux fonctionnaires et agents des services de la transportation sont, par leurs soins, transmises sans retard à destination. »

Il en est de même de celles des relégués, auxquels l'article 40 du décret du 26 novembre 1885 accorde la faculté d'adresser leurs demandes et réclamations par plis fermés, soit aux autorités administratives ou judiciaires de la colonie où ils sont internés, soit au ministre de la Marine ou à ceux des Colonies et de la Justice.

135. — La correspondance des détenus militaires est ouverte par les autorités militaires. — Un règlement ministériel du 23 juillet 1856 sur les pénitenciers militaires et les ateliers de travaux publics prescrit au commandant de prendre connaissance de toutes les lettres qui parviennent aux détenus ou qui sont écrites par eux.

L'article 75 du règlement du 20 juin 1863 sur les prisons militaires dispose que : « Les détenus ne peuvent correspondre qu'avec les autorités, leurs proches parents, tuteurs et autres personnes pouvant avoir avec eux des rapports d'intérêt. Ils ne doivent parler dans leur correspondance que de leurs affaires de famille, de leurs intérêts privés, et s'abstenir de tout objet étranger à leur position. — Leurs lettres sont déposées ouvertes dans une boîte. — L'agent principal en prend connaissance, ainsi que de celles venues du dehors. Il rend compte succinctement au commandant de leur contenu.

La correspondance des prévenus est communiquée, s'il y a lieu, au commissaire du gouvernement. — La lecture des lettres des officiers punis disciplinairement ne doit avoir lieu

qu'autant qu'elle est prescrite par le commandant de la place. »

Il n'est fait aucune exception pour les lettres d'avocats ; elles sont décachetées et lues comme les autres.

136. — Citons, pour en finir, un décret du 5 avril 1873 sur les prisons maritimes, qui donne au commissaire des prisons la faculté d'ouvrir les lettres des détenus, sauf celles qui sont adressées à l'autorité supérieure.

§ III. — *Ouverture des lettres mises au rebut*

137. — Sont compris dans les rebuts journaliers :

1° Les lettres et paquets dont l'expédition ou la distribution n'a pu s'opérer faute d'adresse ou faute d'adresse lisible et complète ;

2° Les lettres adressées sous un nom supposé ;

3° Les lettres portant une suscription injurieuse ou des menaces (art. 729 de l'Instruction générale de 1868).

Or, les lettres comprises dans les rebuts journaliers sont toutes envoyées à Paris et ouvertes immédiatement après leur arrivée (art. 746).

Cette exception à l'inviolabilité est toute dans l'intérêt des correspondants. Car les deux premières catégories de correspondances sont renvoyées au destinataire, si l'ouverture

a fait connaître sa véritable adresse, sinon elles sont renvoyées à leurs auteurs.

Quant aux lettres dont la suscription est injurieuse, elles sont toujours renvoyées à leur auteur si on le connaît, avec indication du motif de la non-distribution.

§ IV. — *Ouverture des lettres du failli par les syndics*

138. — L'art. 471 § 3 du Code de commerce est ainsi conçu : « Les lettres adressées au failli seront remises aux syndics, qui les ouvriront : il pourra, s'il est présent, assister à leur ouverture. »

Cette disposition, dont la gravité saute aux yeux, a été édictée en faveur des créanciers, qui ont intérêt à connaître la correspondance du failli. Mais, comme la correspondance commerciale seule est susceptible de leur fournir des indications sur la situation commerciale de leur débiteur, on décide avec raison que les syndics ne doivent pas garder les lettres particulières du failli. Ils les ouvriront toutes, car ils ne peuvent s'en rapporter au failli sur le point de savoir si elles ont ou non rapport à ses affaires ; mais quand ils auront constaté qu'elles ne seraient d'aucune utilité pour la faillite, ils s'empresseront de les lui remettre. Cette interprétation est confirmée par les paroles prononcées à la séance de la Chambre des députés du 18 février 1835. M. Lavielle ayant dit : « Je

demande qu'il soit reconnu que le failli a le droit de réclamer les lettres étrangères à son commerce, » M. Renouard a répondu, au nom de la commission : « C'est entendu » (1).

Dans tous les cas, le failli, aux termes mêmes de l'article 471 du Code de commerce, aura la faculté d'assister à l'ouverture ; mais il n'est pas nécessaire qu'il soit mis en mesure d'y assister ; c'est à lui à se trouver là au moment où elle se fera (2). Quant aux lettres adressées à sa femme ou à ses enfants, est-il nécessaire de dire que les syndics ne peuvent y toucher ? Il faut avouer que, souvent, le failli fera envoyer à sa femme et pourra ainsi soustraire au contrôle des syndics une correspondance qui, en réalité, lui était destinée. Il est néanmoins impossible d'étendre hors de ses termes la disposition exceptionnelle de l'article 471 (3).

139. — Les syndics ont le droit de se faire remettre aussi bien les lettres adressées au domicile privé que celles qui sont adressées au domicile commercial du failli. Dans le cas de faillite d'une société, ce droit s'exercera sur la correspondance de chaque associé, adressée soit au siège social, soit au domicile particulier de chacun (4).

140. — L'administration des postes exige certaines justi-

(1) Bravard-Veyrières et Demangeat, *Traité de droit commercial*, t. V, p. 314. — Renouard, *Traité des faillites et banqueroules*, t. I, p. 481 (3^e édit.). — Rousseau, n° 253. — Tissier, p. 37.

(2) Renouard, t. I, p. 481. — Vanier, p. 110. — Dalloz, *Code de commerce* annoté, art. 471, nos 8, 9 et 10.

(3) Rousseau, n° 253. — Tissier, p. 37. — Cpr. Hanssens, p. 146.

(4) Frault, *Manuel postal*, n° 118.

fications des syndics, qui réclament la remise des lettres d'un failli.

D'après l'art. 696 de l'Instruction générale sur les postes de 1868, cette remise a lieu : soit sur la signification des jugements qui nomment les syndics ou sur la production d'un extrait en forme de ces actes ; soit sur la production d'un certificat sur timbre délivré par le greffier du tribunal de commerce visé par le juge-commissaire, légalisé par le président et constatant la date du jugement déclaratif de la faillite et la désignation des syndics provisoires ou définitifs.

Tant qu'elle n'a pas été avisée officiellement de la déclaration de faillite par l'accomplissement de ces formalités, l'administration continue et doit continuer à faire remettre la correspondance du failli à son domicile. Si elle n'y est pas reçue, il y a lieu de la renvoyer aux rebuts journaliers, sans qu'il soit fait mention sur l'enveloppe de l'existence de l'état de faillite (1).

La remise aux syndics continue alors même qu'il a été formé opposition, appel ou recours en cassation contre le jugement déclaratif de faillite de la part du failli ou de toute autre partie intéressée art. 696 Inst. gén.). Elle cesse seulement par la signification d'un extrait du jugement qui annule la déclaration de faillite, qui homologue un concordat ou qui dissout l'union des créanciers du failli. Cette signification peut être remplacée par la production d'un certificat sur timbre délivré par le greffier du tribunal de commerce,

(1) Frault, Manuel postal, n° 148.

visé par le juge-commissaire, légalisé par le président et constatant l'existence ainsi que la date de ce jugement (art. 696 Inst. génér.).

441. — La disposition de l'article 471 est impérative. Les syndics ne peuvent refuser de recevoir les lettres du failli, et, malgré ce refus, l'administration des postes continuerait à les leur faire remettre (1).

442. — L'article 471 est-il applicable en cas de clôture de la faillite pour insuffisance d'actif et en cas de liquidation judiciaire ?

La première hypothèse ne fait pas difficulté : l'état de faillite subsiste, même après une clôture pour insuffisance d'actif, et les syndics ne sont pas relevés de leurs fonctions. La clôture ne s'applique pas à la faillite, mais à ses opérations. Les syndics conservent donc le droit, dont ils useront rarement, en raison du nombre énorme de faillites clôturées de cette façon, d'ouvrir les lettres du failli (2).

Il n'en est plus de même lorsqu'un débiteur a été admis au bénéfice de la liquidation judiciaire, en vertu de la loi du 4 mars 1889. Le liquidé judiciaire n'est pas un failli, et si l'article 24 de la loi décide que les dispositions du Code de commerce qui ne sont pas modifiées par elle continuent à recevoir leur application en cas de liquidation judiciaire comme en cas de faillite, ce n'est qu'autant qu'elles sont compatibles

(1) Frault, Manuel postal, n° 118.

(2) Journal des faillites, 1882, p. 625. — Legris, t. 101.

avec la situation spéciale faite au liquidé. Or, la disposition de l'article 471 n'est qu'une conséquence du dessaisissement du failli, dont tous les droits sont exercés par les syndics. Le liquidé n'est pas dessaisi, il conserve l'administration de ses biens et l'exercice de tous ses droits, sauf la nécessité d'obtenir, pour certains actes, l'assistance des liquidateurs, l'autorisation du juge commissaire ou l'avis de contrôleurs désignés par les créanciers. Il est donc impossible d'étendre au débiteur admis à la liquidation judiciaire une déchéance résultant d'un état de fait spécial à la faillite et qui a un caractère aussi exceptionnel que celle de l'article 471 (1).

143. — Le syndic est tenu de restituer ses lettres au failli, le jour où cessent ses fonctions ; il ne peut les détruire après en avoir pris connaissance (2). Il doit s'abstenir de divulguer le contenu des lettres étrangères au commerce du failli, qui ont dû passer sous ses yeux ; une indiscretion de sa part le rendrait passible des peines édictées par l'article 378 contre ceux qui révèlent les secrets dont ils se trouvent dépositaires par état ou profession (3).

144. — L'article 471 du Code de commerce doit s'appliquer aux télégrammes. Ce sont des lettres, au sens large du mot, et les commerçants sont obligés de les transcrire sur leur livre des copies de lettres, en exécution de l'article 8.

(1) Journal des faillites, 1889, p. 215. — Legris, p. 402.

(2) Dalloz, Code de com. annoté, n° 14.

(3) V. Hanssens, p. 149.

Un jugement de tribunal a même décidé que les syndics sont fondés à se faire remettre, en la présence du failli ou lui dûment appelé, copie des dépêches commerciales reçues et expédiées par lui ou pour lui antérieurement à l'époque de sa mise en faillite (1).

§ V. — *Ouverture par les directeurs des établissements d'aliénés de la correspondance de leurs pensionnaires*

145. — Les personnes placées dans un établissement d'aliénés, en vertu de la loi du 30 juin 1838, n'étant pas dans un état de dépendance légale vis-à-vis des directeurs de ces établissements, on peut se demander à quel titre ceux-ci lisent les lettres écrites par les malheureux atteints d'aliénation mentale ou celles qui leur sont envoyées et possèdent le droit de retenir momentanément les unes et les autres ?

Au point de vue juridique, cette nouvelle exception n'a pas une base très solide. On la justifie par un argument *a contrario* tiré de l'article 29 de la loi du 30 juin 1838 qui défend aux chefs d'établissements de supprimer ou retenir aucunes requêtes, aucunes réclamations adressées, soit à l'autorité judiciaire, soit à l'autorité administrative. Si l'on interdit aux directeurs de retenir ces correspondances, c'est

(1) Trib. civ. de Morlaix, 26 juillet 1859, rapporté dans Rousseau, n° 385. V. n° 384. — Cpr. Hanssens, p. 148.

donc qu'en règle générale, ils ont le pouvoir de retenir les autres. L'argumentation serait, il faut en convenir, assez faible, si elle ne trouvait un point d'appui dans la discussion qui a précédé le vote de la loi de 1838 à la chambre des pairs, et surtout dans le rapport du marquis de Barthélemy. D'après le rapporteur, les établissements devaient être et sont aujourd'hui effectivement soumis à l'inspection de l'autorité publique (art. 4 de la loi), pour que le citoyen victime d'une détention illégale puisse réclamer, « car, pour lui, dit M. de Barthélemy, toute réclamation serait inutile, puisque les lettres sont soumises à l'inspection de ses gardiens » (1).

Ces derniers mots nous indiquent qu'on considérerait ce droit de contrôle comme étant incontestable et d'une nécessité si évidente qu'il était superflu de l'inscrire dans la loi. L'aliéné est un malade qu'il faut soigner, et, pour le guérir, il est indispensable d'étudier les phases de la maladie, d'en suivre pas à pas la marche croissante ou décroissante.

Le directeur, dont c'est la mission, doit connaître toutes les manifestations de ce cerveau déséquilibré, manifestations qui lui permettront de déterminer le genre de folie de son pensionnaire. C'est une obligation pour lui de noter scrupuleusement les symptômes de la maladie, comme c'en est une pour le chirurgien d'examiner avec une attention constante la blessure qu'il est chargé de panser. Les lettres écrites par un fou sont, sous ce rapport, très précieuses pour celui qui

(1) Hanssens, p. 261.

dirige le traitement, car elles traduisent d'une manière fidèle l'état de l'intelligence de leur auteur.

Et, quant aux lettres adressées à l'aliéné, le directeur doit les lire et les empêcher de parvenir jusqu'à lui, s'il le croit utile, car elles pourraient aggraver le trouble de son cerveau, porter dans son esprit la surexcitation, provoquer chez lui l'émotion ou la colère et anéantir ainsi tous les résultats bien-faisants des soins qui lui ont été prodigués (1).

146. — Le directeur agit donc uniquement dans l'intérêt de l'aliéné, et cet intérêt même donne la mesure de ses droits.

Il ne doit pas garder indéfiniment les correspondances qu'il a interceptées. Si la personne placée dans l'établissement est interdite, il les remettra à son tuteur ; si on lui a nommé un curateur, c'est au curateur qu'il les confiera, sinon il en restera détenteur ; mais une fois son pensionnaire rendu au libre exercice de ses droits et sorti de l'établissement, le directeur est obligé de les lui remettre, quand il les réclamera (2). Il est comme un dépositaire tenu de rendre à première réquisition. Néanmoins, il agira quelquefois avec humanité, en essayant de persuader à son ancien malade qu'il ne possède aucune lettre de lui, car il sera bien triste et fort pénible pour le malade revenu à la raison d'avoir devant les yeux la preuve

(1) Legris, p. 159, — Baudouin, p. 30. — M. Labbé dans Sirey, 1876. 4. 97. — Haussens, p. 263.

(2) Legris, p. 162. — M. Labbé. — Chauvet, *Le secret et la propriété de la correspondance*, thèse, Grenoble, 1894, p. 91. — Haussens, p. 265.

douloureuse des troubles qui avaient altéré ses facultés intellectuelles.

C'est aussi par une raison d'humanité que le directeur ne doit pas envoyer, après les avoir lues, les lettres écrites par l'aliéné, aux destinataires. Quelle nécessité y a-t-il de faire connaître au dehors sa lamentable situation ? En répandant la nouvelle de la folie, on risque de lui rendre difficile sa rentrée dans la société, même après une guérison certaine. Le droit attribué au directeur de conserver pendant un certain temps les lettres écrites par son pensionnaire se justifie encore autrement : il doit suivre les progrès de la folie ou ceux de la guérison : dès lors, ne peut-il pas raisonnablement soutenir qu'il lui est indispensable de comparer entre elles les lettres écrites à différentes époques, pour y saisir les manifestations successives du cerveau qu'il soigne ?

En résumé, un directeur d'établissement peut arrêter, sans commettre un abus, les correspondances émanées d'un individu placé dans son établissement, les conserver jusqu'à sa sortie, à l'exception des requêtes et réclamations adressées à l'autorité judiciaire ou administrative. Quant à celles qu'on lui envoie, il a simplement le droit d'empêcher qu'elles ne lui soient remises, mais lui-même est tenu de s'en dessaisir entre les mains du représentant de l'incapable, s'il lui en a été nommé un. En l'absence d'un représentant légal, il attendra que son pensionnaire ait quitté l'établissement pour lui restituer les unes et les autres, ou les remettre au directeur de la nouvelle maison dans laquelle il entrerait. En cas de décès, les lettres seront données aux héritiers, car elles n'ont

pas cessé d'être la propriété de l'aliéné. Jamais le directeur ne doit les supprimer.

147. — La Cour de cassation nous semble avoir méconnu les principes précédents, lorsqu'elle a décidé que le directeur d'une maison de santé était recevable à se servir en justice, pour se disculper du reproche de séquestration arbitraire, des lettres écrites par une personne de son établissement qu'il avait gardées par devers lui, au lieu de les rendre à leur propriétaire à sa sortie (1).

Il n'y a pas à faire intervenir le secret des lettres confidentielles. Qu'elle ait ou non ce caractère, la correspondance est demeurée la propriété de son auteur et le directeur est dans l'impossibilité de justifier d'une possession légitime, puisqu'il aurait dû la restituer à son ancien pensionnaire. Si ce directeur était destinataire des lettres, il pourrait, au moment de les produire, en contester le caractère intrinsèque, et, s'il démontrait qu'elles ne sont pas confidentielles, faire autoriser la production. A notre avis, contraire en cela à celui de la Cour de cassation, il ne faudrait pas d'ailleurs hésiter à les regarder comme telles; les manifestations de la folie ne doivent pas être étalées au grand jour et personne ne niera que ce serait très souvent porter à l'aliéné un coup terrible que d'autoriser la divulgation d'écrits qui accusent sa démence. Mais le directeur n'est pas un destinataire, il est dépositaire de lettres, dans l'intérêt de la personne qui les a écrites. Or, un dépositaire ne

(1) Cass. 27 décembre 1875, S. 1876. 1. 97.

peut se servir contre le déposant des documents qui sont déposés entre ses mains. « Et surtout, dit M. Labbé, le dépositaire qui garde indûment après le moment venu de la restitution, peut-il, dans un intérêt quelconque, se servir de documents qu'il ne devrait plus avoir à sa disposition ? C'est ainsi, suivant nous, que la question doit être posée » 1. La production n'est donc pas licite, d'autant que le directeur accusé de séquestration arbitraire n'a qu'à prouver, pour se mettre à l'abri, qu'il a accompli toutes les formalités de la loi du 30 juin 1838 2. Il ne serait du reste pas interdit au médecin de transcrire, dans ses certificats, dans les bulletins de santé du malade, des passages de lettres, de même qu'il peut recueillir des paroles et « argumenter de tous les symptômes qui se montrent à lui pour appuyer ses conclusions. Mais de là, il y a une grande distance à une publication totale de la correspondance faite après coup sous l'irritation d'un procès » (3).

Législation anglaise. — 148. — En Angleterre, les lettres écrites par un aliéné sont remises à leur adresse, toujours, lorsqu'elles sont adressées aux commissions d'administration des hôpitaux *committees*, ou aux *commissioners in lunacy*, ou au tuteur (*committee to lunatic*) ou aux *visitors*; les autres sont également remises aux destinataires, à moins d'opposi-

(1) S. 1876.1.97. — Cpr. les conclusions de M. l'avocat général Reverchon, à l'opinion duquel la cour de Cassation ne s'est pas rangée dans son arrêt du 27 décembre 1875. — Tissier, p. 135. — Hanssens, p. 268. *Contra* Stoffel, Des lettres missives, thèse. Nancy, 1886, p. 272.

(2) M. Labbé. — Legris, p. 163.

(3) M. Labbé.

tion du directeur, auquel cas l'opposition est mentionnée et signée sur la lettre, qui est remise alors aux *commissionners*, aux *visitors* ou aux *committees*, à leur première visite, à peine d'une amende contre le directeur (1).

C'est la seule législation qui, à notre connaissance, ait réglementé les pouvoirs des directeurs d'établissements sur la correspondance de leurs pensionnaires.

§ VI. — *Droits qui dérivent de la puissance paternelle
ou de la tutelle*

449. — La puissance paternelle donne à celui qui l'exerce un pouvoir extrêmement fort sur la personne de celui qui la supporte. Tous les actes de l'enfant sont soumis à l'approbation et au contrôle du père de famille. Le mineur est sous son autorité jusqu'à sa majorité ou à son émancipation (art. 372 C. civ.), c'est-à-dire qu'il ne doit rien faire sans son assentiment. Cette autorité est établie dans un but de protection, pour le plus grand bien de l'enfant qui, sans elle, serait incapable de se diriger lui-même dans l'existence et d'éviter les dangers que l'expérience seule peut prévoir et conjurer.

En surveillant la correspondance des enfants, le père de famille n'abuse pas de ses droits, il accomplit le devoir

(1) M. le conseiller Bertrand, Bulletin de la société de législation comparée, 1870, p. 29.

d'éducation qui lui est confié par la loi. Cette surveillance ressemble, par certains côtés, à celle que nous avons attribuée aux directeurs d'établissements d'aliénés : seulement, dans un cas elle s'exerce à titre de moyen curatif, dans l'autre elle devient un préservatif salutaire : elle détournera de l'enfant des influences pernicieuses, elle empêchera souvent sa jeune intelligence de s'éclairer trop tôt, de se contaminer par l'entretien de correspondances dangereuses pour sa moralité. Il importe que le père puisse régler à son gré les communications de l'enfant, s'opposer à ce qu'il corresponde avec des personnes susceptibles de lui donner de détestables conseils, de favoriser ses mauvais penchants et de détruire ainsi tous les effets de la bonne éducation qu'il reçoit au foyer paternel.

150. — Le père, ou la mère, investie, à défaut du père, de la puissance paternelle, pourront, non seulement intercepter et lire les lettres de leurs enfants ou celles qu'on leur adresse, mais encore les retenir, les supprimer même, si cela est nécessaire, si, par exemple, ils ont la crainte que l'enfant ne parvienne à découvrir une correspondance qu'il faut, à toute force, soustraire à ses regards (1). La loi s'en rapporte aux parents sur les moyens à employer pour mener à bonne fin la mission difficile qu'ils ont à remplir. Tant qu'ils agiront dans l'intérêt de l'enfant, elle approuve leur actes, et c'est pour-

(1) Legris, p. 141. — Rousseau, nos 101 et 102. — Baudouin, p. 29. — Aubry et Rau, t. VI, p. 58. — Caen, 11 juillet 1864, S. 1867. 2. 151. — Hanssens, p. 252. — *Contrà* Vanier, p. 107.

quoi elle leur a donné une autorité absolue, ne voulant pas qu'une restriction quelconque pût compromettre l'œuvre à laquelle ils travaillent, l'éducation physique et morale des enfants (1).

151. — Quand les lettres n'ont pas été supprimées, elles seront restituées à la majorité ou à l'époque de l'émancipation et comme, après ce moment, les parents n'ont plus aucun droit sur elles, il faut décider qu'ils ne pourraient les produire en justice, quel que soit leur caractère (2). C'est à tort selon nous qu'un arrêt a admis un père de famille à se prévaloir, après la majorité de son fils, de lettres qu'il avait retenues pendant sa minorité, pour intenter contre lui une action en dation de conseil judiciaire (3).

La production en justice au contraire serait licite, si elle avait lieu au cours de la minorité, surtout si elle est faite dans l'intérêt de l'enfant. Et nous croyons qu'elle le serait également si elle est faite par le père pour son compte personnel, car son autorité lui donne le droit de faire usage des biens du mineur (4).

152. — Bien que le droit du père de famille soit absolu, il est évident qu'il comporte des tempéraments et ne doit s'exer-

(1) Cpr. Demolombe, De la puissance paternelle, n° 301.

(2) Legris, p. 149. — Hanssens, p. 259.

(3) Caen, 11 juillet 1866, S. 1867. 2. 451, déjà cité. — Baudouin, p. 29. — Dans notre sens, Trib. civ. Seine, 29 novemb. 1888, Gaz. Pal. 89. 1. 454. — Legris, p. 193. — Hanssens, p. 260 et 261.

(4) Hanssens, p. 261 et 262.

cer qu'avec certains ménagements, lorsque l'enfant mineur a atteint l'âge d'homme. Mais, en cette circonstance comme en bien d'autres, on trouvera des parents qui feront abus de leur autorité et s'obstineront à exiger de l'adolescent qu'il leur montre ses lettres.

On en a vu aussi qui, méchamment, ont interdit à un enfant toute communication avec les autres membres de la famille, même avec ses ascendants. Les tribunaux ont-ils la faculté de retirer au père ou à la mère, qui mésuse de son autorité, le droit de régler les communications épistolaires de l'enfant ?

La loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés a laissé la question entière. Elle a édicté un grand nombre de cas dans lesquels serait prononcée la déchéance de la puissance paternelle ; mais, avant comme après cette loi, la puissance paternelle restant indivisible, la déchéance semble devoir l'être également. Des juges ne peuvent donc retirer au père qui en est investi un ou plusieurs de ses attributs. Ils sont obligés ou de la lui laisser dans sa plénitude, ou de le priver complètement des droits qu'elle confère. En conséquence, et quelque regrettable que soit une telle situation, l'abus qui nous occupe ne rentrant pas dans les cas de déchéance de la puissance paternelle, les tribunaux seraient impuissants à le réprimer. En d'autres termes, ils ne peuvent décider qu'un père n'aura plus le droit de décacheter la correspondance de son fils ou de lui interdire de correspondre avec certaines personnes (1) ; ils lui retireraient ainsi un des attributs de

(1) V. Cass. 26 juillet 1870, D., 71. 1. 217. — Hanssens, p. 255. — En

sa puissance, et la législation ne permet qu'une déchéance totale et dans une série de cas limitativement déterminés, qui ne comprend pas le nôtre.

153. — Le survivant des père ou mère ne devient pas toujours tuteur de ses enfants. Il n'en conserve pas moins la puissance paternelle, s'il n'en a pas été déchu, et le droit de contrôle sur leur correspondance, alors même qu'il aurait été destitué de la tutelle (1).

Les parents décédés, le tuteur, s'il n'a pas cette puissance dans son intégrité, est chargé du moins de l'éducation de l'enfant ; il aura la surveillance de ses lettres. Toutefois, il ne l'exercera que sous l'autorité du conseil de famille. D'autre part le subrogé tuteur est là, qui prendra la défense du pupille et pourra demander la destitution du tuteur (2).

Le tuteur serait recevable à user en justice, durant la tutelle, de lettres écrites ou reçues par le pupille. Mais ses droits ne sont pas aussi étendus que ceux du père et il n'aurait la liberté d'en user qu'au profit et dans l'intérêt du mineur (3).

154. — Ce qui vient d'être dit du tuteur du mineur s'ap-

sens contraire, Nancy, 28 mai 1868, D. 68. 2. 176 ; 12 juillet 1870, D. 71. 1. 218. — Cpr. Poitiers, 21 juillet 1870, Gaz. Pal. 90. 1. 484. — Legris, p. 442. — Rousseau, n° 103.

(1) *Contrà* Cass. 3 mars 1856, D. 56. 1. 290. — Cass. 13 mars 1864, D. 64. 1. 301.

(2) V. Baudouin, p. 30. — Legris, p. 143. — Cpr. Haussens, p. 233.

(3) Haussens, p. 261. — Legris, p. 197.

plique au tuteur de l'interdit ¹, dont les droits devraient d'ailleurs s'effacer devant ceux du directeur de l'établissement, dans lequel on aurait placé l'incapable : il est censé lui avoir délégué toutes ses attributions relativement à la personne de l'interdit. L'intérêt de l'incapable l'emporte encore une fois et il exige que le directeur ait connaissance de la correspondance.

155. — Faut-il admettre une délégation analogue de la part du père de famille ou du tuteur qui place ses enfants mineurs ou pupilles dans une pension ou les met en apprentissage ?

D'une manière générale, on peut répondre affirmativement, et les parents ne seraient pas fondés à se plaindre de ce que ceux auxquels ils ont confié l'éducation de leurs enfants les empêchent de correspondre clandestinement avec des étrangers ; mais ils resteront les maîtres aussi de leur retirer ce contrôle. En somme, c'est un point sur lequel il est impossible de poser une règle absolue (2).

156. — Enfin, on décide que le tuteur officieux, ayant la charge et la responsabilité de l'enfant, doit avoir tous les moyens de pouvoir à cette éducation, y compris la surveillance de la correspondance. Cela est indiscutable quand l'enfant, n'ayant plus ses père et mère, était antérieu-

(1) Legris, p. 147 et 148. — Baudouin, p. 30. — Haussens, p. 256. — *Contrà* Vanier, p. 207.

(2) Cpr. Baudouin, p. 30. — Legris, p. 143.

rement en tutelle ordinaire. La chose est plus délicate s'il a encore ses parents, car ils conservent tous les droits de puissance paternelle, et pourraient, semble-t-il, revendiquer celui-là (1).

157. — Le droit de prendre connaissance des lettres reçues par le mineur n'autorise pas ceux qui le possèdent à exiger de l'administration des postes la remise directe entre leurs mains de la correspondance du mineur.

L'administration elle-même ne pourrait effectuer cette remise, sans encourir de responsabilité. Son rôle est celui d'un intermédiaire entre les personnes qui ont recours à ses services ; elle n'est qu'un mandataire agissant pour le compte de l'expéditeur, elle doit se conformer strictement aux instructions qui lui sont données, remettre, par conséquent, la correspondance à celui auquel elle est destinée. Un texte de loi ou un jugement seuls la déchargeraient de cette obligation. Or, la loi n'attribue pas à un père ou à un tuteur le droit, même après justification de leur qualité, de se faire remettre les lettres adressées au mineur dont ils ont la garde. Les représentants de l'incapable ont la ressource d'être présents, au moment de la remise des lettres à lui faite, d'exiger immédiatement de lui, en vertu de leur autorité, qu'elles leur soient communiquées, sans avoir été ouvertes ; ils ont toute latitude pour l'accompagner au bureau, d'où il va retirer des lettres adressées *poste restante*, et pour mettre aussitôt la main

(1) Legris, p. 144 à 146.

sur celles qu'on vient de lui distribuer. Mais, en déférant à leurs réquisitions, l'administration modifierait le mandat qu'elle tient de l'expéditeur et engagerait vis-à-vis de lui sa responsabilité, d'autant qu'elle est soumise à des règlements, sur la foi desquels on la charge du transport de sa correspondance, et qu'il lui est défendu de transgresser (1).

Ces règlements ne lui permettent d'arrêter les lettres ou de les remettre à d'autres qu'au destinataire qu'en vertu d'une décision de l'autorité judiciaire (2).

Nous sommes donc logiquement amenés à conclure que l'administration des postes n'est pas obligée de faire droit aux demandes des pères ou du tuteur qui veulent se faire remettre la correspondance des mineurs, à moins qu'il n'intervienne un jugement, auquel elle doit obéir (3).

§ VII. — *Droits des maris sur la correspondance de leur femme*

158. — On a beaucoup discuté sur les pouvoirs du mari relativement à la correspondance de sa femme et le sujet prête au développement, car il se rattache à la question plus générale de l'étendue des pouvoirs du chef de l'association con-

(1) V. Avis du conseil d'État du 13 mai 1885, *Pandectes chronol., administr.* 1885, p. 86.

(2) *Instruct. générale* de 1868, art. 698.

(3) *Legris*, p. 158. — *Tissier*, p. 54. — *Contrà Vanier*, p. 109. — *Cpr. Rousseau*, n° 107. — *Hanssens*, p. 238.

jugale. Or, les uns investissent le mari d'une autorité sans limites, placent la femme dans un état de subordination complète vis-à-vis de son époux et soumettent tous ses actes à un contrôle incessant. Les autres, restreignant ses pouvoirs à la gestion des intérêts pécuniaires, nient que la femme se trouve ainsi dans une dépendance entière et doive être traitée comme une inférieure ; le mariage est une association où les deux associés ont des droits égaux et l'autorité du mari n'est pas faite pour rabaisser la femme dans sa dignité. Pour les défenseurs de l'indépendance féminine, en interceptant les lettres de son épouse, le mari excède ses pouvoirs, car rien ne justifie l'accomplissement de cet acte, qui aura toujours un caractère blessant et injurieux.

Il n'a pas le droit d'exiger d'elle la mise en commun de ses pensées, de ses sentiments et de ses impressions, lorsqu'il lui refuse trop souvent de lui faire partager les siens. La surveillance qu'il exerce ne peut que menacer la prospérité et la bonne harmonie du mariage, et l'accord qui doit régner entre les époux sera gravement compromis le jour où le mari ouvrira les lettres de sa femme (1).

159. — Ces considérations apportées à l'appui de l'opinion qui bat en brèche l'autorité maritale sont empreintes d'une grande élévation de pensées et inspirées par un sentiment fort louable d'équité. Il est certain qu'il y a quelque chose d'humiliant pour la femme à ne pouvoir correspondre librement

(1) V. en ce sens un arrêt de la Cour d'appel de Louisville en Amérique rapporté dans le *Droit* du 23 décemb. 1867. — Cpr. Rapport à la conférence des avocats de Paris du 20 juin 1892.

avec personne, à voir lues par son mari les lettres qu'elle échange avec ses proches parents ou des amies d'enfance, et cette humiliation devient plus sensible encore par la différence de traitement qui lui est faite : elle ne peut obliger son mari à lui montrer les siennes, elle n'a aucun recours contre son refus de les lui communiquer et surtout aucun droit pour s'en emparer elle-même.

Mais, quelque pénible que soit une telle situation, qui n'est pas exempte d'injustice, elle existe légalement, en vertu des textes positifs et de l'esprit de notre législation civile. Si on doit protection à la femme, elle doit obéissance. Cela est écrit en toutes lettres dans la loi. La prééminence de l'époux sur l'épouse est complète et son autorité sans bornes, elle va jusqu'à lui permettre de s'emparer par la ruse ou la violence des correspondances qu'on voudrait lui cacher (1).

160. — Nous pensons que les pouvoirs du mari resteraient entiers, même au cas où la femme exercerait une profession, comme celle de médecin, de sage-femme qui la soumettrait au secret professionnel. Il devra se montrer plus réservé, il est vrai, et user avec discrétion de son droit de surveillance ; mais l'exercice des professions que nous venons de citer ne peut faciliter à l'épouse les moyens de tromper la foi conjugale et lui permettre de soustraire à sa vue une correspondance cou-

(1) Baudouin, p. 31. — Legris, p. 152. — Rousseau, n° 105. — Hanssens, p. 271 et suiv. — Bruxelles, 28 avril 1875, S. 1877.2.161 — Nîmes, 6 janvier 1880, S. 1881.2.54 — Cpr. Vanier, p. 109, qui soutient cette étrange théorie que si le mari a le droit d'empêcher que les lettres soient remises à la femme, il n'a pas celui d'en prendre connaissance.

pable. Ce qu'il faut dire seulement, c'est que son mari l'a autorisée implicitement à correspondre librement sur tout ce qui a trait à la profession et qu'il y aurait abus de sa part à entraver les communications qui y sont uniquement relatives (1).

161. — Dans bien des cas, le mari, au lieu d'exercer sa surveillance avec tact et modération, usera de procédés que rendent inexcusables la conduite irréprochable et la moralité de sa compagne. Loin d'agir pour sauvegarder son autorité méconnue ou son honneur menacé, il ne cherchera qu'à satisfaire une inutile curiosité et à surprendre des confidences que rien ne lui rendait suspectes. Le remède à cet état de choses se trouve dans la faculté pour la femme de demander le divorce ou la séparation de corps, si les agissements du mari et la défiance dont il fait preuve ont un caractère injurieux, dont il appartient aux juges d'apprécier souverainement la gravité (2).

162. — Pas plus que les père, mère ou tuteur, et pour les mêmes raisons, le mari n'est fondé à exiger de l'administration des postes la remise entre ses mains des correspondances adressées à sa femme (3); à plus forte raison lui est-il défendu de s'emparer de celles écrites par elle une fois qu'elles sont parvenues aux destinataires, sans se rendre coupable

(1) Chauvet, p. 82.

(2) Legris, p. 154. — Rousseau, n° 106. — Baudouin, p. 32. — Hanssens, p. 273.

(3) V. les notes à la p. 193. — Gaz. Trib. 7 mars 1892.

d'une soustraction frauduleuse (1). Pareillement, tant que la correspondance destinée à la femme ne lui est pas parvenue, elle reste la propriété de l'expéditeur, et le mari n'a pas le pouvoir de s'en saisir et de l'ouvrir (2).

163. — Nonobstant la séparation de corps, le mari conserve son droit de contrôle sur la correspondance de sa femme. Mais l'exercice en sera presque impossible, car les époux séparés de corps sont dispensés de l'obligation de vivre en commun, et comme le mari ne peut forcer l'administration à lui remettre les lettres destinées à sa femme, ces lettres seront portées au domicile de celle-ci, où le mari n'a plus le droit de pénétrer.

DE LA PRODUCTION DES LETTRES MISSIVES
DANS LES PROCÈS ENTRE ÉPOUX ET SPÉCIALEMENT DANS LES INSTANCES
EN DIVORCE OU EN SÉPARATION DE CORPS

164. — Un procès se plaide entre deux conjoints. D'après les règles admises, la production d'une lettre ne devrait pas être autorisée, si la lettre émanait d'un tiers étranger

(1) Legris, p. 133. — Hanssens, p. 273.

(2) Trib. civ. Tunis, 2 février 1887, *Revue algérienne*, 259.1887.

au procès, et que l'époux destinataire n'eût pas consenti à ce que son adversaire en fasse usage. Cela ne cessera pas d'être exact, lorsque le demandeur en production sera la femme : elle ne sera pas recevable à employer la correspondance reçue par son mari, si elle ne lui a pas été volontairement remise ou s'il ne résulte pas des circonstances que le mari consent ; elle est sans droits en effet pour prendre connaissance de cette correspondance et l'intercepter. Au contraire, le mari pourra se servir des lettres adressées à sa femme, par quelques moyens qu'il se les soit procurées, Son autorité, en lui donnant le pouvoir d'arrêter la correspondance de sa femme, de s'en emparer même par la violence, rend sa possession légitime et par suite lui donne le droit de production (1). Il trouverait cependant un obstacle dans le caractère confidentiel de la correspondance et il ne pourrait le franchir qu'en obtenant le consentement de l'auteur à la production.

Quant aux lettres écrites par la femme à des tiers, le mari les produira valablement s'il en a acquis la détention légitime des tiers ou de leurs ayants cause. Le caractère confidentiel ne serait même plus, dans ce cas, un empêchement, car la confiance émane de la femme, et le mari qui aurait pu lire la lettre avant qu'elle soit envoyée, a le droit de connaître tout ce que sa femme écrit, même à titre confidentiel (2).

Bien entendu, tous les deux conservent la faculté de faire

(1) Cpr. Alger, 12 novembre 1866, S. 1867.2.132.

(2) Cass. 31 mai 1842, S. 1842. 1.490.

usage, dans les procès qu'ils ont ensemble, des lettres qu'ils se sont respectivement adressées.

165. — Dans les instances en divorce ou en séparation de corps, le champ de la production est encore élargi, non seulement à cause des droits d'investigation très larges que possède le mari, mais aussi à raison de la nature particulière des faits à prouver: En cette matière, le juge est obligé de ne plus tenir compte du caractère confidentiel attribué par son auteur, quel qu'il soit, à la correspondance, sous peine de n'être jamais éclairé sur les torts réciproques des époux (1).

En maintes circonstances, ces torts résulteront des lettres qu'ils écrivent ou reçoivent, et ces lettres, qui contiennent l'expression soit d'injures graves à la charge de l'un d'eux, soit de sentiments d'aversion que l'un nourrit contre l'autre ou la démonstration évidente d'un adultère consommé, ne devraient jamais être divulguées, si l'on s'en rapportait à l'intention formelle ou présumée de leurs auteurs. Les tribunaux n'auraient donc que des moyens de preuve tout à fait insuffisants, s'il leur était défendu d'y puiser des éléments de déci-

(1) Il est indiscutable qu'une injure grave contenue dans une lettre peut servir de base à une action en divorce. Tous les auteurs l'admettent sans distinction. V. Legris, p. 198 et 199 et toutes les autorités qu'il cite. *Adde* Poitiers, 29 juillet 1806, D. Rép. V. séparat. de corps, n° 38. — Poitiers, 13 janvier 1843, eod. loc. — Cass. 9 novembre 1830, D. 1830. 1.398. — Nîmes, 30 avril 1834, D. 34. 2.239. — Cass. 14 mai 1872, D. 73. 1. 17. — Trib. civ. Seine, 6 janvier 1891, le Droit du 14 février 1891. — Poitiers, 19 janvier 1891, Gaz. Pal. 1891. 2. 383. — *Contrà* Limoges, 17 juin 1824, S. 1824. 2. 383. — Cpr. Bourges, 4 janvier 1825, D. 1825. 2.139. — Aix, 17 décembre 1834, S. 1835. 2.172.

sion. Aussi, est-on presque unanime à reconnaître que, dans les procès de ce genre, les règles de la production ne doivent pas être observées dans toute leur rigueur (1). Il nous reste maintenant à poser les limites de l'exception ; à cet effet, nous distinguerons deux hypothèses, celle où la production est faite par le mari et celle où elle est faite par la femme.

166. — Le mari évidemment peut produire à l'appui d'une demande en divorce ou en séparation une lettre qui lui est écrite par sa femme, et, disons-le de suite, pour n'avoir plus à y revenir, la femme une lettre de son mari. Ce premier cas n'est pas controversé et sa solution n'est que la confirmation du droit commun, puisque le destinataire a toute latitude pour user d'une lettre contre son auteur, même si elle est confidentielle, pourvu qu'il agisse dans un intérêt sérieux et légitime (2).

Laissant de côté cette hypothèse, supposons des lettres adressées à la femme, Elles seront parfois le seul moyen pour le mari d'établir la preuve des relations adultérines qu'elle entretient avec un étranger ou des coupables desseins qu'elle complotte contre lui. S'il arrive à se les procurer, le

(1) Baudouin, p. 37. — Rousseau, n° 109. — Tissier, p. 85. — Legris, p. 200. — Vanier, p. 96. — Demolombe, Du mariage et de la séparation de corps, t. II, n° 393. — Paris, 22 février 1860, S. 1860. 2.234. — *Contrà* Carpentier, Traité théorique et pratique du divorce, n° 18 et la Loi du 18 avril 1886, n° 5. — Hanssens, p. 290 et suiv.

(2) V. l'arrêt de la Cour de Cassation du 9 novembre 1830, D. 1830, 1.398, et la plaidoirie remarquable de Dalloz. — Hanssens, p. 278.

mari aura le droit de les invoquer, et ce droit lui sera reconnu, même en présence de l'opposition de l'auteur qui prétendrait les lettres confidentielles. C'est là que gît l'exception. Il faut que, dans les procès en divorce ou en séparation, la justice puisse faire état de toute correspondance dont le conjoint a la possession légitime, parce que, empêcher celui-ci d'en faire usage, serait la plupart du temps le placer dans l'impossibilité de fournir la justification des injures dont il a à se plaindre et d'obtenir la réparation à laquelle il a droit (1).

Nous arrivons maintenant à la production de lettres émanant de la femme et adressées à un tiers.

Lorsque, pour une cause ou une autre, eiles n'ont pas été envoyées et que le mari les découvre, on ne conçoit aucun empêchement possible à la production (2).

Mais peut-il se servir de celles qui seraient parvenues à leur destinataire et qu'il serait arrivé à avoir en sa possession ?

La réponse est affirmative si les lettres lui ont été remises par le destinataire ou par un tiers qui les tiendrait du destinataire, et nous irions jusqu'à décider qu'il n'y a pas à se préoccuper des moyens par lesquels ce tiers s'en est emparé. Bien que la possession soit viciée dans son principe, il paraît difficile de refuser au mari l'usage d'un document qui lui parvient sans fraude de sa part, ce qui serait le forcer à garder le silence quand il a entre les mains la preuve d'une trahison commise envers lui.

(1) Legris, p. 206. — Hanssens, p. 231 et s.

(2) Bruxelles, 28 avril 1875, S. 1877. 2. 161. — Trib. civ. Tarbes, 14 décemb. 1892, Gaz. Pal. 93. 1. 127.

Mais, toutes les fois qu'il se sera procuré les lettres de sa femme à un tiers par des procédés délictueux, elles devront être rejetées du débat, car, en toute matière, les tribunaux sont tenus de s'opposer à ce qu'on tire profit d'une infraction à la loi pénale (1). La Cour de Rouen a même jugé, avec juste raison, qu'une Cour d'appel doit rejeter des lettres que le mari s'est procurées par des moyens délictueux, alors même que ces lettres auraient été l'objet d'une discussion soutenue publiquement aux audiences du tribunal de première instance qui en avait admis la production aux débats (2).

Pour les motifs que nous avons indiqués, la production des lettres obtenues sans fraude est licite, même si elles sont confidentielles. Il conviendrait toutefois de faire exception pour le cas où, le destinataire exerçant une des professions visées dans l'art. 378 du Code pénal, la lecture des lettres violerait le secret professionnel auquel il est tenu. Interrogé sur leur contenu, il se trouverait dans l'obligation de refuser son témoignage. Logiquement, la production doit être interdite. Nous n'autoriserions donc pas le mari à produire des lettres de sa femme adressées à un avocat, à un médecin, à son confesseur, pourvu qu'elles aient été réellement écrites à l'avocat, au médecin, au confesseur en cette qualité (3).

(1) Legris, p. 206. — Besançon, 20 février 1860, D. 60. 2. 54. — Cass. 15 juillet 1885, S. 1886. 1. 401. — Trib. civ. Seine 23 février 1890. — Paris, 1 juin 1893, Gaz. Pal. 93. 2. 2^e partie, p. 10. — Paris 23 juin 1893, Gaz. Trib. du 4 août 1893. — Cpr. Hanssens, p. 284

(2) Rouen, 2 avril 1890, Recueil de Rouen, 106. 1. 1891.

(3) Trib. civ. Nice, 25 juin 1889, Gaz. Trib. du 21 juillet.

167.— En ce qui concerne la production des lettres écrites par le mari et reçues par des tiers, la femme est sur la même ligne que lui. L'autorité maritale est hors de cause. Il n'y a aucune raison pour lui faire, dans cette hypothèse, une situation privilégiée, et empêcher la femme de défendre son honneur et sa dignité avec la même liberté.

En somme, on peut dire, sans distinguer par quel époux la production est faite, que les lettres, même confidentielles, adressées par l'un d'eux à un tiers, seront légitimement versées aux débats d'une instance en divorce ou en séparation, si leur possession n'est pas le résultat de manœuvres illicites (1). Par exemple, on devrait admettre la production de lettres qui auraient été remises à l'un des conjoints par le complice de l'époux adultère, que ce soit le mari ou la femme. Ainsi, pour prouver l'adultère du mari, la femme peut faire usage des lettres qu'il a écrites à sa concubine, alors que ces lettres sont en sa possession par suite d'une remise libre et volontaire de la concubine (2).

L'assimilation entre les deux conjoints ne va pas plus loin.

(1) Bordeaux, 13 janvier 1879, S. 1879. 2. 108. — Paris, 31 juillet 1889, Gaz. Trib. des 2 et 3 novemb. 1889. — Orléans, 13 décemb. 1889, Gaz. Pal. 90. 1, supp. 21. — Trib. civ. Chambéry, 23 décemb. 1890, Moniteur de Lyon du 19 février 1891. — Paris, 30 juin 1890, le Droit du 20 août 1890. — Trib. civ. Périgueux, 27 décemb. 1890, le Droit du 29 janvier 1891. — Tissier, p. 83 — Legris, p. 202. — Cpr. Baudouin, p. 39. — Massol, De la séparat. de corps, p. 42, n° 6 — Demolombe (Du mariage et de la séparation de corps, n° 394), admet la production, de quelque manière que l'époux ait obtenu la possession de la lettre. — Vraye et Gode, Divorce et séparation de corps, p. 233. — *Contra* Aubry et Rau, Cours de droit civil français, t. V, p. 180. — Hanssens, p. 292.

(2) Lyon, 6 mars 1883, D. 1885. 2 191.

La femme ne doit pas toucher aux lettres qui sont entre les mains du mari. Lui permettre de s'en saisir serait lui reconnaître une autorité qu'elle ne possède pas (1). Les droits d'investigation si larges qui sont accordés à l'époux trouvent, disions-nous, leur justification dans la puissance maritale. Ceux qu'on voudrait attribuer à l'épouse n'auraient aucun fondement et seraient même la négation de cette puissance, puisque la femme, obligée d'obéir et soumise à un maître, ne peut faire acte d'autorité et exercer aucun contrôle sur les actes de son mari. Comment, dès lors, la laisser se prévaloir, pour obtenir le divorce ou séparation de corps, de lettres adressées à son mari qu'elle a interceptées (2).

Si les lettres se trouvent entre les mains de la femme, non plus à la suite d'une soustraction ou d'un acte de surprise, mais après une remise volontaire du mari ou si elle a pu en connaître le contenu dans des conditions qui font présumer le consentement du mari à la lecture des lettres, elle ne serait plus irrecevable à les produire en justice. C'est pourquoi nous approuvons sans réserves un arrêt de la Cour de cassation qui a pensé qu'on ne pouvait reprocher ni artifice coupable, ni fraude, déloyauté ou abus quelconque à la femme qui, avec l'autorisation formelle de son mari, ouvre toute la correspondance que celui-ci l'avait chargée de dé-

(1) Bruxelles, 28 avril 1873, S. 1877.2. 461, déjà cité.

(2) Rouen, 13 novemb. 1878, S. 1879. 2. 80. — Trib. civ. Nîmes, 4^{er} mars 1890, Gaz. Midi, 8 février 1891. — Cpr. Trib. civ. Seine, 3 février 1883, Gaz. Pal. 83. 1. 73.

pouiller chaque jour, et a admis cette femme à en produire une partie à l'appui de sa demande en divorce (1).

Il faut même aller plus loin et décider, avec la jurisprudence, que la femme qui, sans fraude ni violence, et par le pur effet du hasard, met la main sur des lettres de son mari, doit être admise à en faire usage.

C'est peut-être une décision de faveur et quelque peu illogique, car il sera souvent difficile de présumer, dans tous les cas, un abandon ou un consentement tacites du conjoint. Mais, peut-on refuser à l'épouse injuriée le droit de venir demander une séparation à la justice, lorsqu'elle a eu sous les yeux, sans avoir en rien porté atteinte à l'autorité du mari, auquel il faut plutôt reprocher une faute ou une négligence, la preuve des torts commis envers elle. L'obligera-t-on à supporter pour l'avenir une communauté d'existence devenue désormais intolérable, à demeurer dans les liens d'une union sans cesse troublée et à subir les tourments d'un ménage divisé ? La Cour de Rouen s'est rangée à cet avis dans un arrêt du 13 novembre 1878, en déclarant que les tribunaux pouvaient, sans difficulté, admettre une femme demanderesse en séparation de corps à tirer parti des lettres reçues ou des brouillons de lettres envoyées par le mari qu'il laissait traîner au domicile conjugal dans un meuble commun (2).

168. — Le mari, qui a la faculté de faire rejeter d'une instance en divorce ou en séparation des lettres interceptées

(1) Cass. 11 juin 1888, S. 4. 376.

(2) Rouen, 13 novemb. 1878, S. 1879. 2. 80, déjà cité.— Aix, 21 mai 1885, Gaz. Pal. 85. 1. 782. — Cass. 25 mars 1890, S. 90. 1. 168.

par sa femme, peut proposer l'exception devant la Cour d'appel, alors même qu'il aurait omis de le faire en première instance ; mais il n'est pas recevable à prendre des conclusions en ce sens devant la Cour de cassation, et ce moyen nouveau doit être écarté (1).

Vu par le Président de la thèse,
A. LE POITTEVIN.

Vu par le Doyen,
COLMET DE SANTERRE.

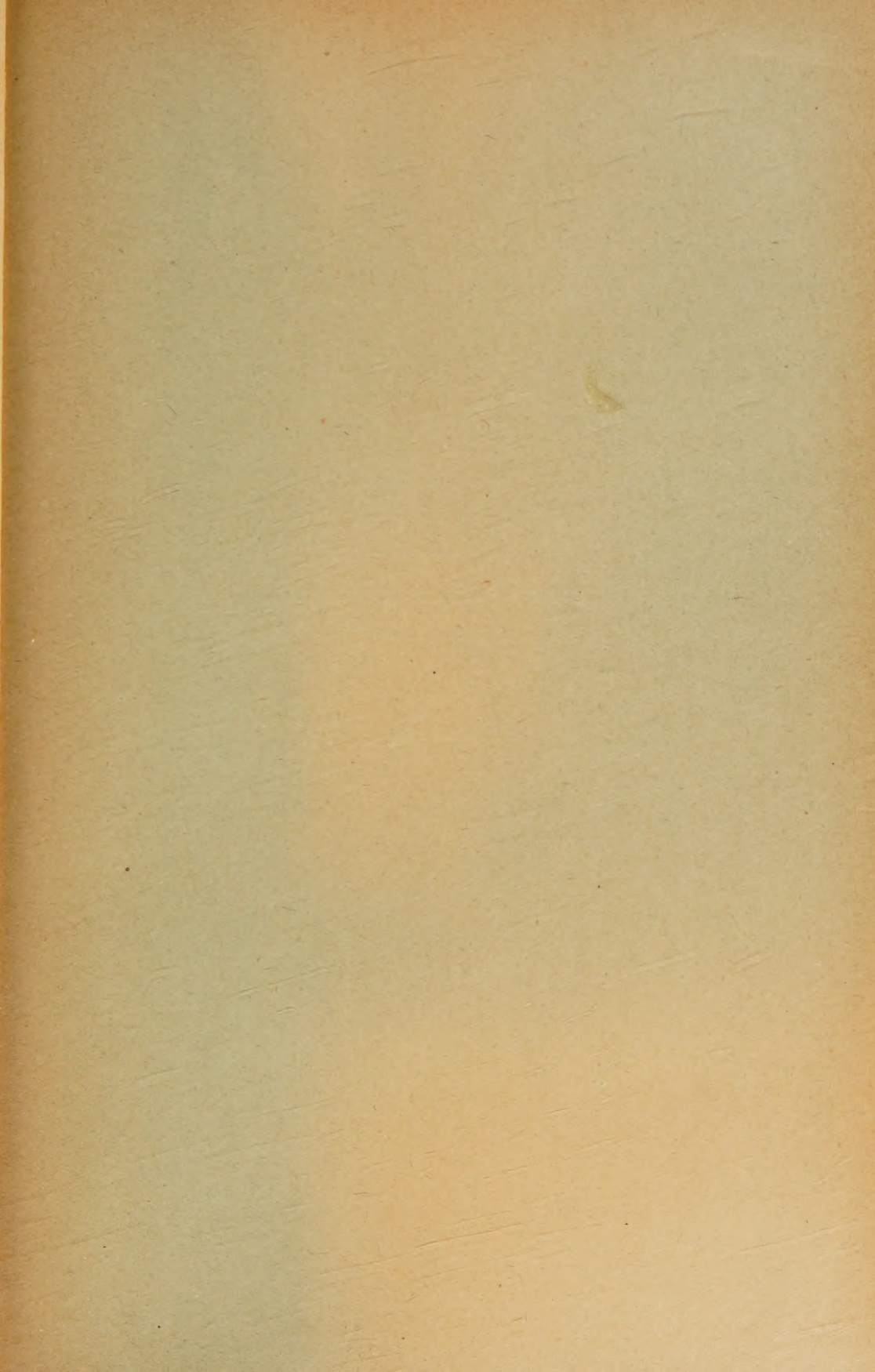
Vu et permis d'imprimer,
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD

(1) Cass. 16 mai 1892, S. 93. 1. 145.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	3
CHAPITRE I. — Historique du secret des lettres et nature du principe.	4
Le principe en droit public. — Sa violation en France à différentes époques. — Le secret des lettres et la Révolution. — Législation étrangère.	
CHAPITRE II. — Sanctions du principe.	22
Dispositions des règlements postaux. — Pénalités de l'art. 187 du Code pénal. — Autres pénalités. — Application de l'art. 378 du Code pénal aux agents des postes. — Sanction civile. — Législation comparée.	
CHAPITRE III. — Conséquences diverses de l'inviolabilité du secret des lettres.	34
Infractions pouvant être commises par lettres missives. — Impossibilité de pratiquer la saisie-arrest à la poste des valeurs renfermées dans une lettre. — Recherches des contraventions aux lois postales. — Des accusations fondées sur le contenu d'une lettre missive.	

	Pages
CHAPITRE IV. — Le secret des lettres et ses conséquences en droit privé	67
De la propriété des lettres missives. — Du droit de divulguer le contenu des lettres confidentielles. — Du caractère confidentiel. — Droits et obligations des héritiers de l'auteur ou du destinataire.	
De la production en justice des lettres missives . . .	98
Production aux débats criminels. — Production dans les procès civils.	
De la publication des lettres	131
Législation comparée.	
CHAPITRE V. — Des exceptions à l'inviolabilité du secret des lettres	144
§ 1. — De la saisie des lettres au cours d'une instruction criminelle	145
Législation étrangère.	
§ 2. — Ouverture de la correspondance des détenus . .	171
§ 3. — Ouverture des lettres mises au rebut.	174
§ 4. — Ouverture des lettres du failli par les syndics.	175
§ 5. — Ouverture par les directeurs des établissements d'aliénés de la correspondance de leurs pensionnaires	180
Législation anglaise.	
§ 6. — Droits qui dérivent de la puissance paternelle ou de la tutelle	186
§ 7. — Droits des maris sur la correspondance de leur femme.	193
De la production des lettres missives dans les procès entre époux et spécialement dans les instances en divorce ou en séparation de corps.	197



TOURS. — IMPRIMERIE ROGER DUBOIS
